RMS+

Revue Militaire Suisse

ITALIE

FEMMES DANS L'ARMEE

OBLIGATION DE SERVIR

SOUS-OFFICIERS



www.revuemilitairesuisse.ch

Numéro 03 - 2025

1e couverture : Ravitaillement en vol de 2 Eurofighter *Typhoon* et deux F-35 B italiens. Photo © Aeronautica Militare (AMI)



3 Editorial
Rédacteur en chef, RMS+

4 International
Col EMG Alexandre Vautravers

5 Pour en finir avec l'Ouest
Lt col EMG Julien Grand

9 « Plan Mattei » et « Traité du Quirinale » : Deux faces de la même pièce traduisant les ambitions nouvelles en matière de politique étrangère italienne
Emmanuel Dupuy

14 Les liens entre l'Italie et la Suisse en matière de politique de sécurité
Général de brigade Marco Buscemi

16 Les défis de l'Armée de terre italienne
Oreste Foppiani

20 Le Génie italien
Col EMG Alexandre Vautravers

22 Quel avenir pour la Cavalerie italienne ?
Col EMG Alexandre Vautravers

24 Les Forces spéciales italiennes et leur organisation
Oreste Foppiani

30 Dolce Vita, défense et dynamisme économique
Ramia Montandon

33 Leçons stratégiques pour l'Europe
Col EMG Alexandre Vautravers

34 La politique de sécurité est une tâche collective par excellence
Br Dr Markus Mäder

39 Initiative « Service citoyen »
Roger Golay

42 Les femmes dans la milice : Quelques statistiques, 2018-2023
Lt Katharina Hintermann

46 Bataillon de Police Militaire 3 : Le récit d'un adieu
Of spéc Mike Ciabatti

48 L'Association suisse de sous-officiers – Tradition et modernité au service des compétences des cadres
Sgt Christophe Croset

50 CISOR Mountain Combat and Survival basic course 2024 : Le vécu
Sgtm U Stan Fellay

52 Les 5e jeux internationaux militaires d'hiver 2025 à Lucerne – Une fête de la camaraderie, de l'inclusion et de la collaboration internationale
Of spéc (cap) Aline Brülisauer, of spéc (cap) Aisha Seitz

54 Une nouvelle organisation pour la SSO Introduction
Col EMG Michele Moor

57 Nomination et mutation d'officiers généraux
Communication DDPS

58 F-35, Kill Switch et dépendance
Pascal Kümmerling

60 F-35, pas de changement de cap
Pascal Kümmerling

62 AIR2030
Pascal Kümmerling



Un Eurofighter de la 51e escadre d'Istrana survole Venise, accompagné par deux AMX. Photo © AMI.

Impressum

Rédacteur en chef :
Col EMG Alexandre Vautravers alexandre.vautravers@revuemilitairesuisse.ch

Rédacteurs adjoints :
Lt col EMG Julien Grand
Maj Jean-Baptiste Bless
Cap Jean-Marc Spothelfer, correcteur
Plt Christophe Tymowski
Lt Philippe Lörtscher
Lt Mireille Ryf
Of spéc Lena Rey
Of spéc Olivier Reymond
Sdt Sophia Rommel

Membres du comité :

Président	Div Mathias Tüscher	mathias.tuescher@revuemilitairesuisse.ch
Vice-président	Col Christian Rey	info@reygroup.ch
Administrateur	M. Hubert Varrin	administration@revuemilitairesuisse.ch
SMG	Col EMG Denis Mastrogiacomo	d.mastrogiacomo@smg-ge.ch
SVO	Col EMG Christophe Gerber	christophe.gerber@elca.ch
SNO	Lt col François Paccolat	president@ofne.ch
SOVR	Cap Tobias Meyer	tob.meyer@bluewin.ch
SFO	Lt col Henri Lanthemann	henri.lanthemann@sfo-fog.ch
SJO	Lt col EMG Edouard Vifian	edouard.vifian@vtg.admin.ch
SCBO	Maj Patrick Demierre	francesco@rappa.ch

Edition, administration, abonnements et publicité :
Association de la Revue militaire suisse (ARMS)
Avenue Général-Guisan 117, 1009 Pully
Tél. +41 21 729 46 44
e-mail : info@revuemilitairesuisse.ch
Compte postal: ARMS, 1009 Pully, PostFinance CH84 0900 0000 1000 5209 7

Mise en pages et impression : PCL Print Conseil Logistique SA, rue du Marais 17, 1020 Renens

ISSN 0035-368X

La Revue militaire suisse (RMS) est un organe de publication officiel de la Société suisse des officiers. Elle appartient aux sections cantonales de Suisse romande et de Berne. Elle est éditée par l'Association de la Revue militaire suisse (ARMS).
Le but de la RMS est, notamment, de faciliter l'échange sur les problèmes militaires et de développer les connaissances et la culture générale des officiers. Les textes publiés expriment la seule opinion de leurs auteurs. La RMS est ouverte à toutes les personnes soucieuses d'œuvrer de façon constructive au bien de la défense générale.

Div Mathias Tüscher, Président de l'ARMS



Editorial

Naviguer en eaux troubles et agitées

Col EMG Alexandre Vautravers
Rédacteur en chef, RMS+

Le 15 avril 1912, le Titanic n'a pas coulé parce que la mer était forte. Personne ne l'a attaqué.

Sur les 2'209 passagers à bord, seuls 706 ont survécu. Car si le navire avait une capacité d'emporter jusqu'à 64 embarcations de sauvetage, seules 20 ont été embarquées et préparées pour la croisière. Il aurait donc été possible, dans le meilleur des cas, d'en secourir un peu plus de la moitié : 1'178 personnes.

Le Titanic a coulé parce que la vue et la mer étaient troubles et que l'on a sous-estimé les risques. Parce que la vigilance et la garde étaient basses. La confiance était excessive. La pression pour la rapidité et l'efficience ont pu jouer un rôle. La planification et les ressources, en matière de sécurité et de sauvetage, étaient insuffisantes. La probabilité de survie était de 53,3 pour cent…

La situation trouble des dernières décennies a laissé place à une situation stratégique de plus en plus agitée. L'incertitude a laissé place à un chaos et aux crises multiples, multi-domaines, interdépendantes, constantes et entretenues par la compétition entre les grandes puissances ainsi que des mutations géo-économiques majeures.

On ne peut plus aujourd'hui prévoir, piloter, décider, diriger, avec des assurances, des plans ou des organes de sécurité qui ne couvrent que 30 ou 50% des risques et des besoins.

Du risque de conflits à la probabilité de conflits

Les Rapports sur la politique de sécurité de la Suisse, depuis 1990, sont autant de « témoins » de leur temps ; ils décrivent la situation de 1990, 2000, 2011, 2016, 2021 et 2022. Ils formulent des considérations sur les grandes tendances stratégiques en matière de relations internationales, de menaces et esquissent quelques axes de développement pour la politique de sécurité de la Suisse et de ses instruments.

Les conflits qui semblaient éloignés de l'Europe, voire inconcevables dans un horizon à moyen terme en 1990, du fait de l'éclatement de l'U.R.S.S. et de l'effondrement de son potentiel militaire, sont désormais de retour. On peut citer plusieurs causes à cela : banalisation de l'usage de la force dans les relations internationales, marginalisation et crise de l'Ordre mondial basé sur le Droit international, polarisation Nord-Sud exploité par des rivalités et des jeux de puissances Est-Ouest, évolution technologique, guerres hybrides, internationalisation ou enlisement de nombreux conflits, échec de résolutions de conflits ainsi que de plusieurs opérations de maintien ou de soutien à la Paix hors-jeux des organisations internationales, échec de politiques de développement, post-colonialisme, soft-power et influence etc.

Au cours des années 1990, il était de bon ton au sein de la Communauté internationale de démontrer que les conflits étaient majoritairement causés par la pauvreté. On constate aujourd'hui qu'il n'en est rien. Dans les années 2000, on a dit que les conflits étaient causés par la rareté ou la compétition pour les ressources limitées, mais cela n'explique pas tout non plus.

Aujourd'hui, à la pauvreté, aux inquiétudes et aux changements économiques s'ajoutent les instabilités politiques, les stratégies d'influence, la désinformation. Mais aussi la prolifération des technologies, la privatisation des conflits, la migration des combattants et de la violence, l'internationalisation des causes et des proxys, l'interdépendance.

Les risques et les dangers se rapprochent à grands pas. La prolifération technologique et le réarmement, l'augmentation des capacités militaires sont bien plus rapides et plus faciles qu'il y a un demi-siècle. Le nombre de pays disposant de missiles balistiques ou hypersoniques grandit chaque année. Les technologies de drones et de systèmes pilotés à distance sont accessibles aux grandes puissances, autant qu'à chaque Etat prêt à se donner les moyens de contester l'Ordre international.

Il s'agit dès à présent de faire le point, les choix qui s'imposent, de s'investir et de recréer les mécanismes de résilience et de défense qui pourront nous permettre de naviguer dans des eaux de plus en plus agitées.

A+V



Revue des revues

International

Col EMG Alexandre Vautravers
Rédacteur en chef, RMS+

Proche Orient

En septembre 2024, *Le Monde* a sorti un très bon hors-série de 114 pages consacré au conflit israélo-palestinien. Cette édition déborde largement le conflit actuel et donne au lecteur une bonne vue d'ensemble des enjeux géopolitiques de la région, ainsi qu'une profondeur historique. On peut juste reprocher à cette compilation une cartographie militaire imprécise voire absente. Mais *Le Monde* s'interroge sur sa propre couverture du conflit, depuis 1948.

Conflits

La revue *Conflits, revue de géopolitique,* consacre son No. 49 (janvier-février 2024) aux guerres d'Israël et aux forces en présence dans la région. Le No. 50 se focalise sur le Sahel. Le No. 51 (mai-juin 2025) est de retour en Europe avec un effort principal sur la Pologne.

Notons au passage que la même revue sort désormais chaque année un numéro spécial « Réussir son bac » dans la spécialité géopolitique.

Carto

Le bimestriel *Carto – Le monde en cartes* présente dans son No. 80 (novembre-décembre 2023) une cartographie de Gaza, une interrogation sur les BRICs contre le dollar américain. Il est également question de l'évolution des frontières au Haut-Karabagh.

Le No. 81 (janvier-février 2024) s'interroge sur l'Azerbaïdjan, les relations entre l'Allemagne et la Chine ; ainsi que le canal de Panama.

Le No. 85 (septembre-octobre 2024) présente un bilan de la présidence Biden aux USA ; une vision de l'Europe aux mains de l'extrême-droite ; la situation du Royaume-Uni après le BREXIT.

Diplomatie

Le bimestriel *Diplomatie* revisite les points chauds de la planète : le 132 (mars-avril 2025) est consacré à la péninsule coréenne, où se développent de nouvelles tensions. Il faut également consulter le No. 126 (mars-avril 2024) consacré à Taïwan et le No. 124 (novembre-décembre 2023) consacré à la Mer de Chine. Le combat naval et la géopolitique des mers est l'objet d'un « Grand dossier » (GD) No. 82 (octobre-novembre 2024) séparé. Ne pas manquer également l'enjeu des puissances dans l'Indo-Pacifique, abordé dans le GD No. 78 (février-mars 2024).

Le No. 130 (novembre-décembre 2024) est consacré aux défis avant tout internes, de l'Union européenne. Le GD No. 75 (août-septembre 2023) est consacré à la France ; et le GD No. 80 (juin-juillet) à la polarisation de la société américaine.

Le No. 129 (septembre-octobre 2024) est consacré aux conflits du Moyen-Orient. Le No. 122 évoque la progression de l'Islam en Afrique. Dans la série « Grands dossiers », le No. 79 (avril-mai) est consacré à la géopolitique des religions et le No. 85 (avril-mai 2025) est consacré à la géopolitique d'Israël.

Le No. 128 (juillet-août) traite du Caucase et le No. 123 (septembre-octobre 2023) l'union des BRICS. La géopolitique du changement climatique est l'objet du GD No. 76 (octobre-novembre 2023).

A+V



Il y a 80 ans prenait fin la Seconde Guerre mondiale; et débutait alors une nouvelle guerre, froide, entre l'Occident et les puissances totalitaires. Le système des relations et du droit international sont encore largement basés sur la réalité de 1945.

L'expression « Nations Unies » (ci-dessous) faisait d'ailleurs référence, depuis 1944, aux « Alliés » contre l'Axe.

International

Pour en finir avec l'Ouest

Lt col EMG Julien Grand
Rédacteur adjoint, RMS+

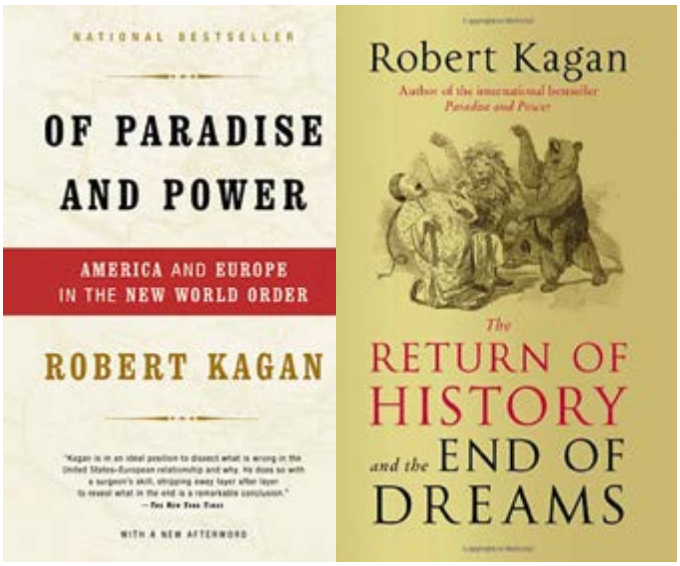
La position et les actions de l'administration américaine actuelle font couler beaucoup d'encre. Pas une journée ne se passe sans que les titres reviennent sur un nouveau tarif, une nouvelle déclaration voire un nouveau coup d'éclat issu de la Maison Blanche. Très et trop souvent, les émotions nous font nous focaliser sur l'instant présent, ce qui aboutit inévitablement à la conclusion que le Président Trump est à l'origine de tous les maux, par sa volonté de faire cavalier seul et de ne pas respecter les règles de la bonne conduite internationale. Loin de nous l'idée de contrer cette argumentation toutefois, il semble que nous serions mieux conseillés de prendre de la hauteur et d'élargir la focale afin de remettre les actions américaines actuelles dans leur contexte.

Clash of civilization vs. *The end of History*

Toute personne ayant étudié ou s'intéressant à la fin de la guerre froide a été confrontée, à un moment ou un autre, aux visions exprimées à l'époque par les politologues Samuel P. Huntington et Francis Fukuyama. Alors que le premier voyait l'avenir dans une confrontation inévitable entre plusieurs pôles civilisationnels qui se traduirait par un monde multipolaire, Fukuyama prédisait la victoire inévitable du système libéral avec l'extension de la démocratie au monde entier et l'avènement d'une ère de paix universelle et quasi éternelle. Plus de trente ans après la chute du Mur, et même si les prévisions de Huntington ne semblent pas s'être complètement réalisées, force est de constater que les écrits de Fukuyama se rapprochent plus de l'Utopie de Thomas More que du développement effectif pris par le système international depuis la fin de la guerre froide.

Ses deux théories de sciences politiques toutefois ne soufflaient mot sur les relations atlantiques. Pour Huntington, il apparaissait clair que la relation américano-européenne ne pouvait tenir lieu de confrontation. Au contraire, ce bloc atlantiste serait celui qui aurait à faire face aux assauts répétés des autres civilisations pour tenter de mettre fin à son hégémonie. Pour Fukuyama, si l'ordre libéral et la paix éternelle était établie, il n'y avait non plus aucune raison pour que la relation entre les continents européen et nord-américain soit confrontée à des tensions, étant entendu que le système libéral aurait amené liberté, paix et bien-être économique à l'entier de la planète. Comment expliquer donc les tensions actuelles ? Pourrait-on y voir l'un des clashs civilisationnels théorisés par Huntington et que personne n'aurait vu venir ? Pour répondre à cette







L'ouvrage principal de Robert Kagan explique la domination de l'Occident par une coopération efficace entre le « Hard Power » des USA et le « Soft Power » des Européens.

question, il est nécessaire de revenir quelque peu sur l'évolution de la pensée politique américaine depuis la fin de la guerre froide.

Du Paradis et du Pouvoir

En 2003, soit peu après les attaques du 11 septembre, et alors que les Etats-Unis envahissent l'Irak dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme, l'essayiste américain Robert Kagan publie un ouvrage au sujet des relations américano-européennes : *Of Paradise and Power*. Kagan peut être rangé parmi les néo-conservateurs, aux côtés de Paul Wolfowitz ou Paul Bremer, soit une école de pensée qui fut notablement influente sous la présidence de George W. Bush. On pourrait aisément positionner cette école au complet sous l'étiquette de «faucons», ce qui est vrai en soi, mais ne rend qu'incomplètement compte de la position des néo-conservateurs et en l'occurrence de Paul Kagan.

Ce dernier fut en effet membre du parti Républicain jusqu'en 2016, parti qu'il quitta après la nomination de Donald Trump comme candidat à la présidence. Il rejoignit alors l'équipe de campagne de Hillary Clinton, politicienne qu'il avait servi quand elle était à la tête du Département d'Etat, sous la présidence Obama. Comme on peut le constater, Kagan ne peut donc simplement être taxé de faucon complètement aligné avec la politique républicaine. Lui-même n'aime pas l'étiquette néo-conservatrice que l'on cherche à lui coller. Il demeure un critique de la politique extérieure des Etats-Unis et un fervent supporter du libéralisme internationaliste, une doctrine qui vise à favoriser les institutions internationales, le libre-marché, la coopération sécuritaire et la démocratie libérale.

Un ouvrage prémonitoire ?

Ce cours excursus sur Kagan nous semblait nécessaire en ce sens que l'on ne peut lire ses ouvrages en y voyant un programme politique façonné pour la présidence Trump. Et pourtant, beaucoup des éléments avancés dans l'ouvrage mentionné précédemment se retrouvent actuellement dans le coin enfoncé entre l'Europe et les Etats-Unis. Reprenant une analogie connue, Kagan compare en effet les Américains à Mars et les Européens à Vénus. Dans sa vision, les Européens sont entrés, après la guerre froide, dans un monde kantien, se détournant du pouvoir et profitant d'un paradis post-historique de paix et de prospérité. Quant aux Etats-Unis, ces derniers n'ont pu participer à ce paradis, car le reste du monde demeurait une anarchie hobbesienne, où le pouvoir demeurait nécessaire. Selon l'optique adoptée par Kagan, les Européens n'ont pu entrer au paradis que grâce au fait que les Etats-Unis jouaient le rôle de policier mondial et rendait ainsi toute puissance européenne inutile et pas nécessaire.

Pour établir son propos, Kagan se réfère à l'organisation et à la vision politique des deux continents. Alors que les USA tendent à voir le monde divisé entre le bien et le mal, les Européens ont une approche plus pacifique, préférant en général la négociation, la diplomatie et la persuasion en lieu et place de la coercition. A ce titre, la position des pays est-européens est intéressante puisque Kagan pense que leur ancienne occupation par les forces communistes tend à les rapprocher du monde hobbesien. Une tendance que l'on peut encore observer aujourd'hui à l'aune de l'invasion russe en Ukraine. Finalement, cette évolution a amené les pays européens à observer le monde à travers les lunettes de puissances faibles, n'ayant pas facilement recours à la puissance comme moyen de faire valoir ses intérêts.

Là où la vision de Kagan devient intéressante, c'est le fait que cette évolution est grandement due aux actions américaines qui, durant toute la guerre froide, ont assuré l'Europe grâce au parapluie nucléaire. L'Europe n'est donc plus habituée à dépenser son argent pour assurer sa propre sécurité, étant devenue dépendante de son cousin américain. Une évolution encore renforcée, dans les années 1990, par la disparition de la menace soviétique qui permit au continent de se réaliser dans un paradis de paix. Kagan déclare alors que, en matière de sécurité, les Etats-Unis faisaient le dîner quand les Européens s'occupaient de la vaisselle. Il va plus loin en disant que les Européens ont su encaisser les dividendes de la paix tout en éliminant le besoin de faire de la géopolitique, en d'autres mots de s'occuper des problèmes ayant cours en dehors de leur paradis. De leur côté, les Etats-Unis ont su utiliser ce moment unipolaire pour développer encore plus leur

goût pour l'utilisation du pouvoir au niveau international. De manière prémonitoire en quelque sorte, cet écartement d'intérêt et de façon de voir le monde ne pouvaient que déboucher à un découplement des intérêts au sein de l'alliance atlantique.

Vers une cassure

Kagan le reconnaissait déjà à l'époque, une telle situation ne pouvait que déboucher sur des désaccords en lien avec ce qui pouvait être perçu comme menaces intolérables envers la sécurité internationale et l'ordre mondial. L'histoire récente le démontre avec la guerre en Irak, l'intervention en Afghanistan, le dossier du nucléaire iranien, la montée en puissance de la Chine ou la récente volte-face américaine face à la situation ukrainienne. Kagan explique ces frictions par la faiblesse européenne qui met le continent dans une incapacité d'action et donc nécessairement tourné vers des solutions diplomatiques, tout en cherchant à éviter d'être confronté à des défis qu'il ne serait pas capable de résoudre. Et en effet, si une menace devait réellement apparaître, alors les Etats-Unis seraient là pour apporter la réponse nécessaire en y engageant son pouvoir. Kagan ne repousse aucunement le fait que les Américains se comportent comme un shérif international, mais déplore le fait que les Européens se contentent du rôle de tenancier du saloon.

Cette dichotomie va toutefois favoriser une cassure. Faibles, les Européens vont se réfugier vers les institutions libérales afin de briser le monde anarchique des relations internationales. Tenant du pouvoir, les Etats-Unis sont bien entendus opposés à cette évolution. Toutefois, et la position de Kagan est intéressante, l'Amérique étant aussi fondée sur des valeurs libérales et progressistes, cette dernière peut également se retrouver dans la vision européenne afin de faire avancer les principes de la civilisation et de l'ordre mondial libéral. Un lien plutôt ténu néanmoins et qui vient de sauter avec la mise en place du gouvernement Trump, bien décidé à faire cavalier seul grâce au pouvoir américain et qui tourne le dos à la vision libéraliste des affaires internationales représentée par l'Europe.

Une évolution évitable ?

De la lecture de Kagan, il ressort que la cassure semblait inévitable puisque ces évolutions étaient à l'œuvre depuis les années 1990 déjà. Même sous la présidence de Démocrates, les Etats-Unis avaient renforcé leur action unilatérale sur l'échiquier mondial, alors que le continent européen se lançait dans le projet le plus multilatéral de l'histoire de l'humanité sous la forme de l'Union européenne. La cassure semble donc avoir été inévitable également du fait que l'Union ne pouvait émerger comme puissance sans faire de l'ombre au géant américain. C'est bien ici que se trouve en quelque sorte la schizophrénie de la position américaine qui demande à la fois à l'Europe d'assurer sa part de pouvoir, mais surtout en ne remettant pas en cause son hégémonie. Certains en Europe avaient déjà fait le pas en demandant le développement d'une puissance européenne en dehors de la dépendance américaine.



Dissuasion et projection de forces : B-1B américains déployés en Corée du Sud (haut) et « Elephant Walk » de B-2A (photo du bas).

Toutefois, sortir du paradis kantien n'est pas facile. L'Union fut précisément le résultat d'une application trop conséquente du pouvoir et des guerres qui s'en suivirent. La raison d'Etat a en effet été remplacée par la conscience morale appliquée aux relations internationales. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a démontré que cette voie n'était pas efficace, la loi internationale ne protégeant pas d'un pays l'ignorant. Plus que jamais, le shérif américain semble loin et l'Europe est sortie de son paradis kantien pour revenir dans le monde anarchique cher à Hobbes. Aussi ne voyons-nous les récents développements initiés par l'administration Trump non pas comme une cassure soudaine et liée à la personne, mais bien comme la fin de l'évolution d'une brèche apparue dès la fin de la guerre froide. L'espoir que le prochain président ramènera le monde là où il se trouvait en 2024 semble utopique.

Des intérêts trop divergents

Même si les Etats-Unis devaient revenir vers une politique plus libérale et multilatéraliste, il n'en demeure pas moins que les intérêts de l'Europe et des Etats-Unis divergent trop pour aboutir une séparation du travail telle que pratiquée avant 1989. Les Américains se sont en effet déjà tournés vers d'autres horizons, en l'occurrence le Pacifique. Nous en voulons pour preuve l'enseignement actuel pratiqué au Command & General Staff College de l'US Army à Fort Leavenworth. Nous avons eu le privilège de le suivre dès l'été 2024, soit sous l'ancienne adminis-



Le porte-aéronef italien Cavour, au premier plan, escorte l'USS Harry S. Truman (au centre) avec le porte-avions français Charles de Gaulle.

tration, jusqu'à l'été 2025, soit sous la nouvelle administration. Bien que certains sujets aient disparu du catalogue d'enseignement pour donner suite aux directives présidentielles, le fond, lui, est demeuré inchangé. Nous évoquons ici l'enseignement purement militaire et stratégique, dispensé aux étudiants américains afin de préparer les conflits de demain.

Tout d'abord, les Etats-Unis y sont présentés comme étant en compétition continuelle, soit au milieu du monde hobbesien tel que décrit par Kagan. Même la coopération n'y est pas envisagée comme un état désiré mais uniquement comme une possibilité, un outil dont il faut savoir se servir au cœur de la compétition pour faire avancer les intérêts américains. Si ces derniers sont alignés avec ceux des partenaires et alliés alors tant mieux, dans le cas contraire toutefois ce sont toujours les intérêts américains qui prévalent.

Mis à part cette lecture très axée sur le pouvoir, la réalité de l'enseignement démontre que les Etats-Unis ont tourné le dos à l'Europe de manière quasi définitive. Bien évidemment, la guerre en Ukraine demeure une épine dans le pied, mais pas plus. En effet, ce théâtre d'opération donne bien lieu à certaines discussions, des commentaires sur l'utilisation de certains types d'armements ou encore l'échange de vue sur la menace russe, mais l'entier de l'instruction opérative et tactique se déroule ailleurs : en Asie. En effet, le cursus américain pour former les futurs officiers supérieurs suit un scénario unique qui débute par une planification stratégico-opérative rendue nécessaire par les actions d'OLVANA, un pays d'Asie qui ne respecte pas l'ordre international. Face à la montée des tensions, le scénario se poursuit avec l'étude de l'établissement de la disponibilité opérationnelle d'une division sur le territoire américain, son déploiement vers KHORATIDIN, dans le Sud-est asiatique, et enfin son engagement au combat contre les forces d'OLVANA. Le scénario prévoit bien l'aide d'alliés, mais ces derniers sont australiens, britanniques et asiatiques. Pas trace de l'OTAN ni de puissances issues de l'Union européenne. Une indication claire sur le fait que les intérêts des deux pôles sont peut-être devenus trop divergents pour maintenir l'entente qui avait prévalu durant la guerre froide.

L'Europe doit devenir l'Ouest

Nous ne voulons pas ici blâmer les Etats-Unis pour ce développement. Un pays souverain est libre en tout temps de suivre ses intérêts nationaux. Mais il est grand temps de se rendre compte que les intérêts américains se sont tournés vers d'autres horizons, et ce indépendamment du président occupant la Maison-Blanche. Cela ne signifie pas que l'OTAN est morte ou que les Américains vont quitter le continent, mais simplement que l'Europe doit sortir de son paradis kantien afin de se donner les moyens d'utiliser la force, si nécessaire, pour assurer ses intérêts. Cela passe par la fin de la dépendance envers les Etats-Unis et le développement de capacités qui permettront au continent d'agir au-delà de simples gesticulations diplomatiques.

Un tel développement ne doit pas se faire nécessairement en opposition aux Etats-Unis, étant donné que les intérêts d'un monde libéral et démocratique demeurent communs, mais il est vital que l'Europe se rende compte que les trente dernières années de paix ont représenté une parenthèse historique et que sa survie passe nécessairement par le fait d'accepter que l'utilisation du pouvoir appartienne à la palette d'outils nécessaire à la survie d'un Etat ou d'une Union.

Pour ce qui concerne la Suisse en particulier, la situation doit amener à des conclusions similaires. Nous disposons d'un avantage certain dans le fait que nous n'avons jamais réellement totalement abandonné notre sécurité au cousin américain et nous sommes gardés d'entrer complètement dans le paradis kantien. Nous avons toutefois aussi grandement profité des dividendes de la paix et la disparition du shérif nous concerne également. Dans l'évolution décrite plus haut, l'Ouest tendra certainement à devenir l'Europe et il nous appartient dès maintenant de réfléchir à la relation que nous voulons entretenir avec ce nouvel Ouest. Certainement que les thèmes soulevés dans cet article influenceront la prochaine campagne de votations au sujet de l'initiative sur la neutralité. Et sans vouloir prendre position pour ou contre cette initiative, il sera nécessaire de reconnaitre que les prochaines décennies sur le continent se dérouleront avec une présence américaine limitée, dans le cadre d'une redéfinition du lien des pays européens avec le pouvoir et son exercice. De même, il est nécessaire de découpler ce débat de la personnalité du président américain. Ce dernier ne représente pas un pôle isolationniste et unilatéral opposé à un autre qui serait mâtiné de multilatéralisme, mais plutôt l'expression la plus aboutie du virage vers un cavalier seul des USA, engagé dès la chute du Mur.

J. G.



Le 17 avril 2025, la visite d'Etat de la Première Ministre italienne a su soigneusement éviter certains sujets, pour se concentrer sur les objets qui rapprochent : commerce et immigration.

International

Plan Mattei et Traité du Quirinale : Deux faces de la même pièce traduisant les ambitions nouvelles en matière de politique étrangère italienne

Emmanuel Dupuy
Président de l'Institut Prospective et sécurité en Europe (IPSE), enseignant en géopolitique (Université Catholique de Lille, Institut Supérieur de Gestion - ISG, EDC Paris-Business School, école des Hautes Etudes Internationales et Politiques - HEIP)

L'annonce, en octobre 2022, par la Présidente italienne du Conseil des ministres, Giorgia Meloni, à l'occasion de son discours d'investiture, d'un ambitieux « Plan Mattei pour l'Afrique », est venu mettre en exergue, par défaut, les lacunes et fragilités de la planification de la relation entre la France et ses anciennes colonies sur le continent africain, tout en confortant une ambition, clairement assumée et renforcée de Rome envers le continent africain, et ce, bien au-delà de ses anciennes colonies libyennes, éthiopiennes, érythréennes et somaliennes.

Du nom de l'ancien président de la société extractive d'hydrocarbures italienne, *Ente Nazionale Idrocarburi* (ENI) Enrico Mattei (1906-1962), le projet italien, porté par Georgia Meloni, vient également témoigner d'un étonnant compromis entre forces et traditions politiques, pourtant radicalement opposées.

Caractériser un projet du nom de celui qui incarna l'aile gauche de la Démocratie Chrétienne, décédé dans un accident d'avion en 1962 et que certains présentent comme attentat à la bombe, en pleine période de la « *stratégie de la tension* », dans les années 1960-1980, qui vit s'opposer cellules révolutionnaires d'extrême gauche - au premier chef desquels les *Brigades rouges* - et mouvements néo-facistes - tels que *Ordine Nuovo*, traduit parfaitement le subtil et pragmatique *transformisme* en cours, au-delà des Alpes.

Il est vrai aussi que l'ENI est désormais le plus grand producteur étranger d'énergie en Afrique. En témoigne, les 3 milliards de m^3 de gaz algérien que Rome a acquis en février 2022, comme le contrat signé entre Rome et Le Caïre, en avril de la même année, ou encore les méga-accords énergétiques contractés entre l'Italie et le Congo-Brazzaville, le Mozambique, ou encore l'Angola.

Cette réalité pragmatique traduit ainsi les ambitions géopolitiques de Rome sur le continent, en concurrence « feutrée » que l'Italie entend avoir avec son partenaire français - notamment, engagé dans le cadre d'un nouveau partenariat stratégique avec Paris, par le biais du *Traité du Quirinale,* en novembre 2021. Il en va de même avec le compétiteur économique allemand, notamment dans le cadre de ses desseins géo-économiques, en concurrence avec Berlin, Paris, et dans une moindre mesure Madrid et Lisbonne, par-delà la Méditerranée.

La signature, le 26 novembre 2021, du *Traité du Quirinale* entre le Président de la République Emmanuel Macron et le Président du Conseil italien d'alors, Mario Draghi, scellant la pérennité des convergences de vues et d'actions diplomatiques, financières et économiques entre Paris et Rome, a souvent été comparée à la signature, 58 ans plus tôt, du Traité de l'Elysée, le 22 janvier 1963, entre le Général Charles de Gaulle et le Chancelier allemand Konrad Adenauer.

C'est évidemment vrai dans la comparaison des ambitions convergentes intergouvernementales franco-allemande, hier, franco-italienne, aujourd'hui. Pourtant, le *Traité du Quirinale* ouvre aussi une autre fenêtre : celle de la perspective d'un nouveau partenariat entre la France et l'Italie vis-à-vis du continent africain.

Emmanuel Macron et Mario Draghi avaient ainsi sans doute raison de placer la signature de ce traité sous la plume de Michel de Montaigne, qui dans ses *Essais*, en évoquant l'énigme de l'amitié qui le liait à Etienne de la Boétie, rappelait simplement : « *parce que c'était lui, parce que c'était moi* ».

L'Italie, depuis l'arrivée de Giorgia Meloni, au Palazzo Chigi, en octobre 2022, s'est ainsi quelque peu émancipé d'une forme de pusillanimité quant à sa politique extérieure, en particulier au sud de la mer Méditerranée. Il convient néanmoins de rappeler qu'aujourd'hui, la relation bilatérale et la convergence de vue européenne est nettement moins fluide entre Paris et Rome. Emmanuel Macron et Giorgia Meloni, que tout oppose radicalement politiquement, ne se comprennent ni ne s'apprécient.







L'industrie aéronautique italienne a développé plusieurs générations d'avions d'entraînement avancé et d'appui léger. De haut en bas : M-339 (Aermacchi), AMX *Ghibli* et M-346. Le Gouvernement italien a su appuyer efficacement la vente de ces appareils sur les marchés d'exportation.

Dans le cadre de la transformation d'un multilatéralisme « partenarial » à un bilatéralisme « transactionnel », l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, de l'autre côté de l'Atlantique, fait assurément de Giorgia Meloni la « voix » forte et audible que Washington entend désormais privilégier sur le continent européen, et sans doute pérenniser dans le cadre un partenariat plus docile au sud et à l'est de la Méditerranée !

Avec un PIB de 2100 milliards d'euros, la troisième économie de la zone euro, avec une dette qui avoisine désormais 137% de son PIB (3000 milliards d'euros, soit peu ou prou le niveau d'endettement français) la présidente du conseil des ministres italienne, affublée en France de « post-fasciste », mais qui, aux yeux des quelques 30% d'Italiens qui soutiennent et votent pour son parti « *Fratelli d'Italia* », reste, avant toute chose, de « centro-destra » (centre-droite) aura réussi, néanmoins, à maitriser le déficit public italien à 2,3% du PIB au troisième trimestre de 2024, soit 3,8% en 2024 ; bien mieux que la Cour des Comptes française l'indique pour notre propre déficit (6,1%) !

La stratégie africaine de Giorgia Meloni participe assurément de cette étonnante résilience, notamment par le truchement du dynamisme de ses 6 millions d'entreprises, le plus souvent exportatrice à l'étranger. L'Italie a ainsi su jouer de son très récent rôle de chef d'orchestre du G7, pour confirmer son ancrage auprès des pays dits issus du « sud global ». Rome a ainsi multiplié par trois ses engagements financiers en direction des pays du sud de la Méditerranée, en particulier en direction de l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte.

En pleine année jubilaire, en 2025, le continent africain vaudrait-il une messe pour Rome ?

Plus précisément, les motivations sous-jacentes de cet engagement italien se conçoivent d'évidence, à l'aune de la pression migratoire que Rome assume de plus en plus fortement dans sa partie méridionale, et qu'elle entend juguler directement sur le continent africain.

Néanmoins, le relatif échec des négociations engagées entre l'Italie et la Tunisie, ainsi qu'avec l'Albanie et entre Rome et Tripoli, voire entre Rome et Benghazi, en vue d'une externalisation de la gestion et de la protection des frontières extérieures de l'espace Schengen, semble fragiliser quelque peu les objectifs de régulation migratoire que prône Georgia Meloni et plus encore son ministre des Infrastructures et de la Mobilité durable, Matteo Salvini.

Il en résulte du reste une apparente contradiction : ambition clairement proclamée de la réduction drastique des flux migratoires que Rome entend limiter fortement, tout en promettant de régulariser d'ici 2027, 450'000 travailleurs étrangers présents sur le sol italin. Il va de même avec le noble dessein de la mobilité circulaire et de l'immigration « choisie » que prône Rome en même temps vis-à-vis de ses partenaires méridionaux, notamment, dans le cadre des métiers sous tensions, dont son dynamisme économique dépend fortement, notamment dans le secteur agro-alimentaire, dans le *Mezzogiorno*, au sud de Naples.

Il est vrai que la baisse significative du nombre de migrants ayant traversé la Méditerranée en 2024 en direction des îles de Lampedusa et de la Sicile, soit une baisse de 58% du nombre d'arrivées sur les côtes italiennes, contribue à conforter l'efficacité du décret « Piantedosi », du nom du ministre de l'Intérieur italien Matteo Piantedosi, visant à interdire autant que faire se peut les débarquements de bateaux des ONG dédiées au sauvetage des migrants en Méditerranée.

Il en résulte, comme souvent, une stratégie en trompe l'œil quand il s'agit de comprendre les raisons intrinsèques de la politique africaine, adriatique, balkanique, bref, celle de sa « profondeur stratégique » méditerranéenne.

Fermeté et déterminisme sur le plan migratoire *versus* agilité, souplesse et subtilité sur le plan diplomatique, pourrait-on résumer…

Il est, en effet, une certitude qui fait que la politique africaine de l'Italie se joue ici en duo entre Rome et le Vatican. De part et d'autre du Tibre, nombreux sont les « *missi dominici* » officieux et diplomates officiels qui œuvrent à cette « africanisation » et « méridionalisation » de la politique étrangère italienne. Parmi ceux-ci, l'on compte, bien évidemment, les diplomates du *Trastevere,* issus de la Communauté de Sant'Egidio, qui agissent, depuis sa création en 1968, forte de près de 110 000 membres à travers le monde, dont de très nombreux laïques et religieux africains, au service *urbi et orbi* de la paix de Rome sur le continent.

Le souvenir des médiations et facilitations, telles que celle engagée - avec un brillant succès - au Mozambique, ayant débouché sur l'accord général de paix de Rome, le 4 octobre 1992, mettant fin à une guerre civile particulièrement meurtrière, vient nous rappeler que la diplomatie parallèle italo-vaticane, demeure un atout majeur dans la panoplie dont dispose la *Farnesina*, le Quai d'Orsay italien…

Gageons ainsi que cela puisse aboutir à une paix impatiemment attendue à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), où se fourbissent aujourd'hui les armes d'un conflit latent trentenaire entre Kinshasa et Kigali, au Nord-Kivu et Sud-Kivu, et dont la détonation déclencherait assurément un conflit régional majeur, venant augmenter les centaines de milliers de morts et les millions de personnes déplacées depuis le génocide au Rwanda, en 1994.

L'Italie, ayant perdu son ambassadeur en RDC, Luca Attanasio, en février 2021, tué par des milices du Nord-Kivu, entend ainsi s'impliquer pleinement dans cette perspective, que rend particulièrement crédible l'excellence et l'équilibre des relations que la Communauté Sant'Egidio, entretient de longue date avec l'ensemble des belligérants (Rwanda, RDC, Ouganda, Burundi, Afrique du Sud, Angola, Kenya, ainsi que les milices armées, au premier chef desquelles le mouvement tutsi du 23 mars, plus connu sous son acronyme du M23).

Au-delà, l'ambition diplomatique se calcule aussi à l'aune d'une trentaine d'ambassades, une dizaine d'instituts culturels *Dante Alighieri* et autant de bureaux de représentation et promotion économiques (*Italian Trade Agency – Trade & Investment Agency* - ICE) dispersés dans près de 40 des 54 Etats africains. Sans bien sûr omettre les différentes officines, telles que la fondation *Medor*, de l'industriel de défense *Aerospace, Defense and Security Leonardo*, ou encore l'ONG *Ara Pacis*, très active au Sahel, particulièrement au Mali et au Niger, dont les liens avec les services de renseignement italiens est un secret de polichinelle…



Autres temps, autres engagements : Forces spéciales italiennes en Afghanistan autour d'un Iveco Lince 4x4 ; et entraînement au combat mécanisé avec un Frecce 8x8 dans les Etats Baltes.

La comparaison entre la manière dont Rome entend harmoniser ses relations économiques, diplomatiques, migratoires et sécuritaires et celle dont Paris souhaite les ré-engager, à l'aune des profonds changements et dynamiques nouvelles qui caractérisent une relation chahutée voire remise en cause vertement, peut s'avérer pertinente.

Néanmoins, par antinomie, loin d'un éventuel « *plan Foccart* » qui ramènerait Paris à ses propres démons, en somme, à une « FrançAfrique » qu'elle cherche à évacuer par tous les moyens, il peut paraître exagéré de comparer l'ancienneté et l'ancrage des relations entre Paris et le continent africain, composant son ancien empire colonial, avec les ambitions mesurées, quoique réelles, de l'Italie envers son voisinage septentrional d'outre-Méditerranée.

Il faut bien évidemment se réjouir des quelques 5,5 milliards d'euros d'investissements que Rome entend destiner au développement des pays cibles (Maroc, Tunisie, Algérie, Egypte, Ethiopie, Kenya, Mozambique, RDC, Côte d'Ivoire…) et les secteurs clés visés (formation, santé, agriculture, énergie, infrastructures, éducation, emploi…) du *Plan Mattei*, auxquels s'ajoutent les 8 milliards





Après deux décennies difficiles, où l'Italie a été contrainte de louer des avions de chasse britanniques puis américains, les Forces aériennes et la Marine italienne ont réussi leur mue et disposent de moyens de pointe.

d'euros et la multiplication par trois des financements et développement à long terme, que Giorgia Meloni a réussi à faire valider par ses partenaires du G7, lors du dernier Sommet de Bari en juin 2024.

Cependant, cela restera une goutte d'eau face aux 194 milliards de dollars annuels que le FMI et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNEA) estime nécessaire pour réduire les 1600 milliards de dollars de déficit, en vue de la pleine réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

Une seule certitude, en tout état de cause : les raisons qui ont poussé Giorgia Meloni a proposer son « Plan Mattei pour l'Afrique », notamment lors du 3e Sommet Italie-Afrique en janvier 2024, faut-il le rappeler, dans le cadre de la présidence italienne du G7, ne différent guère de celles ayant poussé l'ancienne Chancelière allemande Angela Merkel à proposer son « *Compact with Africa* », lors de sa présidence du G20 en 2017 et relancé par son successeur, Olaf Scholz en novembre 2019 : se prémunir en « amont » de ce qui est caractérisé comme un défi : la question migratoire !

L'on conviendra aisément que si la maitrise des flux migratoires et la question démographique sont importantes, sont-elles si déterminantes pour étayer une meilleure relation, de part et d'autre de la mer Méditerranée ?

La question de l'engagement, de la responsabilité, de la détermination et de l'efficacité politique reste le meilleur gage d'une mutuelle compréhension.

Il conviendrait, pour être parfaitement honnête, de rajouter que la gouvernance africaine n'est peut-être pas aussi éloquente, à quelques exceptions près, bien évidemment, que celle qui pris à bras le corps, dans les années 1960 et 1970, la souveraineté africaine et la démocratie naissante post-coloniale.

N'ayons peur aussi de rappeler que Giorgia Meloni n'est pas Alcide de Gasperi, qu'Angela Merkel ou Olaf Scholz ne sont pas comparables à Konrad Adenauer et qu'Emmanuel Macron n'est définitivement pas Charles de Gaulle !

A force de ne pas avoir voulu appréhender frontalement, avec raison et lucidité, son substrat colonial, la France reste en quête d'un grand récit national - à la fois fédérateur et métissé - qui valoriserait - sans omettre un indispensable devoir d'inventaire et de mémoire - plus de quatre siècles de relations avec le continent africain.

La logique plus pragmatique et efficiente du « Plan Mattei», quoique balbutiante, nous invite néanmoins à envisager, à défaut de cette réflexion collective politiquement sensible et électoralement complexe, une démarche similaire idoine.

Le Président de la République, en s'engageant sur la voie, juste mais compliquée, de la recherche d'une autonomie stratégique européenne, devrait avec courage et détermination rappeler que de la stabilité de la rive sud dépend celle du Nord. Ce dernier aurait ainsi pu le faire avec plus d'emphase, lors de l'évocation timide de ce point, devant les ambassadeurs français réunis à l'Elysée le 6 janvier dernier.

Reste aussi à œuvrer de concert, entre Paris et Rome, à la nécessaire réorientation latine et méridionale en matière de politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne, pivot alternatif à la dynamique septentrionale et baltique de l'UE, en cours de consolidation, par le truchement des gargantuesques ambitions militaires de la Pologne et l'entrée de la Finlande, en avril 2023 et de la Suède, en mars 2024 - dans l'OTAN.

E. D.

International

ACIER TREMPE

La 8e brigade mécanisée de Bersaglieri «Garibaldi» a conduit au cours des années 2023-2024 une série d'exercices et d'entraînements en vue de constituer une force mécanisée à haut degré de préparation.

Le concept a été validé par un exercice tactique en mars 2023, baptisé ACIER TREMPE.

Cette brigade a reçu la mission de se tenir prêt à mener des opérations offensives et défensives au niveau du groupement interarmes (bataillon renforcé) en intégrant chaque fois l'ensemble des moyens spécialisés de la brigade.

La brigade a été constituée en 1975 ; ses moyens ont été déployés à Karbala en Irak ainsi qu'en Afghanistan au sein de l'ISAF. Elle représente une des deux grandes unités italiennes dotées d'engins chenillés.

Elle compte, en temps de paix :

- La 4e unité de commandement et de soutien tactique Bersaglieri, basé à Caserta, où se trouve le quartier général de la brigade ;
- Le 19e régiment «Cavalleggeri Guide» basé à Salerne. Cette unité est équipée du chasseur de chars *Centauro* à roues.
- Le 4e régiment de chars, basé à Persano et doté du char *Ariete*.
- Le 1er régiment de Bersaglieri à Cosenza, monté sur le VCI *Dardo* chenillé.
- Le 8e régiment de Bersaglieri est basé à Caserta et également doté de *Dardo*.
- Le 8e régiment d'artillerie de campagne «Pasubio» est basé à Persano et doté de 18 obusiers blindés PzH 2000.
- Le 21e régiment du Génie est basé à Caserta.
- Le régiment logistique «Garibaldi» est basé à Persano.

Pour en savoir plus et source des illustrations : https://www.difesaonline.it/news-forze-armate/terra/conclusa-lesercitazione-acciaio-temprato

A+V













Page suivante : Illustrations d'entraînement du régiment Lagunari «Serenissima», basé à Venise et appartenant à la brigade de cavalerie «Pozzuolo del Friuli».
Source : Armée italienne.

International

Les liens entre l'Italie et la Suisse en matière de politique de sécurité

Général de brigade Marco Buscemi
Attaché de défense italien en Suisse

RMS+ Mon Général, vous êtes accrédité en tant qu'attaché de défense italien en Suisse depuis trois ans, et votre mandat prendra fin début septembre. Quel est le bilan des relations entre l'Italie et la Suisse pour la période 2021-2024 ?

Au cours de mes trois années en tant qu'attaché de Défense italien en Suisse, j'ai eu l'occasion d'observer et d'apprécier de près l'excellent niveau de préparation de l'Armée suisse. J'ai été particulièrement impressionné par la rapidité avec laquelle les soldats suisses atteignent un haut niveau de formation, souvent en quelques mois seulement. Cela témoigne de l'efficacité du système de formation. Je considère également que l'élément caractéristique de l'armée suisse est sa résilience, découlant de l'extraordinaire intégration entre la société civile et l'armée. Cette symbiose crée un tissu social robuste, où l'armée est profondément enracinée dans la communauté, rendant le système de défense suisse efficace et réactif face aux défis modernes.

La coopération entre l'Italie et la Suisse repose depuis longtemps sur l'engagement commun au Kosovo, où les unités des deux pays opèrent côte à côte, mais aussi sur les échanges entre la Troisième division territoriale et le Commandement des troupes alpines, culminant en 2022 avec la deuxième édition de l'Exercice ODESCALCHI. Ces trois dernières années, cependant, les relations ont connu une montée en puissance et surtout une orientation plus stratégique. L'un des développements les plus prometteurs concerne l'utilisation de technologies de pointe, comme celle liée au F-35, qui a ouvert de nouvelles opportunités de coopération entre nos forces aériennes.

Les rencontres bilatérales se sont ensuite multipliées de manière incroyable. J'ai assisté aux visites réciproques en Suisse et en Italie de nos ministres de la Défense, du CEMA italien et de son homologue suisse, des responsables des achats militaires, du Chef des forces aériennes suisses avec le Chef d'état-major de l'Armée de l'air italienne, ainsi qu'à de nombreuses rencontres techniques d'experts en innovation, opérations, police militaire et renseignement. Les relations entre les parties, nées sous forme de rencontres de travail, se sont transformées en amitiés, renforçant ainsi encore plus nos relations.

En résumé, le bilan de la période 2021-2024 est extrêmement positif, nos forces armées se sont redécouvertes comme deux excellences qui, en collaborant, peuvent obtenir des résultats extraordinaires. Le renforcement de la coopération et l'intégration croissante nous ont permis d'obtenir des succès importants et de regarder l'avenir avec optimisme.

RMS+ Qu'est-ce que la Politique de sécurité italienne (POLSE) ? Est-ce un modèle européen ou une approche originale propre à l'Italie ?

La Politique de Sécurité économique, ou POLSE, est définie par le Comité Interministériel pour la Sécurité de la République et représente l'ensemble des stratégies et des directives adoptées par l'Italie pour garantir la sécurité nationale et contribuer à la stabilité internationale. POLSE repose sur une approche intégrée qui prend en compte à la fois les défis traditionnels, tels que la défense du territoire, et les menaces émergentes, comme le terrorisme, la cybersécurité et les risques globaux.

POLSE est profondément ancrée dans le contexte européen, reflétant les principes et les lignes directrices de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne. Cependant, elle intègre également des éléments spécifiques qui répondent aux besoins uniques de l'Italie, tels que la protection des infrastructures critiques, la gestion des migrations et la réponse aux catastrophes naturelles. Ce mélange d'influences fait de POLSE une approche originale qui, bien qu'alignée sur les normes européennes, s'adapte aux particularités du contexte italien.

RMS+ Comment les Forces terrestres italiennes sont-elles organisées ?

Bien que le service militaire ait été suspendu (mais non supprimé) en Italie en 2004, l'Armée de terre italienne, composante terrestre des Forces Armées italiennes, est entièrement professionnelle et structurée de manière à garantir la défense du territoire italien et la participation à des missions internationales. Le Chef d'état-major de l'Armée de terre est responsable de l'organisation et de la préparation de l'Armée de terre. Sous son commandement se trouvent le commandement des Forces Opérationnelles terrestres, le commandement logistique, le commandement de la formation, de la spécialisation et de la doctrine, ainsi que le corps d'armée de réaction rapide.

En particulier, le commandement des Forces Opérationnelles terrestres supervise à la fois la composante territoriale et la composante opérationnelle, c'est-à-dire les deux divisions «Vittorio Veneto» et «Acqui», 11 brigades, le commandement des supports, le commandement de l'Aviation de l'Armée et le Commandement des Forces Spéciales de l'Armée.

Chaque brigade dispose de 3/4 régiments de manœuvre (infanterie et cavalerie) et des régiments de soutien (artillerie, génie, logistique).

Comme on peut le constater, malgré les différences structurelles, les éléments de l'organisation sont en grande partie similaires à ceux de l'Armée suisse. Cependant, toutes les unités sont composées de personnel de carrière. Il convient de noter que le commandement de l'aviation de l'Armée italienne comprend uniquement les hélicoptères et la brigade aéromobile, tandis que la composante aérienne est une force armée distincte, l'Aéronautique militaire.

Je voudrais enfin souligner que l'un des points forts est la grande expérience du personnel, acquise au cours de plus de 30 ans d'engagement dans des opérations multinationales.

RMS+ Les forces armées italiennes sont-elles prêtes en matière de défense cybernétique ? Quels sont les moyens actuellement déployés ?

Assurément, la défense cybernétique en Italie est gérée par une structure intégrée qui implique diverses institutions et agences, avec pour objectif de protéger les infrastructures critiques et la sécurité nationale contre les menaces cybernétiques. L'organisme spécifiquement chargé de la défense cybernétique militaire, protégeant les réseaux et systèmes informatiques des Forces Armées, est le "Comando Operazioni in Rete (COR)." Il dispose de personnel spécifiquement sélectionné et formé, ainsi que de matériels de pointe. Ce commandement a été créé en 2020 pour conduire de manière centralisée les opérations dans le domaine cybernétique et pour assurer la gestion technico-opérationnelle sécurisée de tous les systèmes d'information et de communications (ICT/C4) de la Défense.









Aujourd'hui, il est plus que jamais essentiel d'harmoniser et de distribuer rapidement les informations produites par les systèmes de commandement et de contrôle, ainsi que par les systèmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.

M. B.

Propos recueillis par Oreste Foppiani le 31.08.2024.



Ci-contre et ci-dessous : Le chasseur de chars *Centauro* C1 est en principe utilisé dans un rôle de cavalerie légère, afin d'escorter et d'appuyer l'engagement des chars de combat *Ariete*. Le niveau de protection du premier (24 t) est bien entendu inférieur au second (54 t) et le rend donc très vulnérable au moindre tir direct.

International

Les défis de l'Armée de terre italienne

Oreste Foppiani
European University Institute

Sans surprise et à l'instar d'autres armées du Vieux Continent, l'Armée de terre italienne, actuellement commandée par le général de corps d'armée Carmine Masiello, est en pleine rénovation de son organisation, mais surtout de ses équipements et armements.

Le conflit russo-ukrainien a agi comme un catalyseur pour la défense européenne, en soulignant les lacunes, les retards, et la nécessité d'armements modernes, ainsi que de munitions d'artillerie qui, en raison de leur transfert aux forces armées de Kiev, ont considérablement diminué dans les arsenaux de l'UE.

La douche froide d'un conflit armé en Europe, près de quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, a réveillé non seulement une OTAN en « état de mort cérébrale » avant le 24 février 2022, comme l'a affirmé le Président français Emmanuel Macron,[1] mais a également mis en lumière la nécessité d'une renaissance de la Communauté européenne de défense (CED).

L'Armée de terre italienne, tout comme sa Marine et son Armée de l'air, a dû subir, *obtorto collo*, même si de manière plus modérée que la Marine, qui est passée de plus de 35'000 hommes et femmes en 2010 à environ 26'000 en 2023, une réduction de ses effectifs (environ 30 % de moins) en application de la Loi n° 244 de 2012, ou « Loi Di Paola », du nom du ministre de la Défense de l'époque. Cette loi était une conséquence de la « *spending review* » imposée par le Premier ministre Mario Monti pendant son gouvernement en 2011-2013.[2] Cependant, rien n'est plus comme avant, et tout a changé depuis l'invasion russe de l'Ukraine. La « Loi Di Paola » est désormais obsolète, et l'Italie doit viser un minimum de 170'000 effectifs,[3] mais il serait préférable d'en avoir 200'000 d'ici 2030.



L'Armée de terre devrait en représenter la part du lion, avec au moins 120'000 hommes. Atteindre cet objectif est plus que complexe et nécessite non seulement une volonté politique bipartisane, mais aussi des moyens industriels conséquents, ainsi qu'un renforcement de l'Agence européenne de défense (AED) et de l'OCCAR : l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement.

Il ne faut surtout pas oublier que des pays membres de l'UE, comme la Pologne, sont en train de renforcer considérablement leurs armées, tant en termes d'armements qu'en nombre d'effectifs. Sans aucun doute, au rythme actuel, l'armée polonaise pourrait devenir la plus puissante du continent,[4] conférant à Varsovie un poids nouveau dans le jeu diplomatique.[5]

Même si l'Italie, comme plusieurs Etats membres de l'UE, n'a pas encore consacré 2 % de son PIB à la défense (un objectif fixé depuis 2014) et que cette année, cette part pourrait même passer de 1,5 % à 1,4 %,[6] la Botte, avec le

[1] "Emmanuel Macron warns Europe: NATO is becoming brain-dead", *The Economist*, 19 novembre 2019 (https://www.economist.com/europe/2019/11/07/emmanuel-macron-warns-europe-nato-is-becoming-brain-dead).

[2] https://www.camera.it/temiap/documentazione/temi/pdf/1104675.pd

[3] Audition informelle du CEMA italien Amiral Giuseppe Cavo Dragone du 26 mars 2024 devant les commissions réunies de la Défense et des Affaire Etrangères de la Chambre des députés et du Sénat (https://webtv.camera.it/evento/24934).

[4] L'armée polonaise a déjà connu une croissance significative ces dernières années. Depuis 2014, le budget de la défense polonaise a augmenté de manière constante, atteignant maintenant environ 2.4% du PIB. Cette augmentation de financement a permis à l'armée polonaise de moderniser ses équipements et de renforcer ses troupes. L'objectif est désormais fixé à 3% avec une armée à 200'000 hommes en 2030 (https://www.revueconflits.com/la-pologne-future-premiere-force-militaire-de-lunion-europeenne/).

[5] https://www.rts.ch/info/monde/13783945-comment-la-pologne-construit-larmee-la-plus-puissante-deurope.html

[6] Interrogation du ministre de la Défense Guido Crosetto à la Chambre des députés du 28 février 2024 (https://webtv.difesa.it/Detail/Dettaglio?ChannelId=a34fbe1f-6c6d-4a6e-a478-3826718ede80&VideoId=2c25166e-1035-4abc-9811-8ffob8e29264). N.B. L'Hexagone, depuis plusieurs années, dédie 2% de son PIB au budget de la défense et le Royaume-Uni vise le 2,4% dans le futur immédiat.

soutien de deux autres pays fondateurs de l'UE, la France et l'Allemagne, aspire à créer un complexe militaro-industriel européen sur le modèle américain : une sorte de pieux souhait, étant donné que la route de l'enfer est souvent pavée de bonnes intentions.

L'industrie de la défense italienne, Leonardo, à la suite de l'échec inattendu des négociations avec sa consœur transalpine KNDS pour fournir à l'Armée de terre italienne des chars d'assaut *Leopard* 2A8, a décidé de signer un accord avec l'allemande Rheinmetall pour construire le nouveau MBT (*Main Battle Tank*) et l'AICS (*Armoured Infantry Combat System*) sur la plateforme *Lynx*. Cet accord est le catalyseur d'une coentreprise paritaire en tant que « *Lead System Integrator* », avec 60 % des activités de production effectuées en Italie. De plus, il servira également à définir la feuille de route du futur MGCS (*Main Ground Combat System*)[7] ; c'est-à-dire du futur char d'assaut européen. Dans l'échiquier de l'industrie de la défense européenne, très fragmentée, ce mouvement représente un séisme pour tout le secteur terrestre.

Grâce aux exigences de l'OTAN, incluses dans le concept de « *New Force Model,* »[8] ainsi qu'à la renaissance de la CED, les budgets de défense vont augmenter de manière exponentielle au cours de la prochaine décennie.

L'Armée de terre italienne pourra donc compter sur le nouveau char « euro-allemand » qui intégrera ses forces d'ici deux ans.

L'Italie prévoit de commander plus de 200 chars de combat principaux (MBT), dont plusieurs en configuration poseur de ponts, char de dépannage et d'ingénierie, ainsi qu'environ 1'000 systèmes de combat d'infanterie blindée (AICS), pour un coût total d'environ 20 milliards d'euros sur une dizaine d'années.[9] La plateforme technologique de départ repose sur deux solutions offertes par Rheinmetall : le véhicule de combat d'infanterie KF-31 *Lynx* et le char de combat KF-51 *Panther*. Le premier, bien que relativement récent (2016), est déjà éprouvé (dérivé du Puma et en service dans la Bundeswehr depuis 2016) et est utilisé par la Hongrie depuis 2020. Il est également en compétition finale avec le véhicule de General Dynamics Land Systems pour le programme américain XM-30, destiné à remplacer l'ancien M2A3 *Bradley*.

Le Panther, quant à lui, est dans une situation totalement différente. Présenté en 2022, il est encore en phase de développement, bien que celui-ci soit déjà avancé. En décembre dernier, Rheinmetall a signé un contrat avec la Hongrie pour développer une variante équipée du canon classique de 120 mm à la place du nouveau canon de 130 mm, spécialement conçu pour le *Panther*. De plus, le châssis est dérivé du *Büffel*, un char de dépannage issu du Léopard 2. En somme, le *Panther* est encore à un stade préliminaire, bien loin du *Léopard* 2A8, déjà éprouvé et opérationnel dans six pays européens (Norvège, Pays-Bas, Hongrie, Allemagne, Tchéquie et Lituanie).







L'Italie a construit sous licence et employé jusqu'à 720 chars de combat *Leopard* 1, de conception allemande (photo du haut, sur le porte-char). Aujourd'hui, tous ces engins ont été retirés et remplacés par près de 200 *Ariete (bélier)* de conception nationale. Il est prévu de moderniser 125 d'entre eux, mais le coût de cette revalorisation compliquée promet d'être plus chère que d'acheter de nouveaux chars de génération plus récente - à l'instar du *Léopard* 2, encore produit en version A7 ou A8 (photo centrale, à gauche).

Cet aspect est crucial car, lors de la publication des spécifications pour le MBT et l'AICS, les autorités militaires ont insisté sur l'importance de choisir des technologies immédiatement disponibles et éprouvées, surtout compte tenu de l'état préoccupant des blindés et chars italiens. Le char Ariete, même dans sa version améliorée C2 ou AMV (*Ammodernamento di Mezza Vita*), a révélé d'importants défauts, notamment au niveau de son moteur V12. De même, le véhicule de combat d'infanterie *Dardo* est basé sur des conceptions datant des années 1980-1990. Ainsi, si le *Lynx* était un candidat potentiel aux côtés du suédois CV90, le *Panther* semblait totalement hors course.

Les généraux devront probablement accepter un choix qui privilégie les stratégies industrielles au détriment de la préparation opérationnelle. Pour comprendre l'ampleur de ces stratégies, il faut se tourner vers un autre programme, connu sous le sigle MGCS (*Main Ground Combat System*). Il s'agit du projet franco-allemand lancé en 2017 pour développer une nouvelle génération de blindés

[7] https://www.leonardo.com/en/press-release-detail/-/detail/03-07-2024-leonardo-and-rheinmetall-sign-a-strategic-partnership-for-the-development-of-the-next-land-defense-systems

[8] https://www.ndc.nato.int/news/news.php?icode=1937

[9] Nane Cantatore, « Risiko europeo. Le conseguenze della strategica intesa sui carri armati tra Leonardo e Rheinmetall », *Linkiesta*, 9 juillet 2024 (https://www.linkiesta.it/2024/07/le-conseguenze-della-strategica-intesa-sui-carri-armati-tra-leonardo-e-rheinmetall/).



Au total, 70 Panzerhaubitze 2000 (PzH2000) ont été acquis en Allemagne d'occasion, dont 68 ont été produits sous licence par OTO Melara. Six pièces ont été fournies à l'Ukraine en 2022. Il est question de maintenir ces armements en service - complémentaires et utilisant la chaîne logistique du *Léopard 2*- mais de les compléter avec l'achat d'un nouveau système monté sur roues - à l'instar du 155RCH. A cela s'ajoutent 21 MLRS d'origine américaine.

lourds qui remplaceront les *Léopard* 2 et les *Leclerc*. Le programme implique fortement les gouvernements français et allemand et est confié à la société franco-allemande KNDS, fruit de la fusion entre les Allemands de KMW (Krauss-Maffei Wegmann) et les Français de Nexter, les premiers étant majoritaires ; Rheinmetall y participe également, mais avec un rôle secondaire, ce qui l'a poussé à développer de manière autonome le *Panther*.

D'autres pays ont tenté d'intégrer le consortium franco-allemand, sans succès en raison des réticences et de l'attitude fluctuante de Paris et Berlin. Aujourd'hui, malgré de nombreuses tentatives de relance des deux gouvernements, le programme continue de produire de la recherche technologique et des prototypes intermédiaires, mais les délais initiaux (lancement de la production en 2035) semblent trop longs au vu des nouveaux besoins apparus après l'invasion russe de l'Ukraine.

Le développement très rapide du *Léopard* 2A8 est un signe clair de cette discordance : un véhicule capable de relever les nouveaux défis est nécessaire, notamment en matière de protection contre les drones et les missiles antichars, et cette version est sans aucun doute à la hauteur. Cependant, il s'agit du développement d'une plateforme vieille de près de cinquante ans, qui devra tôt ou tard être remplacée par un système plus avancé. Les relations entre les industries française et allemande ont également évolué. Si Paris disposait auparavant d'un budget militaire respectable alors que Berlin avait des ressources et des ambitions beaucoup plus réduites, la *Zeitenwende* a changé la donne, et les Allemands semblent de moins en moins enclins à s'associer avec leurs voisins français. Même au sein de la Bundeswehr, on observe une forte tendance à réinitialiser le programme, pour lancer une coopération européenne dirigée par l'Allemagne, visant à créer un nouveau véhicule de référence à l'échelle continentale.

Dans ces conditions, le sigle MGCS pourrait prendre une nouvelle signification : non plus un programme franco-allemand, mais une exigence européenne plus large, impliquant un plus grand nombre d'acteurs, avec une plus grande flexibilité industrielle et technologique. Le *Panther* «italien» serait une solution intermédiaire, plus avancée et avec un potentiel de croissance supérieur à celui des différentes versions du *Léopard* 2, un engin conçu à la fin des années 1970 ; en même temps, il pourrait servir de banc d'essai idéal pour divers sous-systèmes (propulsion, armement, protections actives et passives, capteurs, communication, etc.) à intégrer dans la version finale. Il est certain que KNDS ne restera pas les bras croisés et qu'un nouveau véhicule pourrait voir le jour à partir du *Panther*, intégrant certaines des caractéristiques en cours de développement pour le MGCS. Il est peu probable que les deux systèmes coexistent, étant donné leur prédominance allemande, et il est peu probable que le gouvernement fédéral soutienne les deux. Ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui, le *made in Germany*, du moins en ce qui concerne les systèmes terrestres, occupe une position de prééminence absolue sur la scène européenne, et que la demande de systèmes modernisés et performants pourrait générer suffisamment de commandes pour maintenir des lignes de production robustes, avec des économies d'échelle renforçant encore leur avantage concurrentiel.
Il convient de souligner que l'un des facteurs clés de cette nouvelle configuration est la stratégie de Rheinmetall, qui, sous la direction de son PDG Armin Papperger, a radicalement abandonné l'attentisme parastatal qui caractérisait l'industrie de la défense européenne et mondiale.[10]

Ce modèle commercial d'avangarde, radicalement différent de celui typique des industries de la défense, qui tendent à évoluer de concert avec les décisions gouvernementales et à développer des capacités technologiques et productives uniquement en fonction de commandes confirmées ou tout au moins certaines, est la vraie clef de voûte de la future défense allemande et européenne.

Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, qui avait déjà commencé au début de son mandat en février 2023 une visite inédite des installations industrielles de défense, en commençant par le siège de Rheinmetall à Unterlüß, a parfaitement compris ce nouveau modèle commercial et veut le soutenir à toute vitesse.[11]

Le système de combat d'infanterie blindée, centré sur une plateforme de combat (AIFV) et une série de plateformes de soutien, est un programme lancé depuis plusieurs années, mais qui a été curieusement surpassé par celui concernant l'achat des chars *Léopard* 2. Pourtant, les vieux chars *Ariete*, même avec un rétrofit, auraient été suffisants pour relever les défis actuels.

Les véhicules de combat d'infanterie (IFV) jouent un rôle de plus en plus crucial dans la guerre moderne, notamment en tant que plateformes anti-drones. Equipés de capteurs avancés tels que des radars et des optiques, ils peuvent détecter et engager de manière autonome des

[10] Quelques exemples de ce changement de stratégie peuvent être identifiés dans : 1) Le choix de développer d'abord le Lynx et, surtout, le Panther ensuite, en tant que projets privés, destinés à l'exportation sans pouvoir compter sur aucune commande initiale du gouvernement allemand ; 2) L'augmentation massive de la capacité de production de munitions, avec des acquisitions (en Espagne, en Afrique du Sud et en Europe baltique et septentrionale), l'ouverture de nouvelles usines et l'extension des usines existantes, bien avant qu'on commence à parler d'achats européens ; 3) La décision d'ouvrir des usines en Ukraine, pour la réparation de véhicules, la production de munitions et maintenant aussi de blindés, du transport de troupes Fuchs au Lynx et, à partir de l'année prochaine, également le Panther ; 4) Le développement de systèmes anti-aériens et anti-drones, impliquant d'autres entreprises européennes et américaines pour disposer rapidement de systèmes prêts en peu de temps ; 5) Le fort impulsion à la réalisation de drones avancés aériens et terrestres, de reconnaissance et de combat, pour garantir l'efficacité de ce type d'arme même lorsque des contre-mesures plus efficaces que les actuelles seront disponibles.

[11] https://www.laliberte.ch/news/international/le-boom-de-l-armement-a-des-rates-678832?srsltid=AfmBOopXa5c2EGRMggwdr2E69lyJWiBnE0XAGnoXfZawQi8E3UPFzdrk

menaces, grâce à des lasers, des systèmes ECM, des mitrailleuses ou des canons à tir rapide (particulièrement efficaces contre les drones à basse altitude, les munitions rôdeuses et les obus d'artillerie).

Si aujourd'hui ou dans les années à venir, l'Armée italienne devait réellement faire face à un scénario de combat conventionnel de haute intensité, par exemple en Pologne, nos soldats seraient équipés de *Dardo*, des machines obsolètes : des véhicules totalement inadéquats (blindage insuffisant, calibre de 25 mm incapable d'utiliser des munitions perforantes modernes, sans systèmes anti-drones ni missiles antichars), parfaits pour être repérés et détruits par des drones ennemis, même les moins sophistiqués.

Dès 2021, il était possible de choisir entre deux systèmes européens (le suédois CV90 ou le *Lynx* allemand), déjà existants et pouvant être produits en Italie. Une guerre à 700 kilomètres de notre frontière orientale a-t-elle accéléré les choses ? Pas du tout ! Dans chaque Document de Programmation Pluriannuel (DPP) de la Défense des dernières années, l'achèvement du programme AICS a été constamment repoussé.

L'image du programme AICS, telle qu'elle apparaît dans les DPP de 2021 à 2023, a cependant été actualisée dans le dernier rapport de l'Armée de 2023.[12] On peut deviner qu'une décision a été prise : si ce n'est pas encore sur le châssis dans lequel les soldats italiens pourraient survivre, c'est sur la mitrailleuse à adopter qui – comme indiqué – semble clairement être le X-Gun de 30mm présenté récemment par Leonardo.

L'Armée italienne a besoin de l'AICS doté de capacités anti-drones non pas dans une décennie, mais dès maintenant, et ce dans les plus brefs délais. Dans le rapport de 2023, le général de corps d'armée Gaetano Zauner a souligné l'importance de *« créer une nouvelle relation entre l'Armée et l'Industrie, fondée sur une interaction continue et une élaboration harmonieuse et partagée des programmes de développement. »*[13]

En résumé, un processus rapide de modernisation de l'outil militaire terrestre devra être accompagné d'une évolution tout aussi rapide du corpus doctrinal qui, à travers l'analyse des leçons identifiées et apprises, garantira l'adaptabilité de l'Armée de terre italienne aux nouveaux défis. De plus, la complexité et l'évolution continue de l'environnement opérationnel imposent une transformation de l'organisation elle-même, en lui conférant une plus grande flexibilité et durabilité grâce à une approche méthodologique axée sur l'analyse et l'optimisation des processus organisationnels.

Même dans les conflits du XXIe siècle, la composante terrestre jouera un rôle décisif, grâce à l'application d'une doctrine appropriée et à l'utilisation efficace des outils technologiques mis à la disposition de chaque combattant, qui reste l'élément clef de l'Armée. Cela suppose également l'efficacité des capacités de formation et d'entraînement, qui devront inévitablement s'adapter à la rapidité des changements, en garantissant l'acquisition,





Le *Dardo* chenillé et le *Frecce* 8x8 sont les deux principaux véhicules de combat d'infanterie (VCI) italiens. Ils ont été acquis à 198 et 237 exemplaires respectivement. Seuls 150 *Dardo* ont été modernisés à ce jour. A 23,4 et 22,0 tonnes respectivement, ils sont critiqués pour leur manque de protection.

en un temps limité, du niveau approprié de connaissances et de compétences nécessaires pour maximiser l'efficacité opérationnelle.

Comme souligné vigoureusement par le chef de l'Armée italienne Masiello lors de la fête du 40e anniversaire de la création de la spécialité amphibie des Lagunari à Venise le 10 juillet 2024 :
« *Alors que la politique et la diplomatie font ardemment leur travail, nous devons nous engager (...). C'est difficile et complexe, non seulement parce que sur le plan géostratégique, les anciennes et nouvelles puissances agissent pour dessiner des sphères d'influence, mais aussi parce qu'elles le font en exploitant une vague technologique incessante, qui a provoqué et continue de provoquer une véritable révolution militaire, ainsi qu'un changement de paradigme dans la conception et la gestion des conflits.* »[14]

Les temps ont changé et l'Armée de terre italienne, dans le contexte otanien et européen doit évoluer pour être prête à répondre à toute sorte de menaces et de défis *in aller Welt*.

O. F.

[12] https://www.esercito.difesa.it/Rapporto-Esercito/Documents/2023/ok_RE23_A4_ITA.pdf

[13] Ibid., p. 53.

[14] https://www.difesaonline.it/mondo-militare/discorso-del-generale-carmine-masiello-alla-cerimonia-del-40°-della-costituzione



Ci-contre : L'auteur ouvre un obstacle avec une section de Génie lourde du JLSG. Kosovo, janvier 2025. Photo © SWISSINT.

Page de droite, de haut en bas : Parachutistes de la brigade «Folgore» en train de construire à pont à poutrelles en acier.
Pont flottant motorisé du 2e régiment de Piacenza, emprunté par un chasseur de chars *Centauro* du 3e régiment «Savoia Cavalleria».
A gauche en bas : Chargement ferroviaire d'un PFM.
Tout en bas, à gauche : L'engin de déminage VTMM «Orso» qui peut être téléopéré. Sources : Wiki.

International

Le Génie italien

Col EMG Alexandre Vautravers
Ancien commandant du Joint Logistics Support Group (JLSG), KFOR, 2024-2025

Au cours des derniers mois, j'ai eu l'occasion d'avoir sous mes ordres deux sections de pionniers italiens, de Palmere et de Piacenza. Leur professionalisme, leur expérience et leur camaraderie m'ont marqué et j'ai voulu en savoir plus sur leurs origines et leur organisation. Voici donc quelques caractéristiques des troupes du Génie en Italie.

L'armée de Terre italienne compte trois unités de Génie. Chacun compte en principe trois compagnies de sapeurs et une compagnie de soutien au déploiement.

Le 2e régiment de Génie est basé à Trento ; depuis 2002, il est affecté à la brigade alpine «Julia». Ses soldats se sont illustrés notamment en 2016 au cours d'un tremblement de terre en Italie centrale puis en 2021-2022 durant le COVID.

Le 2e régiment de pontonniers est basé à Piacenza, en Emilie-Romagne. Il se compose de deux compagnies de pontonniers, d'une compagnie de construction et d'équipement spéciaux, ainsi qu'une compagnie de construction de route et de terrassement. Il s'agit de la seule unité disposant de moyens de franchissement opératif - notamment le pont flottant motorisé (PFM) d'origine française, également en service dans l'armée suisse.

Le 4e régiment est basé à Palerme, en Sicile. Il est attribué à la brigade mécanisée «Aosta». Il a été formé en 1992. En 2001 et 2002, cette unité a contribué de manière importante aux reconstructions et à l'aide à la population civile après les erruptions de l'Etna et du Stromboli.

Le 5e régiment de Génie est basé à Macomer et est attribué à la brigade mécanisée «Sassari». Il a été formé en 2002.

Le 6e régiment de Génie est basé à Cecchignola près de Rome. Il compte deux bataillons principalement équipés de matériels de construction.

Le 6e régiment de chemin de fers, basée à Castel Maggiore. Il est le résultat de la fusion de plusieurs unités de Génie, logistiques et ferroviaires en 2017 et compte une compagnie de commandement et de soutien logistique, un compagnie d'équipement et de ponts, une compagnie d'opérations, une compagnie de construction et d'équipement spéciaux, ainsi qu'une compagnie de construction de routes et de terrassement.

Le 8e régiment de Génie parachutiste, formé en 2004 est attribué à la brigade «Folgore» et basé à Legago.

Le 10e régiment de Génie est attribué à la 132e brigade blindée «Ariete» et est basé à Cremona. Reformé en 1995, il a été déployé en Bosnie Herzégovine puis au Kosoov en 1999, puis en Macédoine du Nord (1999), au Kosovo entre 2000 et 2002, en Afghanistan en 2002 puis en 2003, au Kosovo à nouveau en 2003 puis en Irak en 2004.

Le 11e régiment est basé à Foggia et attribué à la brigade mécanisée «Pinerolo».

Le 21e régiment du Génie est basé à Caserta, au Sud Ouest de l'Italie. Il a été formé en 2003 et est attribué à la brigade de Bersaglieri «Garibaldi». En plus de l'engagement en Italie en 2016, plusieurs unités ont été déployées en Irak en 2003. Le régiment compte trois compagnies de sapeurs, une compagnie de soutien au déploiement et une compagnie de Génie, basée à Castrovillari.

Le 1er régiment a été dissout en 1995. Le 3e a été converti en unité de transmissions. Le Commandement des troupes du Génie est basé à Cecchignola dans le Lazio, près de Rome, où se trouvent également le Centre de compétence pour le déminage (anti-IED), ainsi qu'un bataillon d'entraînement. La formation spécialisée des officiers y a lieu ainsi que de nombreux cours techniques.

A+V



















Ci-contre : L'*Ariete* C1 correspond à la première génération de chars italiens.

L'insuffisance de la protection a nécessité la réalisation de kits PSO pour leur engagement en Irak (photo de la page suivante, en haut). La version C2 est dotée d'un blindage et de capteurs améliorés. En bas : Deux vues du constructeur Leonardo, montrant l'installation de la tourelle Hitfact II sur le châssis d'origine.

International

Quel avenir pour la Cavalerie italienne ?

Col EMG Alexandre Vautravers
Rédacteur en chef, RMS+

Le développement de l'actuel char de combat *Ariete* a été un processus long, rempli de contradictions et de contre-temps. A la fin, il s'agit d'un char mal aimé. et qui ne convainc pas.

Le Consorzio Oto Melara (CIO) a développé au début des années 1980 un char moyen baptisé OF-40, similaire en de nombreux points à l'AMX-30 puis à l'AMX-40 développé spécifiquement en France pour les marchés export. Or les succès à l'exportation de ces deux derniers chars n'ont pas été au rendez-vous. L'armée italienne a donc préféré ne pas acheter elle-même l'OF-40 et a décidé d'acquérir la licence de production du *Léopard* 1 - à un moment où celui-ci était déjà obsolescent. L'Italie a également pu acheter à bon compte des chars M-60 d'occasion aux USA, au moment où ceux-ci étaient en voie de déclassement. Il fallait en effet, pour l'Italie, acquérir un millier de char pour armer entièrement ses forces. Numériquement imposante, l'Arme blindée italienne jusque dans les années 1990 était cependant incapable de se mesurer aux grandes puissances militaires de l'époque.

Oto Melara et Iveco ont débuté le développement d'un char de combat de 3e génération en 1988 - presque une décennie après l'entrée en service du *Challenger*, de l'*Abrams* ou du *Léopard* 2. Les premiers sont entrés en service en 1994 et le dernier des 200 engins de série en août 2002 - soit 7 ans plus tard.

Trop tard, oui. Et surtout une production au milieu des années 1990 - à une époque où l'armée italienne abandonne le service militaire et les gros effectifs, pour se professionaliser et se spécialiser dans la projection de forces. Mais l'*Ariete* est surtout critiqué parce qu'il a coûté trop cher. A titre de comparaison, la Suisse a produit sous licence près de 250 chars 87 entre 1987 et 1994.

Politiquement, l'*Ariete* a été l'objet de nombreuses questions et critiques. Il est en de très nombreux points similaires au *Leo* 2A4 : un canon de 12 cm L44 alimenté à 42 coups ; il pèse 54 tonnes ; son moteur est légèrement inférieur et ne délivre que 1'270 PS. Mais plusieurs rapports pointent du doigt l'insuffisance de ses blindages, en particulier l'avant et les flancs de la caisse.

Organisation

Trois régiments ou bataillons sont actuellement dotés du char *Ariete* en Italie, sans oublier l'Ecole des blindés et l'Ecole des troupes de transport et du matériel.

- Le 4e régiment, basé à Persano et appartenant à la brigade de Bersaglieri «Garibaldi».
- Le 32e régiment de chars, basé à Tauriano et appartenant à la brigade blindée «Ariete».
- Le 132e régiment de chars, basé à Cordenons et appartenant également à la brigade blindée «Ariete».

En temps de paix, chaque bataillon compte trois compagnies de 13 chars. A cela s'ajoutent deux engins pour le commandant de bataillon et son second - pour un total de 41 chars.

Et maintenant?

Un programme de modernisation de l'*Ariete* de première génération (C1) existe : le C2. Il consiste en un renforcement important du blindage frontal et latéral. Le moteur passe à 1'500 PS. Les modifications internes touchent surtout l'entraînement de la tourelle, désormais électrique, ainsi que les organes de visée et de tir.

Si une possible commande de 300 nouveaux chars a bien été évoquée, les réalités budgétaires ont revu cette ambition à la baisse : 200 puis désormais 90 engins, modernisés progressivement à partir de 2023. Le contrat prévoit une possibilité de moderniser 35 chars supplémentaires.

A nouveau, le prix exorbitant est un frein majeur au programme. Le contrat signé en 2023 se monte à 848,8 million d'euro - soit un peu mois de 9,5 millions l'unité.

Or aujourd'hui, la priorité politique est la défense et les formations «robustes», c'est-à-dire blindées. Il est question d'acquérir 270 nouveaux chars de combat.

Si l'Italie s'intéresse à acquérir des *Léopard* 2A7 (revalorisés) ou 2A8 (constructions nouvelles), le prix de ces engins est trois fois plus élevé que la modernisation de l'*Ariete* au standard C2. Car la guerre en Ukraine a fait sensiblement monté les prix et augmenté les délais de livraison, au delà-de trois ans.

L'alternative du KF51 *Panther* de Rheinmetall est bien-entendu évoquée. L'Italie peut espérer bénéficier d'un «bonus» en tant que premier client. L'industrie locale pourrait être intéressée au projet.

Mais récemment, d'autres solutions sont apparues.

Pourquoi pas?

L'Italie compte une solide expérience et un véritable succès commercial avec ses chasseurs de chars à roues *Centauro* : 259 B1 sont encore en service, sur les 400 produits. La version B2 a été commandée à 150 exemplaires déjà.

Nous l'avons déjà dit, ces engins à roues de 24 tonnes ne sont pas aptes au «duel» et ne peuvent donc être engagés à la manière de chars de combat, polyvalents.

En revanche, il est possible de détourner une partie de la capacité de production du *Centauro* B2 et installer la tourelle Hitfact Mk.2 sur le chassis non modernisé de l'*Ariete* C1. Cette revalorisation à moindre coût permet d'accélérer la production et de mettre à disposition de l'armée italienne des engins dotés de capteurs et d'un armement plus modernes. Tout en étant conscient des limitations relatives au degré de protection insuffisant de la tourelle et de la caisse.

La tourelle *Hitfact* II de Leonardo est compatible avec un armement de 105 ou de 120 mm. Elle permet l'incorporation d'un système de chargement automatisé des munitions. A l'avenir cependant, le développement de tourelles entièrement téléopérées pourrait permettre de limiter ces faiblesses. Une tourelle sans équipage n'a en effet pas besoin d'être aussi lourdement protégée.

Des tourelles de ce type existent ou sont en développement, actuellement, en Belgique (Coquerill) et en Allemagne (KNDS).

A+V













Ci-dessus : L'insigne du Commandement des Opérations des Forces spéciales (COFS) italiennes. Source : Wiki.

International

Les Forces spéciales italiennes et leur organisation

Oreste Foppiani
European University Institute

Les Forces spéciales italiennes représentent une composante essentielle de la défense, jouant un rôle crucial dans les opérations militaires modernes. Leur formation, leur expertise et leur capacité à mener des missions complexes font d'elles un atout stratégique pour l'Italie, tant sur le plan national qu'international. Cet article examine la structure actuelle des forces spéciales italiennes, en mettant l'accent sur le Commandement des opérations des forces spéciales (COFS).

Historique et rôle des Forces spéciales italiennes

Les Forces spéciales italiennes ont été créées pour répondre à des besoins spécifiques en matière de sécurité et de défense. Elles sont composées de plusieurs unités d'élite, chacune ayant ses propres spécialités et missions. Parmi les unités les plus notables figurent le 9e Régiment d'Assaut Parachutiste « Col Moschin » et le COMSUBIN, la composante des Forces spéciales de la Marine italienne.

Commandement des Opérations des Forces Spéciales (COFS)

Le COFS[1], ou *Comando interforze per le operazioni delle Forze Speciali*, a été établi le 1er décembre 2004. Il est chargé de coordonner les opérations menées par les différentes unités des Forces spéciales italiennes. Le COFS est basé dans le quartier général du Commandement Opérationnel Interarmées (*Comando Operativo di Vertice Interforze* ou COVI)[2]. Par contre, il y a des rapports de coordination entre le COFS et le COVI réglés par les directives stratégiques du CEMA. Le COFS est aussi reconnu comme un commandement opérationnel au sein de l'OTAN.

Missions

Les principales missions du COFS incluent :

1. Planification et coordination : le COFS est responsable de la planification, de l'organisation et de la conduite des opérations spéciales, qui comprennent la reconnaissance spéciale, les actions directes et l'assistance militaire.
2. Conseil aux autorités militaires : le commandant du COFS agit en tant que conseiller auprès du Chef d'état-major de la Défense sur toutes les questions relatives aux opérations spéciales.
3. Formation et développement : le COFS supervise également la formation des unités de forces spéciales, garantissant qu'elles soient prêtes à répondre aux défis contemporains.

Structure

Le COFS est dirigé par un commandant (COMCOFS) – à l'heure actuelle le Vice-Amiral Paolo Pezzutti – et comprend plusieurs unités sous son commandement. Les différentes unités sont divisées en Tier 1 (Regroupements Raiders) et Tier 2 (Forces spéciales). Depuis le mois de juin 2024, le COFS a élevé au rang de Force spéciale Tier 2 le 1er Régiment Carabinieri Parachutistes « Tuscania ». Cette distinction définit le niveau de capacité des unités et leur capacité à coopérer avec d'autres organisations, agences ou ministères.[3]

Les unités Raiders ou *Incursori* Tier 1 sont :

- Le 9e Régiment d'Assaut Parachutiste « Col Moschin »
- Le COMSUBIN (Forces spéciales navales héritières de la fameuse 1ère et puis 10ème Flottille MAS)
- La 17e Escadre de Raiders ou *Stormo Incursori* (Forces spéciales aériennes)
- Le GIS (Groupe d'Intervention Spéciale des Carabinieri)

Les unités Tier 2 sont :

- Le 4e Régiment Parachutiste *Alpini* « Monte Cervino » ;
- Le 185e Régiment Reconnaissance et Acquisition de Cibles « Folgore » ;
- 1er Régiment Carabinieri Parachutistes « Tuscania ».

Entraînement et préparation

L'entraînement des forces spéciales italiennes est intensif, comprenant une variété de compétences nécessaires pour mener à bien leurs missions. Cela inclut :

- Techniques de combat : formation en combat rapproché, tir, survie en milieu hostile.

[1] https://www.difesa.it/fra/smd/cofs/index/30602.html

[2] Art. 93 du *Testo Unico delle disposizioni regolamentari in materia di Ordinamento Militare* ou TUOM (Décret du Président de la République du 15 mars 2010, no. 90).

[3] Loi no. 198 du 11 décembre 2015.

- Opérations maritimes et aériennes : entraînement spécialisé pour les interventions maritimes et aériennes.
- Langues étrangères : maîtrise des langues étrangères pour faciliter les opérations internationales.

Le 9e Régiment d'Assaut Parachutiste « Col Moschin »

Le 9e Régiment d'Assaut Parachutiste « Col Moschin », ou plus simplement le 9e, est une unité d'élite Tier 1 des forces spéciales de l'armée italienne, héritière des traditions des *Arditi* de la Première Guerre mondiale. Son nom provient du Col Moschin, un sommet des Alpes où le 9e Bataillon d'Assaut (*Arditi* ou *Sturmtruppen*) s'est illustré en juin 1918 en reprenant trois positions aux Autrichiens en 24 heures[4].

Durant la Seconde Guerre mondiale, les *Arditi* furent dissous mais leur héritage perdura. En 1953, le 9e fut recréé pour intégrer les forces parachutistes italiennes. Il évolua progressivement en une unité d'opérations spéciales, jouant un rôle clé dans la transformation de l'armée italienne au XXe siècle.[5]

Créé officiellement le 20 septembre 1954 comme unité de saboteurs parachutistes, il a évolué au fil des années : en 1961, il devient le Bataillon de Saboteurs Parachutistes. En 1975, il est renommé 9e Bataillon d'Assaut Parachutiste « Col Moschin ». Le 24 juin 1995, il prend son appellation actuelle de régiment. Depuis 2014, le régiment fait partie du Commandement des Forces Spéciales de l'Armée (COMFOSE).

Les missions du 9e comprennent :
- Les actions directes à haut risque ;
- La reconnaissance spéciale ;
- Le contre-terrorisme ;
- Le sauvetage d'otages.

La sélection et la formation des opérateurs du régiment sont parmi les plus exigeantes des forces armées italiennes. Le processus complet dure environ deux ans et comprend :
- Une phase de présélection et de sélection de 7 semaines ;
- Une formation de base en parachutisme et opérations spéciales de 19 semaines ;
- Des cours spécialisés en techniques de combat, survie, alpinisme, plongée, etc.

Le régiment est basé à Livourne,[6] en Toscane, et sa structure comprend :
- Un commandement régimentaire ;
- Un bataillon opérationnel ;
- Un bataillon de formation (RAFOS).

Le RAFOS a été englobé dans l'actuel CEADDOS qui, au sein du *Comando Forze Speciali dell'Esercito* (COMFOSE), assure la formation de base des candidats. Les tâches précédemment assurées par le RAFOS dans le cadre de la formation avancée et spécialisée des *Incursori*, sont désormais sous le RAI (*Reparto Addestrativo Incursori*), qui est incapsulé dans l'organigramme du 9e.

Le « Col Moschin » s'est illustré dans de nombreuses opérations nationales et internationales, confirmant son





Ci-dessus, en haut : Une équipe du 9e régiment à l'entraînement lors d'un exercice de combat de maison.
Photo du bas : Deux équipes antiterroristes (SWAT) du GOI à gauche et du 9e régiment de forces spéciales, à droite de l'image, lors des préparatifs pour la tenue du sommet du G7 en 2017. L'évènement a eu lieu les 26 et 27 mai à Taormina, en Sicile.

statut d'unité d'élite au sein des forces armées italiennes[7]. En ce qui concerne la spécialité unique du 9e, il faut souligner qu'il est le seul à effectuer un type de parachutisme avec une technique de navigation à grande altitude (HALO/HAHO) dont le régiment est le seul en Italie à effectuer ce type de saut depuis dans les années 1970 avec des opérateurs formés directement aux Etats-Unis.

Le Comando Raggruppamento Subacquei e Incursori (COMSUBIN) « Teseo Tesei »

Le COMSUBIN est l'unité des forces spéciales Tier 1 de la Marine italienne. Créée en 1960, cette unité d'élite est spécialisée dans les opérations sous-marines et les raids maritimes.

Histoire et origines

Les origines du COMSUBIN remontent à la Première Guerre mondiale, avec l'opération contre le cuirassé austro-hongrois SMS *Viribus Unitis* en 1918. L'Italie fut pionnière dans l'utilisation d'hommes-grenouilles et de torpilles humaines. Pendant la Seconde Guerre mondiale,

[4] https://greydynamics.com/the-9th-paratroopers-assault-regiment-col-moschin/

[5] https://fr.topwar.ru/38416-9-y-polk-col-moschin-gordost-italyanskogo-specnaza.html

[6] Toutes les activités du 9e, ainsi que celles des autres unités des Forces spéciales sont réglées par la Loi 198/2015.

[7] https://brigatafolgore.net/en/9-moschin-regiment-the-spearhead/





Ci-dessus, de haut en bas : COMSUBIN et COMSIN de la Marine italienne.

l'unité connue sous le nom de Decima Flottiglia MAS[8] mena des opérations célèbres à Suda Bay, Alexandrie, Gibraltar et Malte.[9]

Après la guerre, l'unité fut dissoute mais reformée en 1955 sous différents noms, avant de devenir officiellement le COMSUBIN en 1960, en l'honneur du major (capitaine de Corvette) du Génie naval Teseo Tesei.[10]

Le COMSUBIN compte environ 700 hommes et comprend plusieurs composantes :
- Le Gruppo Operativo Incursori (GOI) : unité commando d'environ 150-200 nageurs de combat, spécialisée dans les opérations spéciales maritimes[11] ;
- Le Gruppo Operativo Subacquei (GOS) : force spécialisée dans les opérations sous-marines complexes, notamment le déminage.[12]

Les opérateurs du COMSUBIN sont formés à diverses compétences, incluant :
- La nage en surface et sous-marine ;
- L'assaut sur des unités navales ;
- Le déploiement par hélicoptère et sous-marin ;
- Le parachutisme ;
- L'utilisation d'armes et d'explosifs spéciaux[13] ;
- Le sauvetage d'otages en mer.

Le COMSUBIN a été déployé dans de nombreuses missions internationales, notamment :
- En mer Adriatique pour l'inspection de navires marchands ;
- En Albanie et au Liban pour des missions d'escorte et de patrouille ;
- Dans le Golfe Persique pour l'inspection de navires ;
- Au Rwanda pour l'évacuation de ressortissants occidentaux ;
- En Afghanistan et en Irak en soutien aux opérations de l'OTAN.[14]

Plus récemment, le COMSUBIN a participé à des opérations sensibles en collaboration avec l'agence de renseignement AISE (l'èquivalent du MI-5 britannique), assumant un rôle stratégique dans des missions hautement classifiées à l'échelle internationale.[15]

Le COMSUBIN représente l'élite des forces spéciales italiennes, combinant un héritage historique riche avec une expertise moderne. Son engagement inébranlable envers la défense de l'Italie et ses missions internationales en font une unité respectée et redoutée à travers le monde.

La devise du COMSUBIN, « *E Fluctibus Irruit in Hostem* » (« Depuis les flots, il fond sur l'ennemi »), reflète parfaitement l'esprit et la mission de ce corps d'élite.

La 17ᵉ Escadre de Raiders de l'Armée de l'air

La 17ᵉ Escadre de Raiders (*17° Stormo Incursori*) est l'unité des Forces spéciales Tier 1 de l'Armée de l'Air italienne. Créée le 1er mars 2003, elle est la plus jeune unité de Forces spéciales en Italie.[16]

Basée à Furbara, près de Rome, la 17ᵉ Escadre de Raiders fait partie du COFS.[17] Ses principales missions incluent :
- La recherche et le sauvetage au combat (C-SAR) ;
- Le contrôle aérien avancé et le guidage terminal d'attaque ;
- Les opérations de *pathfinder* ;
- Les actions directes contre des bases aériennes et installations aéronautiques.

L'unité est organisée en deux groupes principaux :
1. Le Groupe de Raiders, divisé en un commandement, une section opérations, une section véhicules et équipements spéciaux, et quatre escadrilles de raiders. Chaque escadrille comprend 2 à 4 détachements de 8 à 12 soldats.
2. Le Groupe d'entraînement, chargé de la formation des opérateurs et pouvant également dispenser des formations sur l'évasion et l'échappement à d'autres unités.

La 17ᵉ Escadre de Raiders dispose d'un large éventail d'armements modernes, incluant des pistolets, fusils d'assaut, mitrailleuses et fusils de précision de différents calibres.

Pour ses opérations, l'unité peut compter sur les moyens aériens de la 1ᵉ Brigade aérienne spéciale, notamment les hélicoptères HH-101A *Caesar*, ainsi que sur les avions de transport C-130J *Hercules* II et C-27J *Spartan*.

8 http://le.cos.free.fr/comsubin.htm

9 https://www.marina.difesa.it/noi-siamo-la-marina/organizzazione/comandi/basi-enti/operativi/comsubin/Pagine/default.aspx

10 https://www.marina.difesa.it/il-tuo-futuro-e-il-mare/formazione-inmarina/formazione_specialistica/ilgoi/storia/Pagine/tesei.aspx

11 http://le.cos.free.fr/comsubin.htm

12 https://www.squale.ch/fr/palombari-comsubin

13 Ibid.

14 https://en.difesaonline.it/news-forze-armate/mare/undici-nuovi-incursori-della-marina-militare

15 Ibid.

16 https://www.forzespeciali.info/italiane/fs-tier1/17-stormo-incursori/

17 Ibid.

Bien que récente, la 17e Escadre de Raiders s'est rapidement imposée comme une composante essentielle des forces spéciales italiennes, apportant des capacités uniques liées au domaine aérien dans les opérations spéciales nationales et internationales.[18]

Groupe d'Intervention Spéciale

Le *Gruppo di Intervento Speciale* (GIS) est une unité d'élite Tier 1 des Carabinieri italiens, spécialisée dans les opérations antiterroristes et les interventions à haut risque.[19] Créé en 1978, le GIS est basé à Livourne, Toscane, et dépend directement du Commandement Général des Carabinieri.[20]

Le GIS joue un rôle crucial dans le dispositif antiterroriste italien, intervenant dans des situations extrêmement dangereuses telles que la libération d'otages, la neutralisation de terroristes, et d'autres opérations spéciales. Les membres du GIS sont sélectionnés parmi les Carabinieri et suivent un entraînement intensif pour développer des compétences avancées en combat rapproché, tir de précision, et techniques d'intervention spécialisées.[21]

En plus de ses missions antiterroristes, le GIS apporte également son soutien aux opérations territoriales des Carabinieri lorsque des compétences hautement spécialisées sont requises.[22] L'unité fait partie de la 2e Brigade Mobile des Carabinieri, ce qui lui permet d'être déployée rapidement sur l'ensemble du territoire national et même à l'étranger, si nécessaire.[23]

Le GIS est reconnu comme l'une des unités d'élite les plus performantes d'Italie, jouant un rôle essentiel dans la sécurité nationale et la lutte contre le terrorisme. Sa capacité à intervenir dans des situations extrêmes et sa formation de pointe en font un atout majeur pour les forces de l'ordre italiennes.[24]

Le 4e Régiment Parachutiste Alpini « Monte Cervino »

Le 4e Régiment Parachutiste Alpini « Monte Cervino » est une unité d'élite des forces spéciales Tier 2 de l'armée italienne, basée à Montorio Veronese près de Vérone. Créé le 25 septembre 2004, ce régiment combine les compétences des troupes alpines et des parachutistes, ce qui en fait une force unique au sein de l'armée italienne. Le régiment tire ses origines du 4e Régiment Alpini, fondé en 1882, et plus particulièrement du Bataillon Autonome de Skieurs « Monte Cervino », une unité d'élite formée en 1940. Bien que dissous après la Seconde Guerre mondiale, l'héritage de ces unités alpines a été préservé à travers diverses formations jusqu'à la création du régiment actuel. Depuis 2014, le régiment fait partie du Commandement des Forces Spéciales de l'Armée (COMFOSE). En 2018, il a été élevé au rang de force spéciale de premier niveau (tier 1), confirmant son statut d'unité d'élite au sein des forces armées italiennes.[25]





Ci-dessus : Deux images de l'entraînement de parachutistes du 4e régiment de montagne « Monte Cervino ».

Le régiment est composé de :
- Un commandement régimentaire ;
- Une compagnie de commandement et de soutien logistique ;
- Le Bataillon Parachutiste *Alpini* « Monte Cervino » ;
- Une unité de formation.

En tant qu'unité de forces spéciales, le 4e Régiment Parachutiste *Alpini* « Monte Cervino » est spécialisé dans :
- Les opérations en milieu montagneux et arctique ;
- Les actions directes à haut risque ;
- La reconnaissance spéciale ;
- Le sauvetage au combat ;
- La formation d'unités étrangères.

[18] https://www.aeronautica.difesa.it/2024/10/10/furbara-cambio-comando-al-17-stormo-incursori/

[19] https://www.analisidifesa.it/2021/02/gis-e-tuscania-le-forze-speciali-dei-carabinieri/

[20] https://it.insideover.com/schede/guerra/chi-sono-e-cosa-fanno-gli-uomini-del-gis-dei-carabinieri.html

[21] http://www.dearmas.it/articolo.php?articolo=210

[22] Ibid.

[23] https://www.analisidifesa.it/2021/02/gis-e-tuscania-le-forze-speciali-dei-carabinieri/

[24] https://aresdifesa.it/gruppo-intervento-speciale-carabinieri/

[25] https://brigatafolgore.net/en/4th-alpine-parachute-regiment/

Les membres du régiment sont tous qualifiés Rangers, après une formation intensive de deux ans environ.[26]

Le processus de sélection est rigoureux, comprenant :
- Une phase de sélection initiale de deux semaines ;
- Un cours de parachutisme militaire de base ;
- Une formation spécialisée en techniques alpines et opérations spéciales (OBOS).

La formation OBOS dure 24 semaines et couvre la navigation terrestre, les procédures de patrouille, le tir, et d'autres compétences de base essentielles pour les opérations spéciales.[27]

Depuis 2014, le régiment fait partie du Commandement des Forces Spéciales de l'Armée (COMFOSe). En 2018, il a été élevé au rang de force spéciale de premier niveau (Tier 1), confirmant son statut d'unité d'élite au sein des forces armées italiennes.

Le 4e Régiment Parachutiste Alpini « Monte Cervino » continue de jouer un rôle crucial dans les opérations spéciales de l'armée italienne, combinant l'expertise alpine avec les capacités des forces spéciales modernes.[28]

Le Régiment de Reconnaissance et Acquisition de Cibles « Folgore »

Le Régiment de Reconnaissance et Acquisition de Cibles « Folgore » (185° Reggimento Paracadutisti Ricognizione e Acquisizione Obiettivi « Folgore ») est une unité d'élite des Forces spéciales Tier 2 de l'Armée de terre. Créé en 2004, il est l'héritier du 185e Régiment d'artillerie parachutiste « Folgore ».[29]

Le 185e RRAO fait partie du Commandement des Forces spéciales de l'Armée de terre (COMFOSE) depuis 2014, et opère sous la direction du COFS depuis 2018.[30]

Ses principales missions incluent :
- Les patrouilles profondes en territoire hostile ;
- Le renseignement et l'acquisition d'objectifs ;
- L'appui aérien rapproché (CAS) ;
- Les opérations spéciales.

Le régiment est organisé en compagnies multi-capacités, comprenant des experts en ciblage (JTAC), renseignement, transmissions, patrouilles en milieux hostiles, tir longue distance et actions nautiques[31].

La formation des commandos du 185e RRAO est particulièrement exigeante, avec une spécialisation de 45 semaines après la formation initiale, incluant sept stages distincts couvrant la planification de missions, l'acquisition d'objectifs, les techniques de renseignement et la survie en territoire hostile.[32]

Le régiment utilise des équipements de pointe pour ses missions, notamment des systèmes optroniques, des dispositifs de vision nocturne et des moyens de transmission sécurisés par satellite.[33]

Le 185e RRAO a acquis une solide expérience opérationnelle au cours des dernières années, participant à de nombreuses missions aux côtés des forces de l'OTAN.[34]

Le 1er Régiment Parachutistes Carabinieri « Tuscania »

Le 1er Régiment de Parachutistes Carabinieri « Tuscania» est une unité d'élite des Carabinieri, composée d'explorateurs parachutistes et spécialisée dans des MISOPS et des OPEX.

Jusqu'en 1996, le « Tuscania » était un bataillon avant d'être transformé en régiment. Depuis 2002, il est intégré à la 2e Brigade mobile des Carabinieri, aux côtés du 7e Bataillon Carabinieri « Alto-Adige », du 13e Régiment « Friuli-Venezia Giulia » et du Groupe d'Intervention Spécial (GIS). Le régiment est actuellement stationné à Livourne, sur la base « Vannucci ».

Bien qu'il s'agisse d'une force spéciale, le « Tuscania » reste une unité de la « Benemerita » (surnom des Carabinieri), combinant avec efficacité un entraînement et des capacités opérationnelles typiquement militaires avec des compétences en matière de police judiciaire. Depuis juin 2024, l'unité a officiellement acquis le statut de force spéciale de niveau 2 (Tier 2).

Origines

Le régiment est l'héritier des traditions du 1er Bataillon Parachutistes des Carabinieri Reali (CCRR), créé le 15 juillet 1940. En mars 1941, il est intégré au 1er Régiment de Parachutistes et déployé dès juillet 1941 sur le front d'Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le 1e Bataillon des Carabiniers Parachutistes « Tuscania » pendant la Seconde Guerre mondiale

En novembre 1941, le 1er Bataillon des Carabiniers Parachutistes est placé sous les ordres du Corps d'Armée de Manœuvre (CAM) et reçoit l'ordre de se transférer dans le Gebel Cyrénaïque. Il y remplit diverses missions, notamment la garde de Lamluda, Derna et Cyrène, où se trouve le Commandement supérieur des Forces Armées (ASI), ainsi que la surveillance anti-commandos d'une portion de la côte cyrénaïque.

Durant cette période, le bataillon engage plusieurs combats contre l'ennemi, dont une bataille notable le 19 novembre près de Cyrène, qui se conclut par la capture d'un officier, d'un sous-officier, de 10 soldats britanniques et de 42 maquisards libyens.

Le 14 décembre 1941, l'unité atteint le carrefour d'Eluet El Asel avec pour mission d'arrêter l'avancée des forces britanniques qui, empruntant des pistes intérieures, tentent de couper la retraite des divisions italiennes le long de la route Balbia. La bataille d'Eluet El Asel commence le 19 décembre 1941.

Le bataillon, renforcé par un peloton de démolisseurs parachutistes, quelques canons de 47/32 servis par des bersagliers et un peloton de parachutistes libyens, repousse pendant une journée entière les assauts répétés d'une brigade mécanisée britannique. Après avoir rempli sa mission, il reçoit l'ordre de se replier. Désormais encerclé, il

[26] Ibid.

[27] https://greydynamics.com/the-4-reggimento-alpini-paracadutisti-monte-cervino/

[28] https://en.difesaonline.it/evidenza/interviste/intervista-al-comandante-del-4°-reggimento-alpini-paracadutisti

[29] https://raids.fr/2018/09/13/le-185e-rrao-folgore-regiment-des-forces-speciales-italiennes/

[30] *Ibid.*

[31] https://raids.fr/2018/09/13/le-185e-rrao-folgore-regiment-des-forces-speciales-italiennes/

[32] *Ibid.*

[33] *Ibid.*

[34] *Ivi.*

tente de rejoindre les lignes amies durant la nuit, combattant pour franchir plusieurs barrages ennemis.

Les survivants du bataillon rentrent en Italie, mais après avoir subi de lourdes pertes, l'unité est dissoute en mars 1942.

Après-guerre

En 1951, le bataillon est reconstitué à Viterbo (Latium) sous le nom de *Reparto Carabinieri Paracadutisti*, avec une organisation équivalente à une compagnie d'infanterie parachutiste, stationnée dans les premières années au centre militaire de parachutisme.

A cette époque, cette unité est exclusivement sous le commandement général des Carabiniers, servant comme force d'intervention rapide pour le maintien de l'ordre public. En 1957, elle est temporairement déplacée à Pise, avant d'être transférée définitivement à Livourne le 1er janvier 1963. Elle est alors intégrée à la Brigade Parachutiste récemment constituée, sous le nom de Compagnie Carabinieri Parachutistes.

Intégration dans la Brigade « Folgore »

En rejoignant la Brigade Parachutiste, la compagnie des Carabiniers Parachutistes se voit confier, en plus de ses missions institutionnelles classiques, des tâches militaires spécifiques. Son entraînement inclut désormais, en plus du parachutisme et du maintien de l'ordre, un entraînement intensif au combat individuel et collectif.

Le 15 juillet 1963, la compagnie est élevée au rang de Bataillon. Des éléments de cette unité participent à la création et aux actions du *Reparto Scelto Interforze*, une force spéciale antiguérilla opérant dans les années 1960 contre des groupes séparatistes terroristes en Haut-Adige.

Le 4 novembre 1966, lors des inondations dévastatrices qui frappent Florence et le centre-nord de l'Italie, le bataillon des Carabiniers Parachutistes est mobilisé pour secourir les populations en détresse, limiter les dégâts et prévenir les actes de pillage.

Le 25 juin 1967, le capitaine Francesco Gentile, commandant du détachement spécial en Haut-Adige, est tué dans une embuscade au col de Cima Vallona, aux côtés du lieutenant de l'armée Mario Di Lecce et du sergent Olivio Dordi, saboteurs parachutistes du Bataillon Saboteurs Parachutistes « Col Moschin ». Le capitaine Gentile reçoit la médaille d'or de la vaillance militaire à titre posthume.

Le 1er octobre 1975, l'unité est renommée 1er Bataillon Carabinieri Paracadutistes « Tuscania ». Entre 1977 et 1978, sous le commandement du colonel Romano Marchisio, une partie du bataillon participe à la création des Groupes d'Intervention Spéciale (GIS), unités antiterroristes des Carabiniers.

Dans les années 1990, le bataillon est engagé en Sicile dans l'opération « Vespri Siciliani » contre la criminalité organisée.

Le 1er juin 1996, le bataillon devient un régiment, toujours intégré à la Brigade Parachutiste « Folgore ». En 2002, à la suite de la transformation de l'Arme des Carabiniers en une force armée autonome, le 1er Régiment « Tuscania » quitte l'Armée de Terre et la Brigade « Folgore » pour être directement placé sous le commandement de la 2e Brigade Mobile des Carabiniers.







Engagements actuels des Forces spéciales

Les Forces spéciales italiennes participent activement à diverses missions internationales, souvent dans le cadre d'opérations menées par l'OTAN ou l'UE. Elles sont engagées dans des missions anti-terroristes, des interventions humanitaires et des opérations de stabilisation dans des zones de conflit.

Conclusion

Les Forces spéciales italiennes, sous le commandement du COFS, jouent un rôle essentiel dans la sécurité nationale et internationale. Leur capacité à mener des opérations complexes avec efficacité témoigne du professionnalisme et du dévouement de ces unités d'élite. A mesure que le paysage géopolitique évolue, ces forces continueront à s'adapter pour relever les défis contemporains tout en préservant les intérêts stratégiques de l'Italie sur la scène mondiale.

O.F.



L'hélicoptère de combat A129 *Mangusta* et l'engin de transport NH90 démontrent les forces et le dynamisme de l'industrie aéronautique italienne.

Economie

Dolce Vita, défense et dynamisme économique

Ramia Montandon
Responsable, Service placements, Raiffeisen

Quand on pense à l'Italie, on imagine immédiatement les collines de la Toscane, les ruelles de Rome, un plat de pâtes parfaitement *al dente* et un espresso qui fait oublier tous les soucis. Pourtant, derrière cette carte postale ensoleillée se cache une économie européenne robuste, résiliente et stratégiquement incontournable, y compris dans le secteur de la Défense.

L'Italie est la troisième économie de la zone euro et la huitième mondiale en termes de PIB nominal. En 2024, son PIB a atteint environ 2'100 milliards d'euros, porté par une industrie diversifiée, un secteur exportateur performant et une base productive plus dynamique qu'on ne le pense. Certes, le pays traîne un lourd passif d'endettement public (environ 140% du PIB), mais ses fondamentaux économiques tiennent bon même face aux turbulences géopolitiques.

Balance commerciale ou l'art du savoir-faire

Peu de pays peuvent se targuer d'un excédent commercial aussi constant. Grâce à ses exportations de biens industriels, de produits de luxe, d'alimentaire haut de gamme et de composants mécaniques, l'Italie affiche une balance commerciale structurellement excédentaire. En 2024, l'Italie a enregistré une performance économique remarquable marquée par un excédent budgétaire primaire de 9,6 milliards d'euros, soit 0,44 % du PIB, faisant d'elle le seul pays du G7 à atteindre cet objectif post-COVID. Parallèlement, l'excédent commercial a bondi à 54,9 milliards d'euros, avec un record de 104,5 milliards d'euros hors produits énergétiques, grâce à une diversification des marchés d'exportation au-delà de l'UE, notamment vers la Turquie, la Serbie et les pays de l'ASEAN. Cette dynamique a été soutenue par une réduction du déficit énergétique, passé de 65 à 49,5 milliards d'euros, grâce à une stratégie axée sur les énergies renouvelables et le nucléaire de nouvelle génération. Ces résultats illustrent la résilience de l'économie italienne face aux défis mondiaux.

Résilience, la spécialité maison

L'Italie a cette étonnante capacité à résister aux crises, y compris lors de chocs systémiques comme la pandémie ou les tensions inflationnistes. Pourquoi ? Grâce à un tissu de PME industrielles extrêmement adaptables, particulièrement dans le nord du pays ainsi qu'à une économie informelle (entre 12 à 15% du PIB principalement dans les régions du sud) qui offre une certaine élasticité. Oui, le pays est parfois bureaucratique, souvent imprévisible politiquement, mais il rebondit avec une grâce qui n'a rien à envier à un opéra de Verdi.

Une structure économique unique en Europe

Le système productif italien repose sur une myriade de petites et moyennes entreprises, souvent familiales, spécialisées dans des niches à haute valeur ajoutée : mécanique de précision, textile, mobilier, agroalimentaire…

Le fameux « Made in Italy » n'est pas qu'un label marketing, c'est une réalité industrielle. A cela s'ajoutent quelques grands groupes stratégiques comme Leonardo (industrie de Défense et aéronautique), ENI, Enel ou encore Ferrari pour ne citer que les plus glamour.

Les banques italiennes, de la tempête à la consolidation

Le secteur bancaire a connu des années agitées après la crise de la dette souveraine, mais il s'est depuis largement assaini. Les grands groupes comme Intesa Sanpaolo et UniCredit ont renforcé leurs fonds propres, rationalisé leurs activités et amélioré leur rentabilité. Aujourd'hui, le système bancaire italien est solvable, concentré et intégré au système européen, avec une capacité de soutien aux investissements, y compris dans le secteur de la Défense.

L'Industrie de l'armement, un pilier économique

Leonardo, le fleuron : s'il y a un nom à retenir, c'est Leonardo S.p.A. Anciennement Finmeccanica, ce conglo-

mérat public-privé est le 8e plus grand groupe de défense au monde. Il conçoit hélicoptères, radars, systèmes de communication, et est un partenaire clé de plusieurs programmes européens, comme le chasseur Eurofighter *Typhoon*. D'autres entreprises comme Fincantieri (construction navale) ou Oto Melara (armements terrestres) complètent ce paysage stratégique.

En 2024, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards d'euros et emploie plus de 60'000 personnes dans le monde.

Impact économique

L'industrie de défense italienne génère des revenus substantiels et soutient un nombre important d'emplois. Par exemple MBDA, détenue en partie par Leonardo, a enregistré un chiffre d'affaires de 4,9 milliards d'euros en 2024 avec un carnet de commandes de 36 milliards d'euros dont un contrat majeur de 6 milliards d'euros avec la Pologne pour 100 lanceurs et 1000 missiles CAMM-ER dans le cadre du système NAREW.

De plus, Leonardo (géant italien de l'aéronautique et de la défense) et le groupe d'armement allemand Rheinmetall ont scellé en 2024 un partenariat stratégique pour codévelopper un nouveau char de combat, basé sur le modèle *Panther* KF51, en réponse à l'échec du projet franco-allemand MGCS.

Une coentreprise à 50/50, Leonardo Rheinmetall Military Vehicles (LRMV), a été créée à Rome pour superviser ce projet. Le premier client sera l'armée italienne qui prévoit de commander 250 véhicules blindés (chars, AIFV et véhicules de soutien) pour un total de 23,2 milliards d'euros sur 14 ans.

Ce partenariat inclut une italianisation du *Panther* ; Leonardo assurera l'électronique et les tourelles via sa filiale OTO Melara. 60% de la production sera réalisée en Italie.

Cette alliance renforce l'autonomie européenne dans la défense terrestre et ouvre la voie à des exportations massives à l'international.

Outre Leonardo, des entreprises comme Fincantieri jouent un rôle clé dans la construction navale militaire avec un chiffre d'affaires de 8,13 milliards d'euros en 2024. Beretta, célèbre pour ses armes légères, contribue également à l'industrie de défense italienne.

Le budget de la Défense, entre ambition et réalisme

En 2024, le budget de la défense italien avoisinait les 28 milliards d'euros, en hausse régulière depuis la guerre en Ukraine. Cela représente environ 1,5 % du PIB, encore en deçà de l'objectif de 2% fixé par l'OTAN, mais avec une dynamique d'augmentation soutenue. Une part croissante est allouée à la modernisation des équipements, à la cyberdéfense et aux coopérations européennes, notamment dans le cadre du Fonds européen de la Défense.







Ci-dessus : Système de défense sol-air à moyenne portée CAMM-ER.
Milieu : Le *Centauro* 2 d'Iveco est armé d'une tourelle stabilisée et d'un canon de 12 cm.
En bas : Présentation du char Rheinmetall KF 51 *Panther*. L'engin pourrait être co-produit par plusieurs industriels italiens.

Entre parmesan et porte-avions

L'Italie, malgré ses clichés de *dolce vita*, reste un acteur économique de premier plan avec une capacité industrielle, une résilience économique et un savoir-faire technologique qui comptent sur la scène mondiale. Pour les investisseurs et les militaires stratèges, c'est un pays à ne jamais sous-estimer et dont l'influence dépasse largement ses frontières méditerranéennes.

R. M.





Revue des revues

Leçons stratégiques pour l'Europe

Col EMG Alexandre Vautravers
Rédacteur en chef, RMS+

Le numéro hors-série de DSI No. 91 (août-septembre 2023) examine la Loi de programmation militaire française (LPM) face aux leçons de la guerre en Ukraine. Les développements en Suède et les leçons du salon de l'armement Eurosatory sont abordés dans le No. 173 (septembre-octobre 2024).

« Défendre l'Europe » et le « défi de la remontée en puissance » fait l'objet d'un hors-série, No. 97 (août-septembre 2024). L'objectif fixé est une autonomisation de l'Europe, qui a l'ambition de compenser le possible retrait partiel ou complet des forces américaines en Europe. Ces efforts passent par des décisions budgétaires, mais également par le recrutement pour étoffer les rangs, sans oublier un effort majeur dans le domaine de l'industrie et de la production d'armements. Le « changement de donne » en Europe fait l'objet d'articles dans le No. 176 de mars-avril 2025. La stratégie industrielle européenne et française sont abordées dans le No. 171 (mai-juin 2024).

L'initiative « Sky Shield » qui intéresse la Suisse est présentée dans le No. 167 (septembre-octobre 2023), avec un questionnement en Europe sur les armes nucléaires.

Stratégie

« Effondrement d'un ordre stratégique » et crises ou conflits sont l'objet du No. 169 (janvier-février 2024). La prolifération nucléaire possible au Moyen-Orient et la lutte contre le djihadisme en France sont traités dans le même numéro.

Ukraine

Quel bilan pour les frappes stratégiques russes sur l'Ukraine – une réponse se trouve dans le No. 167 (septembre-octobre 2023). Les opérations de déception russes font l'objet d'un article dans le No. 176 (mars-avril 2025). Les débats stratégiques en Russie sont abordés dans le No. 174 (novembre-décembre 2024). Le Su 57 et le char T-80 sont présentés dans le No. 170 (mars-avril 2024).

Original, le No. hors-série 92 s'interroge sur la signification de la victoire sur terre, sur mer, dans les airs et dans l'espace, aujourd'hui. La « guerre terrestre » est également l'objet du numéro hors-série 96 (juin-juillet 2024), qui examine les manières de surmonter le « blocage tactique » actuel en Ukraine.

Numéros hors-série

Les choix de DSI pour ses numéros thématiques sont parlants et montrent bien où se trouvent les préoccupations du moment. Le No. 101 (avril-mai 2025) est consacré à la défense sol-air et à son « retour au premier plan » ; il est surtout question de résoudre l'équation antibalistique, si possible à un coût raisonnable. Il est aussi question du retour des armes à longue portée dans les pays occidentaux – sachant que de nombreux pays ne disposent pas de tels capacités ou des moyens de se les procurer.

Technologie et enseignements

Le numéro hors-série No. 99 (décembre 2024) examine, comme chaque année, les « technologies militaires » en discussion en ce moment. Il y est notamment question du manque d'efficacité de l'artillerie russe en Ukraine, dans un article de Benjamin Gravisse ; ainsi que du développement de lance-fusées d'artillerie thermobariques dans le même pays. On constate également le retour des mines antipersonnel au premier plan. Plusieurs articles traitent des armes d'infanterie et des lance-roquettes, ainsi que des moyens anti-drones (Counter Unmanned Autonomous Systems – C-UAS) avec notamment la question posée de « l'avenir du *Stinger* » par Emmanuel Vivenot et l'importance des systèmes de défense à courte-portée (SHORAD). Le No. 93 (décembre 2023) évoquait à l'époque l'efficacité des défenses anti-missiles balistiques israéliennes et l'importance de l'innovation constante au sein de la guerre conventionnelle en Ukraine.

A+V



Cette interview réalisée par le col Bruno Russi est parue dans ASMZ No. 1-2/2025. Nous remercions l'ASMZ de nous avoir permis de reprendre celle-ci. Photos © DDPS.

International

La politique de sécurité est une tâche collective par excellence

Br Dr Markus Mäder
Secrétaire d'Etat à la Politique de Sécurité

Selon son secrétaire d'Etat, le Dr. Markus Mäder, la nécessité de disposer d'un Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité est une conséquence du changement de paradigme en matière de politique de sécurité dans l'environnement stratégique de la Suisse. Son projet le plus important est l'élaboration de la stratégie de politique de sécurité de la Suisse pour 2025. Ainsi, le Secrétaire d'Etat Mäder s'est confié dans un entretien récent avec le colonel Bruno Russi pour l'ASMZ (12/24), qui a aimablement accepté que la version française soit publiée dans la RMS. Pour cela, nous les en remercions très chaleureusement.

Interview

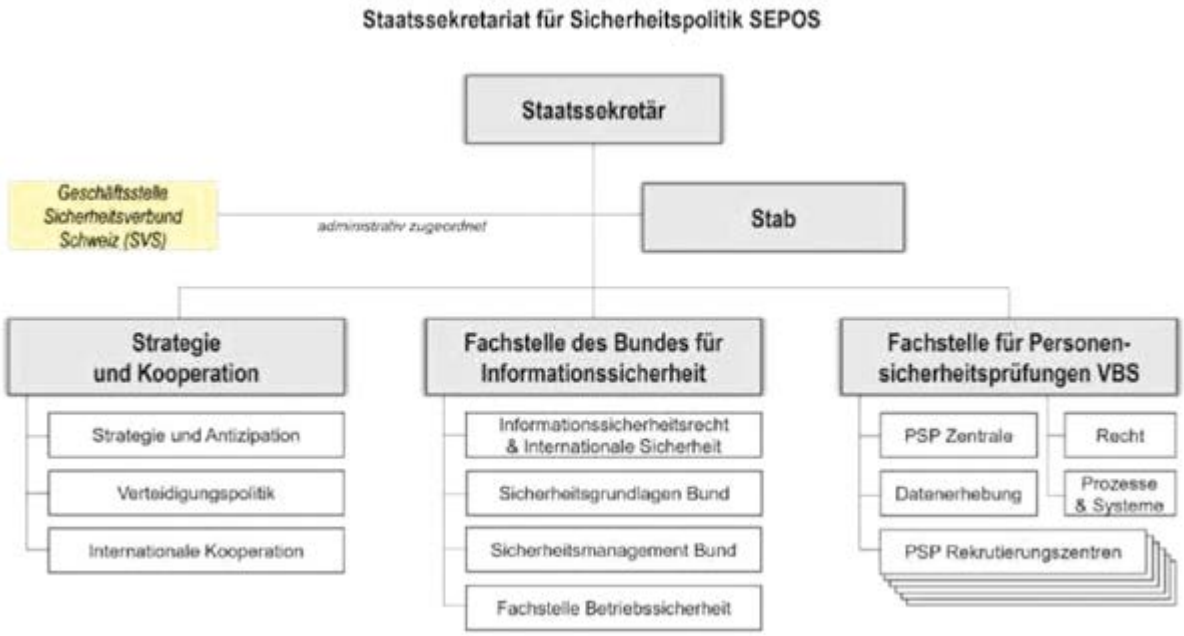
1. Après la création des bases juridiques par le Conseil fédéral le 22 novembre 2023 et votre nomination au poste de Secrétaire d'Etat un mois plus tard, le Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité (SEPOS) a pu commencer ses activités le 1er janvier 2024. Cette première année a dû être un grand défi pour le SEPOS et surtout pour vous personnellement, car il s'agissait à la fois d'établir le SEPOS et d'assurer une implication importante en matière de politique de sécurité dès le premier jour. Comment faites-vous pour « concilier » tout cela ?

Markus Mäder : La première année a effectivement été intense ; il s'agissait de mettre en place un nouvel office fédéral avec le statut de secrétariat d'Etat, ce qui n'arrive pas tous les jours dans l'administration fédérale. Lorsqu'on crée quelque chose de nouveau, la phase de lancement est particulièrement exigeante. Nous devions relever plusieurs défis en même temps, sous la pression du temps, des médias et du monde politique. Nous devions faire avancer les affaires courantes de la politique de sécurité alors que nous étions encore en train de mettre en place un office fédéral avec son organisation, sa structure, ses processus de travail internes et ses domaines transversaux.

L'expérience et les contacts que j'ai acquis au cours mes activités dans le domaine de la politique de sécurité suisse durant plus de vingt ans m'ont été très utiles pour accomplir cette tâche. Une fois de plus, ce que j'ai appris en tant qu'officier de l'armée suisse sur la conduite a fait ses preuves : après la constitution de la direction du SEPOS, nous avons procédé ensemble à une appréhension des problèmes et à une appréciation de la situation, puis nous avons pris les décisions nécessaires et élaboré un plan de mise en œuvre. Lorsque cela s'avérait judicieux, nous nous sommes appuyés sur ce qui existait déjà et avait fait ses preuves, tout en développant de nouvelles approches pour exécuter de nouvelles tâches. Ma fonction de Secrétaire d'Etat à la politique de sécurité est à la fois un privilège et un défi. Par ailleurs, et je tiens à le souligner, je peux compter sur une équipe de direction de premier ordre ainsi que sur des collaborateurs engagés et compétents.

2. Pourquoi un Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité est-il nécessaire et quelles sont ses tâches principales ?

La nécessité d'un Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité est une conséquence des ruptures dans notre environnement stratégique et sécuritaire. Le retour à des politiques de puissance et le recours à la force brutale ne cessent de croître partout dans le monde, tandis que l'ordre international fondé sur des règles, le droit international et le principe du règlement pacifique des différends sont de plus en plus remis en question. La Russie mène une guerre d'agression de grande ampleur et de haute intensité contre un Etat



voisin souverain, provoquant ainsi un conflit armé sans précédent en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, avec des répercussions sur l'ensemble du continent et au-delà. La nature hybride des conflits est déjà une réalité dans toute l'Europe, y compris en Suisse, et la frontière entre la guerre et la paix est de plus en plus floue.

A cette évolution préoccupante de la situation s'ajoute la complexité croissante du contexte : les technologies évoluent rapidement ; la mondialisation, l'urbanisation et la numérisation créent de nouveaux défis, mais aussi des opportunités. L'économie et la sécurité nationale sont de plus en plus liées ; les dépendances économiques, par exemple dans les chaînes d'approvisionnement ou l'accès aux matières premières et aux marchés, servent de moyen de pression politique. Les évolutions démographiques et sociales influent également sur les effectifs nécessaires aux instruments de la politique de sécurité.

Face à ce cumul de défis, le Conseil fédéral a décidé en 2023 de renforcer le domaine d'activité de la politique de sécurité au niveau fédéral, tant sur le plan institutionnel que sur le plan du contenu. Le SEPOS, créé en 2024, doit permettre à la Suisse d'aborder sa sécurité nationale de manière plus globale, plus cohérente et plus prévoyante, et de mieux coordonner les moyens de sa politique de sécurité.

3. Quels sont les principaux projets du SEPOS en cours ?

Le projet le plus important actuellement est l'élaboration de la Stratégie de politique de sécurité de la Suisse 2025, qui servira de document de référence pour les années à venir concernant l'orientation de la politique de sécurité ainsi que de ligne directrice pour le développement de ses moyens. Le Conseil fédéral enverra la stratégie en consultation à la mi-2025 et devrait l'adopter d'ici la fin de l'année, avant de la transmettre ensuite au Parlement pour prise de connaissance et délibération.

Un autre projet important est le développement du système d'obligation de servir, afin de garantir à long terme l'alimentation en personnel de l'armée et de la protection civile. Là aussi, des décisions quant à son orientation sont prévues en 2025. Parallèlement, les travaux de mise en œuvre du rapport complémentaire au rapport sur la politique de sécurité 2021 sont en cours ; le SEPOS est également étroitement impliqué dans les deux champs d'action centraux que sont le renforcement de la capacité de défense et l'intensification de la coopération internationale. S'y ajoute la mise en œuvre de la loi sur la sécurité de l'information, qui est entrée en vigueur en janvier 2024 et qui joue également un rôle central, car des informations protégées et fiables, ainsi que des collaborateurs conscients des risques et dignes de confiance, sont autant de conditions préalables à toute action en politique de sécurité. En outre, les exigences en matière de protection des informations ont augmenté.

4. Quelles sont les structures et la répartition des tâches au sein du SEPOS ?

Lorsqu'un secrétariat d'Etat est créé au sein de l'administration fédérale, les unités existantes sont généralement regroupées. C'est ce qui s'est passé pour le SEPOS : nous avons pu reprendre du Secrétariat général du DDPS la division Politique de sécurité, une partie de la sécurité de l'information et le service des contrôles de sécurité des personnes. En outre, quelques spécialistes d'autres services du DDPS, notamment du Groupement Défense et en particulier de la division des Relations internationales, ont rejoint l'équipe. Il a fallu créer une nouvelle structure interne

pour faire face aux tâches supplémentaires du SEPOS et garantir une organisation minimale d'état-major et d'aide à la conduite. Dans l'ensemble, la création du SEPOS n'a pas eu d'incidence sur les coûts et les effectifs, grâce à un regroupement de services et de ressources qui existaient déjà au sein du DDPS.

5. Les médias suisses n'ont pas accueilli avec enthousiasme le Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité lors de son lancement par la Conseillère fédérale Amherd. Comment le SEPOS a-t-il été accueilli par les partenaires dans le pays ?

En général, le SEPOS a été bien accueilli. Il est intéressant de constater que depuis son lancement, je n'ai pratiquement pas été interpellé par ces bruits de couloir de l'époque. Au contraire, dès le premier jour, nous avons rencontré un vif intérêt pour le contenu du travail de la part de tous les milieux impliqués dans la politique de sécurité, qu'il s'agisse des partis politiques, des parlementaires, des associations, des forums de discussion, des sociétés d'officiers, des organisations cantonales, des centres de recherche et des écoles de formation, ou encore des citoyens individuels. L'intérêt pour la politique de sécurité est énorme. Cela se traduit également par le fait que beaucoup souhaitent échanger et contribuer.

6. Vous avez eu de nombreux contacts à l'étranger l'année dernière ; comment le SEPOS a-t-il été accueilli par nos partenaires étrangers ?

Mes premiers contacts avec l'étranger en tant que Secrétaire d'Etat ont servi à établir un réseau ciblé avec des officiels d'Etats partenaires choisis. Il ne s'agit pas d'une action ponctuelle, et je poursuivrai les entretiens et la consolidation de ce réseau avec les décideurs en matière de politique de sécurité dans notre environnement stratégique. Les entretiens menés lors de mes contacts à l'étranger ont montré que la création d'un Secrétariat d'Etat axé sur la politique de sécurité suscite partout de l'intérêt. L'intention de la Suisse de revaloriser la politique de sécurité sur le plan institutionnel est saluée. Nos partenaires internationaux en matière de sécurité souhaitent échanger des informations et des expériences, et coopérer avec la Suisse dans de multiples domaines.

7. L'anticipation des développements en matière de politique de sécurité et l'élaboration d'options stratégiques à l'attention des décideurs politiques font partie des tâches du SEPOS. Mais l'anticipation des menaces fait aussi partie du cœur de métier des services de renseignement. Comment collaborez-vous avec les services de renseignement du SRC[1] et du RM[2] ?

L'anticipation est une tâche complémentaire. Elle est assurée par plusieurs services fédéraux, chacun avec un objectif spécifique. L'anticipation du SEPOS se concentre sur les défis et les opportunités en matière de politique de sécurité qui pourraient se présenter à l'avenir et sur les moyens d'exploiter ces opportunités pour renforcer la sécurité de la Suisse. Le SEPOS a une perspective axée sur la politique de sécurité et le conseil à la direction politico-stratégique. Outre l'évaluation d'un nouveau développement important pour la Suisse en matière de politique de sécurité, cela comprend également l'élaboration de solutions ou d'options d'action concrètes.

La collaboration avec le SRC est étroite et basée sur la confiance, mais aussi avec le Groupement Défense (y compris le Renseignement Militaire), le DFAE, la Chancellerie fédérale, l'Office fédéral de la protection de la population ou l'Office fédéral de la cybersécurité. Les divers services de la Confédération qui s'occupent des aspects de la détection précoce, de l'anticipation et de la préparation aux crises sont reliés entre eux, échangent des informations et se complètent avec leur perspective technique, ce qui doit permettre d'obtenir une image globale à l'intention de la direction politique du pays.

8. Comment voyez-vous la collaboration et la délimitation par rapport aux responsabilités et aux contenus du Groupement «Défense» et par rapport à l'armée ?

Le SEPOS collabore étroitement et de manière intensive avec le Groupement Défense et l'armée afin d'assurer la sécurité de la Suisse. Nous échangeons régulièrement des informations sur les affaires de politique de sécurité et de défense avec le Chef de l'Armée, et la collaboration avec les différentes parties du Groupement Défense se fait dans le cadre d'organes institutionnalisés et d'affaires concrètes. Le SEPOS participe aux projets de l'armée, accompagne et soutient les affaires militaires et de politique de défense, tout en veillant au respect du cadre de la politique de sécurité. Nous préparons par exemple les décisions politiques relatives aux engagements de l'armée et contribuons à l'élaboration du message annuel sur l'armée ainsi que d'autres bases pour le développement des capacités.

9. La coordination des instruments de la politique de sécurité de l'administration fédérale fait également partie des tâches du SEPOS. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Cela signifie que le SEPOS veille à la cohérence des bases et des directives de la politique de sécurité au niveau fédéral. En quelque sorte, on pourrait également parler de synchronisation des instruments de cette politique. Notre rôle se situe au niveau de la coordination et non de la mise en œuvre ; le SEPOS fait partie du réseau et n'est pas habilité à donner

[1] Service de Renseignement de la Confédération

[2] Renseignement Militaire

des instructions à d'autres offices. Le système des départements et la structure fédérale de la Suisse, y compris en matière de politique de sécurité et pour le SEPOS, restent inchangés. Nous exerçons notre fonction d'orientation et de synchronisation par un échange permanent et en vertu de bons arguments, et si un mandat formel doit être donné à d'autres domaines de compétence, celui-ci passe par le niveau départemental, la Délégation du Conseil fédéral pour la sécurité (Délséc ou SiA en allemand) ou le Groupe de travail restreint sur la sécurité (GS ou KGSi en allemand).

La clé du succès réside dans la mise en réseau et la coordination en fonction des thèmes. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), par exemple, est responsable des demandes d'exportation de matériel de guerre et fait appel au SEPOS lorsqu'il s'agit d'évaluer des aspects pertinents pour la politique de sécurité. Avec le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), nous avons récemment initié un échange sur la « Research Security », afin de déterminer comment la Confédération peut mieux soutenir les hautes écoles et les centres de recherche en Suisse pour les aider à protéger leur recherche et leur savoir dans les technologies clés contre l'espionnage motivé par la politique de puissance. Quant au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), nous collaborons avec lui sur de nombreux dossiers relevant de la sécurité internationale, comme les questions de désarmement et de maîtrise des armements, ou celles touchant au multilatéralisme et aux relations avec les Nations unies, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), l'OTAN, par le biais du Partenariat pour la Paix, ou l'EU dans le domaine de la sécurité.

10. Quelles sont, selon vous, les principales menaces et les principaux dangers auxquels la Suisse devra faire face dans les années à venir ?

J'ai déjà évoqué la césure en matière de politique de sécurité et l'évolution du contexte. Au cœur de cette évolution se trouve le retour de la politique de puissance, avec laquelle le seuil d'inhibition pour recourir à des moyens de pression non militaires allant jusqu'à l'agression militaire ouverte a nettement baissé. Nous observons une érosion de l'ordre international basé sur des règles, et donc du système de sécurité collective et des mécanismes multilatéraux de résolution des conflits. Ceux-ci avaient été établis à la suite de la Seconde Guerre mondiale pour empêcher toute nouvelle guerre, et avaient été consolidés pendant des décennies ; ils semblent désormais être en déclin. Les accords de contrôle des armements s'érodent et ne sont pas renouvelés, le réarmement est en forte hausse partout dans le monde et le nombre de conflits armés a atteint des proportions inquiétantes. Après plusieurs décennies de paix relative, nous devons faire face aux conséquences d'un conflit armé généralisé dans notre voisinage européen. Dans le sillage de l'agression russe contre l'Ukraine, la gestion hybride des conflits contre l'Europe s'est elle aussi considérablement intensifiée, tant du point de vue quantitatif et qualitatif que de son interconnexion. En font partie les activités d'influence, la désinformation, les cyberattaques, l'espionnage, le sabotage, le contournement des sanctions, la menace, et enfin, l'utilisation de la force militaire pour imposer ses intérêts et essayer de renverser des Etats souverains, comme en Ukraine. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la situation sur le continent européen n'a jamais été aussi dangereuse et instable. Tout cela concerne également la sécurité nationale de la Suisse.

Bien qu'une attaque militaire directe contre la Suisse reste improbable, nous devons cependant aussi nous préparer aux menaces dont la probabilité d'occurrence est certes faible dans un avenir proche, mais non négligeable au-delà de l'horizon identifiable, et dont les dommages potentiels pourraient menacer l'existence même de la Suisse. La Suisse – au cœur de l'Europe et entourée de la ceinture de stabilité de l'OTAN et de l'UE – se trouve dans une position stratégique favorable. Néanmoins, l'effet protecteur de la distance géographique par rapport aux conflits armés a nettement diminué en raison du potentiel des armes à longue distance et des possibilités d'attaque dans le cyberespace et l'espace d'information. Cela s'accompagne également d'un raccourcissement des délais d'alerte et de réaction. Dans ce contexte, nous observons comment les conflits actuels accélèrent le développement technologique militaire : la vitesse, la portée, la précision, la puissance de destruction et l'interconnexion des actions militaires augmentent dans tous les domaines d'action.

Parallèlement, le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé représentent toujours un défi pour la sécurité intérieure de la Suisse. La migration n'est pas une menace en soi, mais elle a également des répercussions sur la politique de sécurité. Il en va de même pour le changement climatique, qui renforce la pauvreté et les inégalités dans le monde, aggrave les conflits pour les ressources et provoque une augmentation des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes également chez nous. En somme, ces menaces et dangers à multiples facettes nous obligent à nous adapter. Nous devons accroître la résilience de l'Etat, de l'économie et de la société, réduire les dépendances et les vulnérabilités, renforcer nos capacités de défense civiles et militaires, et améliorer les conditions de la coopération avec nos partenaires.

11. Les menaces dans le cyberespace prennent de plus en plus d'importance. Début 2024, l'Office fédéral de la cybersécurité (OFCS) a également pris ses fonctions. N'y a-t-il pas de doublon avec le SEPOS ?

L'Office fédéral de la cybersécurité pilote la cyberstratégie nationale, fait office de point de contact et de



centre spécialisé pour l'analyse des cybermenaces et la gestion des incidents. L'OFCS est responsable de la cybersécurité en Suisse et soutient en particulier les infrastructures critiques. Le SEPOS – plus précisément le service spécialisé de la Confédération pour la sécurité de l'information – est l'organe de prescription, de pilotage et de surveillance de la sécurité de l'information de la Confédération. Il s'agit de veiller à ce que l'administration fédérale, l'armée et les tiers qui traitent des données classifiées de la Confédération garantissent cette protection conformément à la nouvelle loi sur la sécurité de l'information. Le SEPOS est également l'autorité nationale de sécurité vis-à-vis des autorités étrangères et s'assure que notre sécurité de l'information est compatible avec celle de nos partenaires ; c'est la condition préalable à l'échange d'informations classifiées. Nous veillons également à la cohérence et à la coordination des acteurs impliqués dans le domaine de la politique de cybersécurité. Les responsabilités de l'OFCS et du SEPOS sont clairement définies et la collaboration est étroite. Certains points de contact et de chevauchement doivent encore être ajustés sur la base des premières expériences dans la nouvelle constellation, mais dans l'ensemble, la répartition des rôles est claire. Dans le domaine de la cybersécurité et de la sécurité de l'information également, la collaboration est la meilleure solution pour obtenir les meilleurs résultats.

12. Pour conclure, quel bilan tirez-vous de cette première année dans votre nouvelle fonction et quels sont les enseignements pour l'avenir du SEPOS ?

La phase de démarrage est réussie, la tête de pont est formée et je suis satisfait de ce qui a été réalisé au cours de cette première année. Toutefois, il serait déplacé de se reposer sur les lauriers de ce bilan intermédiaire positif. La pression sur le domaine d'activité de la politique de sécurité reste très élevée, en raison des défis actuels de l'environnement stratégique et des attentes envers nous de la part de la politique et, notamment, du nombreux public intéressé. Les années à venir seront marquées par des travaux intensifs, que je résume sous le terme de «consolidation». Avec le SEPOS, nous avons une chance unique de développer la politique de sécurité de la Confédération et de renforcer l'interconnexion et la mise en réseau de ses instruments. La forme ne suffit pas, ce qui compte en fin de compte, c'est le contenu et le résultat. Cela dit, la nouvelle base institutionnelle, avec un Secrétariat d'Etat principalement responsable de ce domaine d'activité, favorise le renforcement de la sécurité nationale de la Suisse.

M. M.

Auteur et interview :

Col Bruno Russi, rédacteur ASMZ.

Coordination, traduction et adaptation française :

Div Claude Meier, Vice-président du Centre d'Histoire et de Prospectives Militaires (CHPM)

Arthur Lusenti, chercheur et chargé de projet au Centre de Politique de Sécurité de Genève (GCSP)



Une jeune femme essaie un gilet pare-éclats militaire lors de la journée des proches. E PM 19-2/2024, Sion.
Photo © Lt Katharina Hintermann.

Politique de sécurité

Initiative « Service citoyen »

Roger Golay
Conseiller national (MCG/GE)

Vous le savez, l'expression «socialisme utopique» désigne l'ensemble des doctrines des premiers socialistes européens du début du XIXe siècle, tels Robert Owen en Grande-Bretagne et Claude-Henri de Rouvroy de Saint-Simon en France.

Le socialisme utopique se caractérise par la volonté de mettre en place des communautés idéales selon des modèles divers, certaines régies par des règlements très contraignants, d'autres plus libertaires ; certaines communistes, d'autre laissant une plus grande part à la propriété individuelle. Le socialisme utopique se caractérise surtout par sa méthode de transformation de la société qui, dans l'ensemble, ne repose pas sur une révolution politique, ni sur une action réformiste impulsée par l'Etat, mais sur la création, par l'initiative de citoyens, d'une contre-société socialiste au sein même du système capitaliste.

Le socialisme utopique semblait mort depuis belle lurette. Et le voilà qui renaît de ses cendres sous l'impulsion du comité d'initiative en faveur d'un service citoyen.

Voici revenu le temps des rêves de bouleversements sociaux fondamentaux, de construction d'un Etat différent et de la remise en question des modèles économiques éprouvés.

Notre Etat suisse, ces temps-ci, n'est cependant en aucun cas demandeur, ni n'a besoin de tout ce tohu-bohu organisationnel. Il cherche certes une évolution maîtrisée de son outil sécuritaire pour en assurer, puis en parfaire l'efficacité. Ce n'est pas une mince affaire ; mais cela s'arrête-là.

Au nom de quoi et de qui, hormis cette utopie et ses adeptes, contraindrait-on toutes les femmes et tous les hommes de ce pays, en tous cas les Suissesses et les Suisses, à interrompre études, famille et travail pour se mettre au service de la collectivité et de l'environnement ? Depuis quand l'Etat a-t-il vraiment besoin de dizaines de milliers de personnes supplémentaires par an pour accomplir toutes sortes de tâches et rendre mille services dont se chargent aujourd'hui d'évidence l'économie privée et les organisations sociales bénévoles ?

Si on voulait créer un modèle socialiste de société et d'économie, on ne s'y prendrait pas mieux. Soustraire les gens des entreprises pour les passer sous la férule de la collectivité, c'est proprement stupéfiant. Tout ça avec l'argent des mêmes entreprises plumées de leur force de travail et avec l'argent du contribuable ordinaire. Tout ça sous le regard médusé des gens travaillant d'arrache-pied à faire tourner le système économique exigeant efficacité et productivité.

Au secours, ce comité d'initiative veut instaurer par le truchement de son projet de service citoyen sa contre-société socialiste au sein même de notre système capitaliste. On substitue lâchement l'esprit de solidarité de la population, qui s'exprime par un engagement bénévole pour toutes sortes de causes, par une contrainte sociale. Les chaussettes m'en tombent.

D'ailleurs, et ce sera la fin de mon allocution, la mauvaise graine a déjà été plantée quand l'accès au service civil a été facilité, voire encouragé au détriment de la sécurité de notre pays. Mauvaise graine, car la plante a tellement bien poussé qu'elle phagocyte les effectifs militaires, au point de déstabiliser tout l'armée.

Il est temps de revenir à une appréciation rigoureuse des besoins en effectifs de l'armée, qui doivent absolument primer sur tout autre besoin ou aspiration personnelle de jeunes gens préférant le confort des salles de cours, des institutions sociales et des engagements bucoliques aux casernes plus spartiates. Moins de service civil ; plus d'armée. C'est essentiel pour la sécurité du pays.

Enfin, quant à la question de l'engagement des femmes au service de cette sécurité, elle mérite en effet d'être étudiée. Les femmes de ce pays dirigent nos entreprises, forment nos universitaires et nos apprentis, éduquent nos enfants,

accomplissent mille prouesses techniques. Je sais que la question du service féminin obligatoire est sensible ; il faut toutefois avoir la lucidité d'en débattre sereinement et largement. L'accomplissement de ce pas là, sous une forme ou sous une autre, serait déjà, pour autant qu'il soit utile pour pallier les besoins de notre sécurité nationale, déjà une évolution très importante.

R. G.

Femmes dans l'Armée

20 ans ça se fête !

Lt Katharina Hintermann
Rédactrice adjointe, RMS+

Les femmes au combat. Le principe est simple : à prestations égales, chances égales. L'Armée XXI a instauré l'égalité de statut entre les militaires féminins et masculins, permettant aux femmes d'intégrer les formations de combat.

Que ce soit en tant que fantassin, grenadier (PM/chars/FS), éclaireur, spécialiste de montagne ou autres, les femmes peuvent accéder à ces fonctions si elles réussissent les tests physiques et psychiques.

A 18 ans, toutes les Suissesses reçoivent une invitation à une journée d'information de l'Armée. Certains cantons, comme Neuchâtel, organisent ces journées exclusivement pour les femmes.

Les femmes passent le même test de fitness que les hommes lors du recrutement et sont soumises au même barème que ces derniers pour leur incorporation.

Cette réforme symbolise une étape importante vers une armée moderne et équitable où chacun et chacune, peu importe son genre, peut contribuer pleinement à la défense nationale.

K. H.







Ci-contre : Démonstration de fouille de bâtiment en groupe avec des soldats motivés. E inf 2-2/23, Chamblon.

Page suivante, en haut à gauche : E inf 2-2/2024, place de tir de Vugelles. A droite : Démonstration d'équipement de combat lors de la journée des proches, E inf 2-1/2024, Chamblon.

Page suivante, en bas, à gauche : Aspirant sous-officier échelon de conduite, exercice final de l'ESO 2-1/2024. A droite : Fin de la marche des 101 km main dans la main. EO inf 10-1/2024.

Toutes les photos © Auteur.











Entré een service de la compagnie 3 des fantassins à Chamblon. Plusieurs femmes intègrent cette compagnie. E inf 2-2/2024.

Double-page suivante: Le chef de groupe supervise le test d'aptitude physique. E inf 2-2/2023, Colombier.
Toutes les photos © Auteur.

Femmes dans l'Armée

Les femmes dans la milice : Quelques statistiques, 2018-2023

Lt Katharina Hintermann
EM FOAP inf - cheffe communication

Il me tient à cœur de souligner l'évolution que j'observe chez de nombreuses jeunes femmes, de plus en plus conscientes de leur valeur ajoutée et de leurs responsabilités envers ce beau pays dans lequel nous vivons. Je suis convaincue que les statistiques présentées ici ne sont qu'un point de départ et qu'elles devront être actualisées dans les années à venir pour refléter l'augmentation constante de femmes s'engageant dans le service, que ce soit dans la milice ou, plus tard, dans un parcours professionnel.

Généralités

Cette étude vise à analyser les statistiques concernant les femmes dans l'armée suisse, dans le système de milice, sur la période de 2018 à 2023. *« Ces cinq dernières années révèlent une évolution significative. »*

En 2018, seulement 1,4% (274) des recrues étaient alors des femmes. En 2023, ce chiffre a augmenté à 2,5% (503), montrant une croissance constante. L'augmentation est encore plus marquée dans les taux de promotion à une fonction de cadre. Le nombre de femmes promues est passé de 105 en 2018 à 245 en 2023. Les propositions pour les postes de sous-officiers supérieurs ont augmenté de 14 (13,3%) à 39 (15,9%), et celles pour les postes d'officiers sont passées de 35 (33,3%) à 57 (23,3%), avec un pic de 76 en 2022. Les pourcentages indiqués aux propositions se rapportent au nombre total de cadres sous-officiers féminins.

Infanterie

Les deux tableaux (2 & 3) représentant le nombre de femmes par école d'infanterie en 2018 et 2023 montrent l'importance de la formation d'application de l'infanterie dans l'intégration des femmes au sein de l'armée suisse.

Tableau 1 : Comparaison globale entre le nombre de femmes et d'hommes dans l'armée suisse.

Année	Nbre recrues Hommes et femmes	Nbre recrues femmes	Nbre cadres hommes et femmes	Cadres sof femmes	Proportion sof Supp parmi sof (femmes)	Proportion of parmi sof (femmes)
2018	19'888	274 **1,4%**	4'953	105	14 13,3%	35 33,3%
2019	19'411	302 **1,6%**	5'145	185	14 7,6%	25 13,5%
2020	20'185	375 **1,9%**	5'295	162	**33** **20,4%**	**56** **34,6%**
2021	20'286	451 **2,2%**	5'404	196	28 14,3%	56 28,6%
2022	19'210	**495** **2,6%**	5'035	**256**	28 10,9%	76 29,7%
2023	20'123	503 **2,5%**	4'908	245	39 15,9%	57 23,3%

Sur les 27 écoles de l'armée, 7 relèvent de l'infanterie : l'école d'infanterie 2, l'école d'infanterie 11, l'école d'infanterie 12, l'école d'infanterie SL 14, le Centre de compétences du service alpin 15, le centre de compétences de la musique militaire 16 et l'école de la police militaire 19. Ces écoles représentent un quart de l'ensemble des écoles de recrues du pays.

Flash-info : cela fait 20 ans exactement que les femmes ont accès aux fonctions de combat (2004-2024)

Tableau 2 : Nombre de femmes par Ecole d'infanterie en 2018.

2018	Nombre recrues hommes et femmes	Nbre de recrues femmes	Nombre cadres hommes et femmes	Cadres femmes
1-E inf 2	1'361	11	418	**12**
2-E inf 11	1061	**16**	273	9
3-E inf 12	1334	4	314	1
4-E inf SL 14	700	4	158	1
5-Cen Comp S Alpin 15	82	0	13	0
6-Cen Comp Musique Mil 16	163	3	23	2
7-E PM 19	980	8	230	5
Femmes dans toutes les armes combinées	**19'888**	**274**	**4'953**	**163 3,3%**
Total E inf	5'681	**46 16,8%**	1429	**30 18,4%**

Tableau 3 : Nombre de femmes par Ecole d'infanterie en 2023.

2023	Nombre recrues hommes et femmes	Nbre de recrues femmes	Nombre cadres hommes et femmes	Cadres femmes
1-E inf 2	1351	**50**	351	**31**
2-E inf 11	1029	13	265	15
3-E inf 12	1041	7	279	11
4-E inf SL 14	573	9	150	0
5-Cen Comp S Alpin 15	96	1	24	1
6-Cen Comp Musique Mil 16	151	5	21	0
7-E PM 19	974	17	226	10
Femmes dans toutes les armes combinées	**20'123**	**503**	**4'908**	**358 7,3%**
Total E inf	5'215	**102 20,3%**	1316	**68 19%**

Tableau 4 : L'évolution du nombre de femmes dans les Ecoles inf (groupées) entre 2018 et 2023.

Année	Nombre recrues hommes et femmes	Nbre de recrues femmes	Nombre cadres hommes et femmes	Cadres femmes
2018	5681	46	1429	30
2019	5362	58	1477	22
2020	5514	69	1460	52
2021	5211	102	1448	52
2022	4959	98	1324	83
2023	5215	102	1316	68
Total	**31'942**	**475**	**8'454**	**307**



Lieutenant avec sa section de combat lors de l'inspection de l'école. E inf 2-1/24. Crédit: E inf 2.

En 2018, l'armée suisse comptait 274 recrues femmes, dont 46 issues de l'infanterie, représentant ainsi 16,8 % du total des femmes dans toutes les formations. En 2023, le nombre total de femmes dans l'armée est passé à 503, dont 102 provenant de l'infanterie, ce qui correspond à 20,3 %.

En 2018, l'école d'infanterie 11, située à Saint-Gall, comptait le plus grand nombre de recrues femmes affichant 16 à l'année. A l'inverse, le Centre de compétences du service alpin affichait le plus faible nombre : aucune recrue femme pendant l'année.

L'E inf 2, la plus grande des écoles d'infanterie, a accueilli jusqu'à 1'371 recrues (hommes et femmes) en 2020, dont 50 femmes et 31 cadres féminins en 2023, ce qui en fait l'école comptant le plus grand nombre de recrues et cadres féminins actuellement. En revanche, les centres de compétences du service alpin et de la musique militaire ont enregistré les effectifs féminins les plus bas, avec respectivement 4 et 23 femmes entre 2018 et 2023 (incluant 2019 à 2022). Ces chiffres s'expliquent par des critères de sélection plus stricts et des effectifs globalement réduits.

Il est notable que le nombre de recrues et de cadres féminins a doublé entre 2018 et 2023, même si le total des recrues (hommes et femmes) a diminué, passant de 5'681 en 2018 à 5'215 en 2023. Sur la même période, le nombre de femmes dans l'infanterie est passé de 46 à 102, tandis que le nombre de cadres féminins a progressé de 30 à 68. Environ un cinquième des femmes de l'armée suisse, soit 102 sur 503 (20,3 %) en 2023, choisissent l'infanterie.

Ces données soulignent les progrès significatifs en matière d'intégration des femmes dans l'armée suisse, avec une analyse axée sur l'infanterie, et témoignent d'une évolution vers une inclusion accrue.

K. H.


35
36
37
38
39





Toutes les illustrations © Bat PM 3 via l'auteur.

Police militaire

Bataillon de Police Militaire 3 : Le récit d'un adieu

Of spéc Mike Ciabatti
PIO du Bat PM 3

Créé en 2020 dans le sillage du DEVA, le bataillon de Police Militaire 3 n'aura existé que cinq années. Pourtant, en si peu de temps, il a su marquer l'histoire militaire par son dévouement inébranlable et sa rigueur exemplaire. Des confinements de la crise sanitaire aux dispositifs de sécurisation du Forum économique mondial à Davos, il a incarné la rigueur et la précision d'une unité d'élite. Mais le 21 mars dernier, à Stans, dans un silence solennel, son drapeau a été replié pour la dernière fois, mettant un terme à l'existence d'une unité dont la disparition n'efface ni le souvenir ni l'héritage.

Chronique d'une disparition annoncée

Il est l'aube à Bure. L'air vif du matin enveloppe le terrain d'instruction, où les derniers exercices du bataillon résonnent comme un chant du cygne. Les gestes sont précis, les ordres ciselés, l'exécution sans faille. Pourtant, derrière cette routine bien huilée, chaque déplacement, chaque formation et chaque commandement revêt un caractère particulier : c'est l'ultime service d'instruction en formation.



Un bataillon ne s'éteint pas du jour au lendemain. Il s'estompe graduellement, au rythme des affectations et des réorganisations stratégiques. Officiellement, c'est une transition. Officieusement, c'est un adieu. Une unité militaire ne se définit pas par sa longévité, mais plutôt par l'intensité de son engagement, le respect de sa mission et l'impact durable qu'elle laisse chez ceux qui ont eu l'honneur de la servir.

Le 21 mars, au cœur de Nidwald, son canton parrain, un rituel empreint de solennité scelle le sort du bataillon. Sous l'attention bienveillante de ceux qui ont vécu son histoire, son drapeau est soigneusement plié, symbole ultime d'une mission accomplie et d'une mémoire persistante.

Conçu dans le tumulte, façonné par les épreuves

Au début de l'année 2020, le bataillon de Police Militaire 3 entre en existence. Il est créé pour faire face aux nouvelles exigences en matière de sécurité militaire. Mais sa naissance coïncide avec un bouleversement mondial : la pandémie de COVID-19. Le 24 février, alors que son état-major entame son premier cours de cadres, la Suisse ne compte encore aucun cas officiel. Une semaine plus tard, la réalité sanitaire bouscule tout, et le bataillon est projeté en première ligne pour assurer la sécurité des frontières nationales.

Pas le temps d'ajuster. L'unité doit se structurer en marchant, improviser des doctrines encore inexistantes, réagir aux consignes évolutives des autorités fédérales. Malgré cette tempête logistique et opérationnelle, elle ne montre aucun signe de faiblesse. Des axes frontaliers de Genève à Kreuzlingen en passant par Bâle, ses soldats assurent le contrôle des flux, le maintien de l'ordre et l'adaptation permanente aux règles sanitaires mouvantes. Ce baptême du feu, ils le traversent avec la rigueur et l'endurance d'une force aguerrie.



D'autres missions s'enchaînent. En 2023, le bataillon est engagé pour protéger les infrastructures critiques de l'armée, une mission où chaque erreur peut entraîner des conséquences opératives majeures. Puis, en janvier 2024, il rejoint le dispositif de sécurité du Forum économique mondial à Davos, veillant à la protection des infrastructures et à la sécurisation de l'espace aérien. Dans l'ombre, il assure un rôle invisible mais essentiel, garantissant la tenue sécurisée d'un sommet où chaque faille pourrait être exploitée.

En cinq ans, le bataillon de Police Militaire 3 a démontré son efficacité, sa discipline et son adaptabilité. Il ne s'est pas contenté d'exister : il a pris des mesures, assuré la défense et gravé son nom dans l'histoire militaire suisse.

Un héritage intangible

Toutefois, à Bure, les instructions se succèdent, les exercices se déroulent avec la même discipline. L'entraînement militaire ne connaît pas de temps morts ni de moments de réminiscence. En effet, même si une unité venait à se dissoudre, ses membres emporteraient avec eux le souvenir de leur bataillon, poursuivant ainsi sa légende.

Un drapeau replié n'efface pas la mémoire. Une dissolution administrative ne fait pas disparaître l'école de discipline, de résilience et de camaraderie qu'était le bataillon de Police Militaire 3.

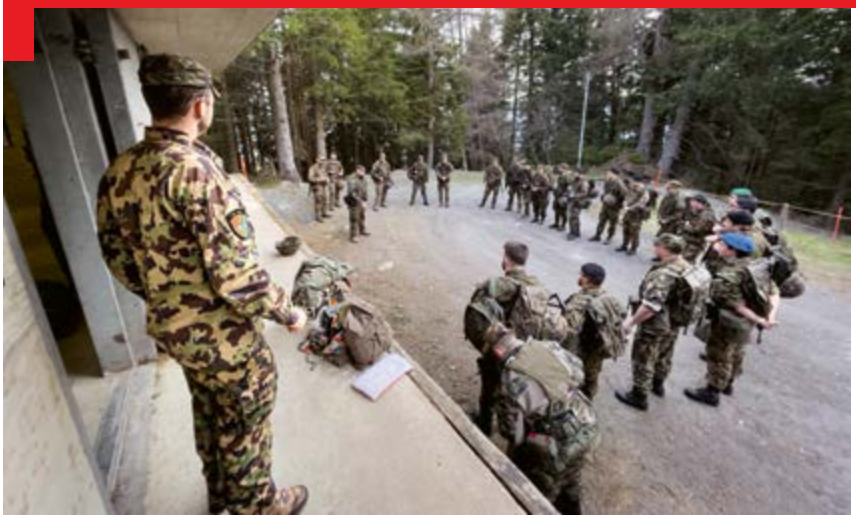
Son héritage perdure dans le regard de ceux qui l'ont servi, dans les souvenirs des nuits de garde, des missions de sécurité sous haute tension, des engagements tenus sans faille. Et longtemps après que ses couleurs auront disparu des rangs officiels, il suffira d'une accolade, d'un échange furtif entre anciens compagnons d'armes, pour savoir que le bataillon vit encore.

L'honneur est immuable ; il se transmet de génération en génération.

Praetorian Victor !

M. C.





Formation des cadres

L'Association suisse de sous-officiers – Tradition et modernité au service des compétences des cadres

Sgt Christophe Croset
Président central, Association suisse des sous-officiers (ASSO)

« Les sous-officiers sont des supérieurs en contact direct avec la troupe. Selon leur grade, ils peuvent conduire des groupes, être les proches collaborateurs des chefs de section et du commandant ou être engagés dans des états-majors ou comme spécialistes. »« Les sous-officiers ont leur propre sphère de compétence et de responsabilité. Ils sont en particulier responsables de l'instruction aux armes, aux engins et aux véhicules ainsi que de l'éducation. »

Cet extrait du règlement de service de l'armée (RSA) définit le but principal de l'association suisse des sous-officiers : offrir à ses membre les moyens d'entraîner et de perfectionner les compétences nécessaires pour accomplir leur mission.

C'est en 1839 qu'une première société de sous-officiers va être officiellement constituée à Zurich pour « *renforcer les liens entre ses membres et fournir à la Patrie un soutien solide pendant les jours de danger* ». Il est intéressant de noter que la presse locale s'était (déjà) émue de l'examen approfondi de la moralité des candidats… Plusieurs autres régions vont progressivement imiter cette société jusqu'en 1864 où 9 sections vont fonder la société fédérale de sous-officiers, qui deviendra en 1915 l'association suisse de sous-officiers (ASSO).



A l'époque, l'école de recrue durait de 28 à 42 jours selon les armes et les cours de répétitions (organisés tous les deux ans) comptaient 9 jours pour l'élite et 5 pour la réserve. L'idée d'améliorer les compétences des sous-officiers par une activité volontaire en dehors des périodes obligatoires était totalement novatrice et a nécessité des efforts considérables pour devenir populaire. Cependant, le succès sera au rendez-vous avec un effectif record de 150 sections comptant 21'000 membres dans les années 1960. Comme toutes les associations militaires, l'ASSO va subir les conséquences des différentes réductions d'effectif pour compter en 2023 encore environ 80 sections et 7000 membres sur l'ensemble de la Suisse. Nos activités, qui ont compté plus de 13'000 jours/homme en 2022, s'articulent autour de trois pôles :

Soigner et développer les compétences de conduite et techniques des membres de l'armée.

« Cela représente une responsabilité considérable pour les organisateurs, qui doivent gérer une version réduite d'un cours de répétition pendant un week-end »

Les sections ASSO organisent des entraînements au profit de leurs membres sur les différents thèmes génériques comme le tir aux armes personnelles, les soins au combat, le sport et l'utilisation des appareils comme les moyens de vision nocturne. Un effort particulier est mis sur les cadres grâce à des exercices de conduite, par exemple lors d'exercices de tir de combat ou au moyen de simulateurs. En sus, les autres armes (FM 05, RWG 90, lunette de pointages, etc.) sont engagées afin de maintenir les compétences des spécialistes. L'ASSO est l'unique structure qui accueille des militaires de tous les grades (soldats, sous-officiers et officiers) et de toute fonction. Si cet œcuménisme complique parfois nos activités, cette diversité

permet de favoriser une compréhension accrue des missions et tâches des autres armes et fonctions.

Le bon déroulement de ces manifestations est rendu possible grâce au soutien logistique de l'armée, qui fournit les infrastructures (places de tir, casernes) ainsi que le matériel, les munitions et les véhicules. Cela représente une responsabilité considérable pour les organisateurs, qui doivent gérer une version réduite d'un cours de répétition pendant un week-end. On peut aussi noter la coopération avec les autres associations militaires comme les chauffeurs militaires (ARTM) ou les spécialistes en transmissions (AFTT) qui viennent renforcer l'organisation des grosses manifestations.

Promouvoir et soutenir la politique de sécurité de la Suisse

L'ASSO apporte sa contribution lors des différents débats et consultations concernant les thèmes de sécurité et de défense. Elle représente aussi les intérêts des sous-officiers auprès de l'armée et durant les différentes réorganisations. Le comité central relaie les informations reçues afin que les sections puissent les communiquer à leurs membres.

Un autre volet non négligeable de ce soutien est représenté par les prestations que fournissent nos différentes sections lors d'exercices organisés au profit des écoles ou cours de répétitions. On peut citer le rôle d'adversaire (OPFOR) tenu à de multiples reprises par des membres de l'ASSO durant des exercices finaux d'écoles de recrues ou de sous-officiers. Ceci permet de confronter la troupe à des adversaires bien entraînés et qui savent représenter la situation souhaitée par le directeur d'exercice. Sans s'appesantir sur les anecdotes qui pourraient remplir plusieurs numéros de la RMS, ces engagements sont appréciés car ils apportent une réelle plus-value à l'instruction des militaires exercés. Des entraînements de tir ou des workshops de conduite peuvent aussi être préparés spécifiquement pour des unités en cours de répétition.

Renforcer la camaraderie

« (...) il n'est pas étonnant d'entendre que, durant un week-end avec l'ASSO, on apprend plus qu'en une semaine de cours de répétition »

Fidèle au principe de citoyen-soldat, notre association permet aux membres de se retrouver en dehors des périodes militaires et de renforcer les liens entre personnes d'horizons très différents. Il n'est pas rare de voir un groupe dirigé par un jeune sergent composé de membres de toutes les fonctions et de tous les âges et comptant un officier supérieur venu entraîner ses fondamentaux. Comme les participants sont volontaires, la discipline est librement consentie et il n'est pas étonnant d'entendre que, durant un week-end avec l'ASSO, on apprend plus qu'en une semaine de cours de répétition.

Les différentes compétitions organisées par les sections ASSO (Best Sniper, concours de tir, courses sportives, etc.) renforcent encore la camaraderie et donnent une





quittance des résultats des instructions. Elles sont aussi parfois un cuisant rappel d'humilité et une motivation à répéter quelques matières pas encore totalement maîtrisées ou trop vite oubliées.

Nos membres sont aussi régulièrement en contact avec des militaires des pays voisins (France, Allemagne, Italie, etc.). Ces échanges sont bénéfiques car ils donnent à nos membres d'excellents indicateurs sur les points forts de notre armée et sur les compétences que nous pouvons emprunter à nos voisins.

En conclusion, l'ASSO permet à ses membres de maintenir et perfectionner des compétences techniques et humaines qui nécessitent un temps qui n'est pas toujours à disposition lors des cours de répétition. Il est réjouissant de constater que l'armée suisse reconnaît le bénéfice apporté et soutient activement nos activités. Les exemples de collaboration sont en nombre croissant et nous espérons que d'autre unités sauront exploiter le potentiel des moniteurs, plastrons et responsables actifs de nos sections.

C. C.



Apprentissage à la confection des noeuds: les basiques comme le 8, le prussik et le demi-noeud d'amarre.
Toutes les photos © ASSO via l'auteur.

Formation des cadres

CISOR Mountain Combat and Survival basic course 2024 : Le vécu

Sgtm U Stan Fellay
Section ASSO - Chef Cellule communication

Sur mandat de l'ASSO Suisse, les sous-officiers (sofs) de Sion ont organisé le premier stage de combat en montagne pour les membres de la Conférence Internationale des Sous-officiers de Réserve (CISOR).

Il s'agissait d'offrir à des stagiaires étrangers une initiation au combat en montagne. Sept participants étaient présents, venant d'Allemagne, de Finlande, de Belgique, d'Italie et du Royaume-Uni. Les objectifs étaient:

Le stage était animé par la Section alpine et la Cellule instruction de l'ASSO Sion, avec le concours d'un instructeur survie de l'ASSO Sion. Les stagiaires étrangers furent réceptionnés à Aigle le jeudi après-midi et une initiation aux déplacements en milieu rocheux permit de tester les aptitudes individuelles.

Après un premier bivouac à 400m d'altitude, l'engagement de l'ARTM Valais a permis d'effectuer rapidement les déplacements motorisés entre plaine et alpages.

Le sommet du Grand Chavalard avait été sélectionné comme « terrain de jeu », permettant de vivre la verticalité sans pratiquer l'escalade.

Dans un décor majestueux, entre la vue sur le Grand Combin, le Mont-Blanc et un soleil de plomb, les stagiaires étrangers ont rapidement assimilé que le poids d'un sac et d'un fusil d'assaut dans une pente de 60 % durant 3 heures de montée, ce n'était plus de la randonnée.

La mise en pratique de la technique de descente à la Valaisanne, puis une liaison sur l'alpage de Sorniot, suivie d'une introduction aux bases topographiques suisses. L'heure est venue de préparer le bivouac à 2000 mètres d'altitude.

Le samedi matin permettait d'enseigner les bases de la survie. L'après-midi fut consacré au combat en montagne, avec les simulateurs de tir. Et à 1700, l'ancien Chef de l'Armée nous rejoignait après 1h de marche. S'ensuivi une discussion entre lui et les stagiaires, conclue par un bon apéro : on reste en Valais !

Une rapide montée à la cabane du Fénestral avec toujours une vue panoramique époustouflante. Une belle soirée dans cette cabane moderne, doux réconfort après tant d'efforts et 2 bivouacs.

Dimanche matin: la pluie nous a rejoints, permettant aux stagiaires d'avoir une ébauche des variations météorologiques en montagne. Surprise : une bonne douche aux Bains d'Ovronnaz ! Retour au pays ; on espère que les stagiaires étrangers ont apprécié ce stage novateur.

S. F.

Discussions avec le commandant de Corps (lib) et ancien Chef de l'Armée suisse Philippe Rebord, aussi membre des SOF Sion.Pour des militaires étrangers, discuter avec un officier général qui a commencé son impressionnant parcours militaire comme recrue puis sous-officier et officier, est tout simplement incroyable.

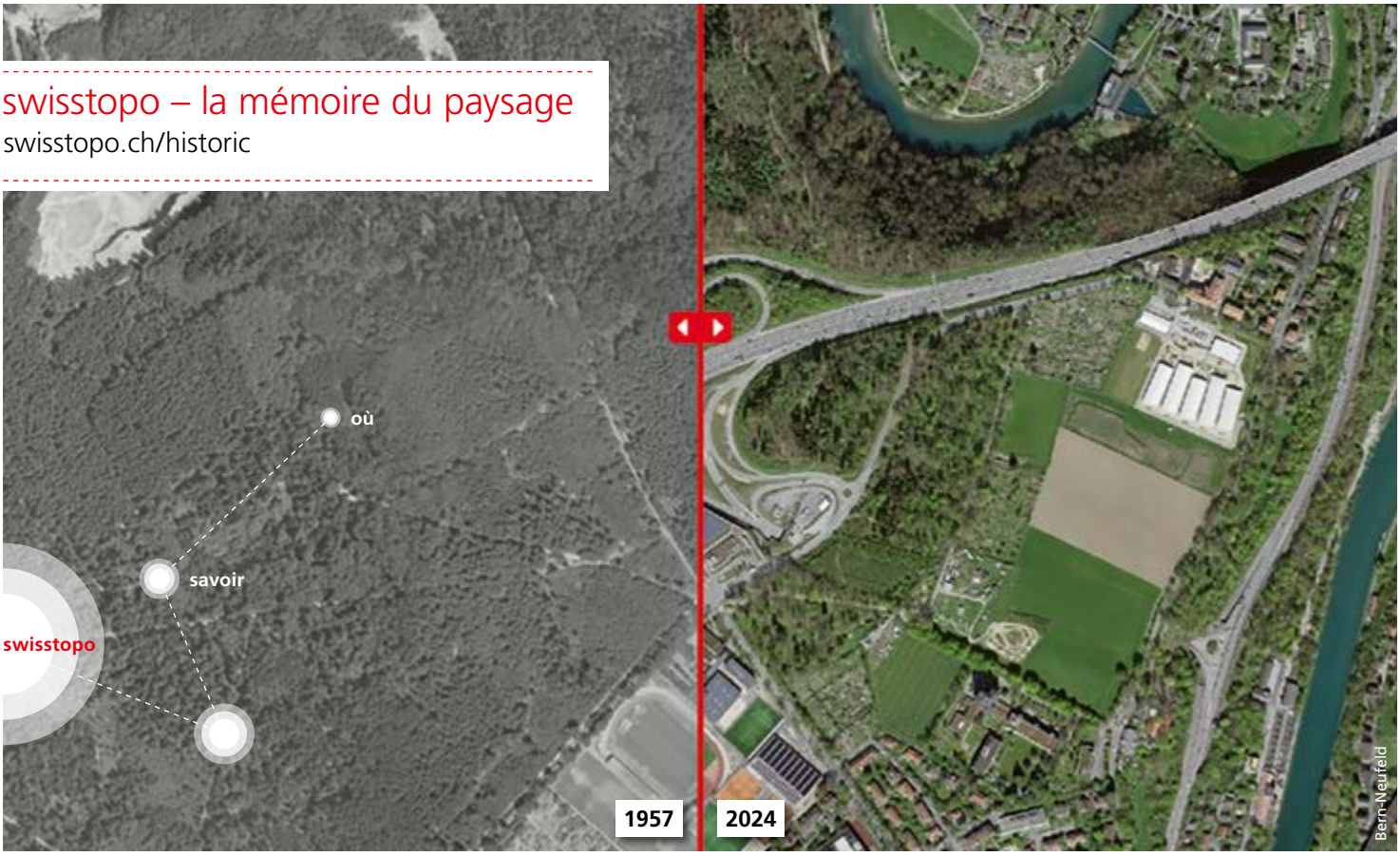




Progression dans les rochers, descente en Valaisanne: une fois dans le terrain escarpé, les stagiaires découvrent une autre réalité.



Un paquetage amélioré. Au prix de la sueur et la douleur, les stagiaires feront rapidement la distinction entre matériel nécessaire et superflu. Dès 2000 m, chaque kilo compte !





Sport militaire

Les 5e jeux internationaux militaires d'hiver 2025 à Lucerne – Une fête de la camaraderie, de l'inclusion et de la collaboration internationale

Of spéc (cap) Aline Brülisauer, of spéc (cap) Aisha Seitz
Traduction : Cap Marco Garofano (Ssp Of)

La Suisse a été pour une première fois pays hôte des 5e CISM Military World Winter Games entre du 23 au 30 mars 2025. Environ 800 athlètes venant de 42 nations ont concouru dans 10 disciplines – tout en écrivant ensemble leur histoire. En marge des prestations sportives, ce sont également la milice suisse, l'inclusion et la collaboration internationale qui étaient au centre de l'attention.

La Divisionnaire Germaine Seewer, Présidente des CISM MWWG 2025, s'est montrée convaincue : *« We are ready and fully prepared! »*. Elle a remercié les 1'800 membres de l'armée, lesquels ont porté main forte à ce gros événement. Les jeux ont été officiellement ouverts par la Conseillère fédérale sortante Viola Amherd, laquelle a loué la coopération réussie entre l'armée, les partenaires civils et les lieux de tenue des jeux.

La Suisse sur le podium – Fort avantage à domicile et performances impressionnantes

Dans des disciplines comme le Ski alpin, le snowboard, le ski de fond, le biathlon, le parachute-Ski, l'escalade sportive et la Course de patrouille, ce ne sont pas moins de 64 médailles qui ont été décernées. La France est ressortie en tête de la course aux médailles, suivie par l'Italie et par la Suisse. Soutenue par les sportives et sportifs d'élite soutenus par l'armée, la délégation suisse a brillé par l'obtention de 20 médailles (6 or, 10 argent, 4 bronze) – un signe fort pour le potentiel des sports domestiques.

Engagement et collaboration : La clef du succès

L'armée a mobilisé de nombreuses formations – dont le bataillon EM de la division territoriale 2, le bataillon QG 25 et des spécialistes des domaines du sport, de la logistique, de la santé, de l'aide au commandement et de la musique militaire. Le Chef de l'Armée a particulièrement honoré la collaboration entre la milice et les cadres de carrière. Le divisionnaire Stephan Christen, remplaçant du Chef du Commandement des opérations, a joué dès le début un rôle central pour le projet. Lors d'une visite à Engelberg, il s'est montré particulièrement impressionné par l'engagement des bénévoles remilitarisés : *« Incroyable comme le Commitment personnel peut se ressentir »*.

Un événement exemplaire sans gigantisme

L'événement a misé sur des structures claires plutôt que sur le spectacle. Il était *« parfaitement bien organisé »* selon le divisionnaire Christen. A l'ostentatoire ou à l'éphémère, on aura préféré mettre le durable, l'efficace et la modestie suisse au centre des préoccupations. L'échange entre nations a été consciemment favorisé – pas seulement dans le cadre des jeux, mais aussi lors des discussions en marge des pistes.

Inclusion : Parasport sur un pied d'égalité

Depuis 2021, l'armée cible également les athlètes parasportifs dans sa promotion. Les lieux des compétitions ont passé des tests de barrières et d'accessibilité et ont été ainsi adaptés dès la phase de planification. Des militaires blessés en engagement ont pour la première fois pris part aux compétitions – un signal fort pour une pleine inclusion. Celine van Till est un exemple inspirant : après un grave accident d'équitation, elle a découvert le para-ski en passant par l'athlétisme et le cyclisme. Son histoire montre comment le sport traverse les frontières – physique comme sociétale.

Collaboration internationale, assez pratique

Sur les pistes comme en dehors, de nouvelles connections sont nées. Les athlètes ont pu échanger, se sont apporté un soutien mutuel en cas de problèmes de matériel ou ont même pu discuter tactique. L'esprit collectif a régné pour l'ensemble de l'événement – un apport à la communication militaire qui s'étend bien au-delà des compétitions.

Durabilité au pinacle

Les CISM Winter Games 2025 n'étaient pas uniquement sportifs mais également écologique à en être exemplaires : pas de nouvelles constructions, pas d'acquisitions – à la place, le matériel a été loué et ce sont des casernes qui ont été utilisées. Les partenariats avec des infrastructures et des prestataires existants ont payé par leur efficacité et leur respect de l'environnement.

Un modèle pour l'avenir

Les jeux d'hiver militaires 2025 ont été un succès complet. Ils ont démontré comment le sport, l'inclusion et la collaboration internationale peuvent aller de pair – organisés de manière efficace, émotionnellement touchants et durablement pensés. Les jeux ont renforcé la cohésion par-delà les frontières – et ont mis en évidence que le sport est aussi un puissant ambassadeur pour la paix et l'amitié dans un contexte militaire.

A. B. ; A. S.



Ci-dessus : Le divisionnaire Stephan Christen en visite au lieu de compétition Engelberg-Titlis
Ci-dessous : Celine van Till à la cérémonie de remise des prix pour le Slalom géant para.
En bas : La mascotte «Murmeli», un motif photo adoré.

Toutes les photos via les auteurs.

Autres impressions et vidéos sur www.lucerne2025.ch

Conseil International du Sport Militaire (CISM): La paix sur un chemin sportif

Depuis 1968, la Suisse est membre du Conseil International du Sport Militaire (CISM), l'association de sport militaire international dont le siège est à Bruxelles. Les athlètes suisses qui font partie des sportives et sportifs d'élite soutenus par l'armée participent régulièrement à des compétitions militaires en Suisse et à l'étranger – actuellement dans onze sports d'été et d'hiver.

S'appuyant sur les piliers du sport et de la solidarité, la fédération mondiale CISM organise, depuis sa création en 1948, des événements sportifs pour les armées du monde entier. Avec ses 140 Etats membres, elle est aujourd'hui la troisième plus grande organisation sportive au monde (derrière le CIO et la FIFA).

L'un des objectifs de la fédération est de promouvoir le développement du sport militaire sur une large base, ainsi que les relations amicales entre les armées et les Etats membres. Les rencontres entre les militaires de différents pays doivent ainsi favoriser une meilleure compréhension entre les nations. Au lieu de se faire la guerre, les militaires se rencontrent dans le cadre d'une épreuve de force sportive, conformément à la devise du CISM *« friendship through sport »* - l'amitié par le sport. Il s'agit en outre de promouvoir la condition physique et d'augmenter la préparation physique des forces armées.







SOG | SSO | SSU

Schweizerische Offiziersgesellschaft
Société Suisse des Officiers
Società Svizzera degli Ufficiali

Sociétés

Une nouvelle organisation pour la SSO

Col EMG Michele Moor
Président de la Société suisse des officiers (SSO)

Comme je l'ai déjà expliqué aux présidents de section lors de plusieurs entretiens en amont de la dernière assemblée des délégués, mon principal objectif en tant que président de la SSO est de la ramener au rang d'acteur majeur de la politique de sécurité suisse. Pour concrétiser cette ambition, ma première démarche a été de réorganiser structurellement la SSO afin de la rendre plus efficace, plus économique et plus percutante.

Seule une organisation performante permettra à la SSO de remplir efficacement ses missions essentielles: contribuer activement à la politique de sécurité suisse, soutenir les sections de manière ciblée, et communiquer de façon efficace tant en interne qu'en externe.

Organisation

Au début de ce processus, j'ai analysé en détail la structure interne ainsi que l'ensemble des contrats existants, en mettant particulièrement l'accent sur les possibilités d'optimisation. L'évaluation des comptes annuels récents et l'analyse des prestations des partenaires contractuels ont révélé que, ces dernières années, des sommes importantes ont été consacrées à des services dont la qualité et le contenu n'étaient pas à la hauteur des attentes.

C'est pourquoi je suis actuellement en train d'adapter, de résilier ou de renégocier ces contrats – dans le but d'améliorer la situation financière difficile de la SSO et de libérer davantage de ressources pour le travail de fond de la SSO et de ses sections. Notre activité centrale, à savoir le traitement des questions de politique de sécurité, doit pouvoir être poursuivie avec toute l'énergie nécessaire.

Le comité dispose à nouveau d'un comité directeur composé du président et de trois vice-présidents. En outre, le comité est structuré autour de trois domaines – administration, politique de sécurité et communication – ainsi que de deux commissions permanentes: ASMZ et International. Chaque vice- président est responsable d'un de ces domaines et travaille en étroite collaboration avec moi. Les autres membres du comité s'engagent selon leurs intérêts et compétences au sein de ces domaines. Avec un comité de 14 personnes, cette structure organisée est fondamentale pour mobiliser et motiver activement tous les membres.

Administration

Ce domaine, dirigé par le colonel EMG Valentin Gerig, fournit à la SSO et à ses sections les bases organisationnelles et est notamment responsable du secrétariat et des finances. La collaboration avec l'ancien secrétariat général n'a pas toujours été satisfaisante. Le comité directeur a donc lancé, avec les personnes concernées, une révision du cahier des charges et des prestations fournies.

L'objectif est de créer une structure plus légère et plus efficiente, permettant une communication plus rapide et plus claire entre le secrétariat et le comité. De plus, trop de systèmes de travail différents (solutions logicielles) sont actuellement utilisés, ce qui complique et ralentit inutilement les processus. Les coûts liés à la gestion du secrétariat et à la comptabilité sont également trop élevés. C'est pourquoi des solutions alternatives, plus économiques, sont à l'étude – en concertation, dans un premier temps, avec les prestataires actuels.

Politique de sécurité

Ce domaine, dirigé par le brigadier Yves Charrière, est dédié au traitement de fond des sujets relevant de la politique de sécurité. Ce travail constitue le cœur de l'activité de la SSO. Tous les membres du comité sont invités à identifier activement des thèmes pertinents et en adéquation avec la SSO, et à les préparer de manière approfondie afin qu'ils puissent ensuite être discutés avec les sections. Ce n'est qu'ainsi que la SSO pourra rester une voix crédible et influente dans le débat sur la politique de sécurité.

Communication

Ce domaine, dirigé par le colonel Mattia Annovazzi, est responsable de la communication interne avec les sections ainsi que de la communication externe à l'attention du public, du DDPS et de l'armée. La stratégie de communication actuelle de la SSO n'est plus adaptée aux exigences contemporaines. L'objectif est d'exploiter davantage les possibilités offertes par les médias audiovisuels modernes pour atteindre un public plus large, et en particulier plus jeune. La présence sur Internet et notamment sur les réseaux sociaux devra également être renforcée et professionnalisée.

Commissions

La commission ASMZ poursuivra ses activités jusqu'à la fin de l'année. Ensuite, son mandat prendra fin dans le cadre de l'indépendance de la revue. Jusqu'à présent, elle a accompli un travail précieux. J'accompagnerai personnellement les dernières étapes de ce projet important afin de garantir une transition réussie vers une structure autonome et fonctionnelle. Ainsi, l'ASMZ pourra continuer à contribuer, à l'avenir, à la formation de l'opinion en matière de sécurité, en toute indépendance.

La commission Internationale poursuivra ses activités sous sa forme actuelle. Dans un environnement de politique de sécurité de plus en plus interconnecté et marqué par de nouvelles menaces dangereuses, son travail est plus important que jamais. Pour l'instant, je ne vois pas la nécessité de modifier sa structure ou son mode de fonctionnement.

Conclusion

Je me réjouis de pouvoir, avec les sections et une SSO modernisée et efficacement organisée, contribuer activement à façonner l'avenir de la politique de sécurité de la Suisse. Avec une structure claire, une communication renforcée et un travail de fond ciblé, nous sommes prêts à impulser une nouvelle dynamique et à retrouver un rôle de premier plan dans le débat sur la sécurité.

M. M.



Centre d'Histoire et de Prospective Militaires (CHPM)

Cours d'histoire militaire

Les cours militaires 2025 du CHPM sont gratuits et ouverts au public. Afin d'en faciliter l'organisation, il est vivement recommandé d'annoncer sa participation.

Sauf mention contraire, les cours ont lieu à partir de 17h00 au Pavillon Ouest du Centre Général Guisan, 117 Avenue du Général Guisan, 1009 Pully.

Agenda 2025

Cours 1 : 30.01.2025
- WACHT AM RHEIN : La bataille des Ardennes
- Conférencier : Prof. Rockenbrod

Cours 2 : 23.04.2025
- Guerre d'Indochine et du Vietnam 1954-1975
- François Villard et Philippe Richardot

Assemblée générale : 15.05.2025, 18h00
- Conférence : L'armée ukrainienne
- Adrien Fontanellaz

Cours 3 : 14.08.2025
- VJ 80 ans «Kamikaze »
- Alexandre Vautravers

Cours 4 : 19-21.09.2025
- Voyage d'études. La bataille de Metz et d'Arracourt, 1944
- Organisation : François Villard

Cours 5 : 02.10.2025, 18h00
- Bataille de Berlin, 16.04-2.05.1945
- Aymeric Dietrich

Cours 6 : 23.10.2025
- Aléas de la météorologie dans les conflits et les batailles
- Michel Chabloz

Cours 7 : 20.11.2025
- L'histoire militaire par la caricature
- Michel Chabloz

Saint-Nicolas : 06.12.2025
- Journée d'études à Verte-Rive
- 09h00 - 16h00 CHPM Logo 01.jpeg
- Organisation : Comité scientifique

Inscription : info@chpm.ch

Le calendrier en ligne complet est disponible sur www.chpm.ch. Vous y découvrirez également les nombreuses activités dans le domaine des wargames.

Armement

Nouveau fusil d'assaut 25

En décembre 2024, l'armée suisse a signé un contrat avec le fabricant américain LMT Defense pour l'acquisition d'un nouveau fusil d'assaut 25 (Stgw 25).

L'entreprise partenaire suisse est SWISSLOXX AG. Le Fass 90 est techniquement basé sur la plateforme AR-15 - contrairement aux Fass 90 et 07 utilisés jusqu'à présent, qui sont basés sur une conception proche des armes Kalashnikov.

Les premières armes seront remisees à la troupe à partir du premier trimestre 2027. La nouvelle arme d'ordonnance sera introduite au sein des forces spéciales ainsi que dans la police militaire - aussi bien pour les formations professionnelles que de milice. Une introduction plus large dans d'autres formations de l'armée n'est pour l'instant pas prévue.

L'actuel fusil d'assaut modèle 1990 devrait être maintenu en service jusque dans les années 2040, selon un communiqué d'armasuisse.

Les fusils seront fabriqués à Eldridge, dans l'Etat d'Illinois aux USA. La maintenance sera effectuée en Suisse par RUAG en collaboration avec la Base logistique de l'armée (BLA). Certains accessoires, à l'instar des optiques et des magasins ont été achetés séparément auprès de fournisseurs suisses.

Données techniques :
Calibre : 5,56 x 45 mm OTAN
Canon : 12' (compact) et 16' (standard)
Poids : env 3,5 kg
Boïtier : Aluminium monolithique
Interface accesoires : M-LOK

Source : Pascal Kümmerling, Avia News.

Politique de sécurité

STRATOS

Le numéro 1-25 de *stratos* met l'accent sur la gestion des risques et des crises à différents niveaux et sous différentes facettes. Il contient également une interview de Martin von Muralt en français. Disponible à partir du 4 juillet.







News

Nomination et mutation d'officiers généraux

Communication DDPS

Berne, 9.4.2025 - Lors de sa séance du 9 avril 2025, le Conseil fédéral a procédé à la nomination et à la mutation d'officiers généraux.

Le brigadier Christian Oppliger, actuellement remplaçant du commandant des Forces aériennes, reprendra le commandement des Forces aériennes le 1er octobre 2025, avec promotion simultanée au grade de divisionnaire.

Agé de 52 ans, Christian Oppliger a obtenu sa maturité de type C en 1990 à Lausanne. Après avoir terminé l'école de recrues, l'école de pilotes et l'école d'officiers, il a passé le brevet de pilote militaire en 1993 et a intégré le corps des aviateurs professionnels. En tant que pilote d'escadrille et instructeur, il a en outre participé à différents groupes de projets porteurs d'avenir. De 1998 à 2002, il a suivi une formation d'ingénieur électricien diplômé EPF à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Dès 2005, il a travaillé comme pilote de F/A-18 au sein du domaine Essais opérationnels et évaluation des Forces aériennes, avant de reprendre, en 2009, la fonction de chef Essais opérationnels et évaluation. Dans sa fonction de milice, il a dirigé, de 2007 à 2012, l'escadre d'aviation 14 à Sion. Il a ensuite été nommé chef Planification, projets et essais des Forces aériennes, avec effet au 1er avril 2018. Depuis le 1er juillet 2021, il occupe la fonction de chef Introduction du F-35A aux Forces aériennes. Le Conseil fédéral l'a promu brigadier et nommé remplaçant du commandant des Forces aériennes au 1er janvier 2024.

Le brigadier Christian Oppliger succède au divisionnaire Peter Merz, qui a résilié ses rapports de travail avec effet au 30 septembre 2025 pour prendre la direction de la société Skyguide à partir du 1er novembre 2025.

Le brigadier Hans Schatzmann, actuellement commandant de l'Ecole centrale, exercera en plus de cette fonction celle de remplaçant du commandant de la Formation supérieure des cadres de l'armée (FSCA) à partir du 1er mai 2025.

Agé de 62 ans, Hans Schatzmann a étudié le droit à l'université de Berne et obtenu sa licence en 1988. Après avoir effectué différents stages auprès de plusieurs tribunaux et offices du canton de Soleure et travaillé comme juge d'instruction extraordinaire pour ce canton, il a passé le brevet d'avocat et de notaire en 1992. De 1993 à fin 2013, il a dirigé sa propre étude d'avocat et de notaire à Soleure. Entre 2008 et 2012, il a assumé la présidence de la Société suisse des officiers. Le Conseil fédéral l'a nommé commandant de la brigade d'infanterie 5 avec effet au 1er janvier 2014, le promouvant simultanément au grade de brigadier. Puis il l'a désigné commandant de la Sécurité militaire avec effet au 1er janvier 2016 et l'a confirmé dans la fonction de commandant de la Police militaire à compter du 1er janvier 2018. Depuis le 1er janvier 2022, le brigadier Schatzmann est chef d'état-major du chef de l'Armée et, depuis le 1er août 2024, commandant de l'Ecole centrale.



F-35 de face. Photo © Aeronautica Militare Italiana (AMI) vie l'auteur.

Forces aériennes

F-35, Kill Switch et dépendance

Pascal Kümmerling
Journaliste spécialisé, Avia News

Avec le F-35, sommes-nous trop dépendants face à l'hégémonie politique de l'actuelle administration de la Maison-Blanche ? Le Pentagone a-t-il intégré un «kill switch» permettant de désactiver le F-35 ? Retour sur ces questions.

Depuis longtemps, il est une croyance populaire qui prétend que les Etats-Unis peuvent actionner un interrupteur (kill switch) capable d'immobiliser les avions américains comme les F-16, F/A-18 et, maintenant, le F-35. Le fait est que, jusqu'à présent, aucun aéronef d'origine américaine n'a été stoppé net de cette manière. Pour autant, la mise en réseau du F-35 semble inquiéter et relancer certaines rumeurs. L'origine de cette crainte est due à deux systèmes, ALIS et ODIN. Le système ALIS (Autonomic Logistics Information System) est le cerveau logistique du F-35. Il surveille la santé de l'avion : statistiques du moteur, usure des éléments. Ces informations sont transmises à un serveur central (géré par les Etats-Unis) afin que les unités de maintenance puissent réparer les éléments et commander des pièces. C'est un outil de maintenance.

ODIN, l'Operationnel Data Integrated Network. C'est le remplaçant d'ALIS, plus basé sur le cloud et moins encombrant, plus pratique à l'emploi. Techniquement, il fonctionne comme ALIS en enregistrant les données pour maintenir l'avion en état de vol. Les deux systèmes permettent également de mettre à jour les logiciels des services à bord des avions et de les tenir à jour.

Le F-35 possède plus de 8 millions de lignes de code, et les Etats-Unis poussent les mises à jour pour des raisons de sécurité et de performances. Pourraient-ils les retenir ? Oui, dans ce cas l'avion deviendrait simplement obsolète, mais pas mort. Selon un rapport du Government Accountability Office (GAO), ni ALIS ni ODIN ne s'interfacent avec les commandes opérationnelles du F-35. De fait, les systèmes logistiques ne contrôlent pas l'avion. Ce sont des systèmes de support, pas des coupe-circuits.

Mises à jour logicielles

Afin de fonctionner correctement, tous les avions de combat reçoivent des mises à jour logicielles. Les mises à niveau logicielles, gérées par les Etats-Unis, assurent des performances et une sécurité optimales. Considérez le F-35 comme un smartphone moderne : un appareil de pointe qui s'appuie sur des mises à jour logicielles constantes pour rester à la pointe de la technologie. Pour débloquer de nouvelles capacités, exécuter les dernières applications et tirer parti de fonctionnalités innovantes, il doit être continuellement mis à niveau. Ces mises à jour permettent notamment de prendre en charge de nouvelles applications, des correctifs de sécurité ou des fonctionnalités avancées.

Le F-35 n'est pas seulement un avion, c'est un système de combat en réseau dépendant des mises à niveau logicielles pour la réussite de la mission. Sans ces mises à jour, le F-35 peut toujours décoller et voler, mais sa capacité à se battre, à s'adapter aux nouvelles menaces et à pénétrer les défenses avancées sera gravement compromise. Dans la guerre moderne, où la technologie évolue à un rythme sans précédent, rester en avance n'est pas facultatif, c'est une nécessité.

Dépendance

Le système F-35 étant complexe, les Etats-Unis ont mis en place un système de contrôle de la logistique. Il faut comprendre que cet avion est hautement sophistiqué entre son revêtement furtif et ses capteurs. Dans un but de facilitation de la maintenance, la chaîne d'approvisionnement mondiale de ces pièces est gérée par Lockheed Martin et le gouvernement américain. C'est à ce niveau que les utilisateurs se trouvent face à une dépendance logistique. Pour autant, un avionneur européen peut également décider de ne pas vous livrer une pièce parce que la Force aérienne de son pays en a urgemment besoin, ou bien pour une raison politique.

Le contrat suisse pour le F-35 a obligé l'avionneur Lockheed Martin à permettre à notre pays de disposer d'une

marge en matière de maintenance. Cette marge est plutôt exceptionnelle avec la maintenance qui sera effectuée en Suisse par du personnel helvétique. De fait, nous aurons notre propre stock de pièces de rechange, ce qui permettra de réduire notre dépendance.

Par ailleurs, il faut prendre en compte qu'une bonne part des pièces qui composent l'assemblage du F-35 sont produites en Europe (30%). Il faut y ajouter l'assemblage de pièces centrales en Allemagne, l'assemblage dès septembre du moteur F135 en Finlande et l'assemblage complet de l'avion en Italie (28 des 36 appareils pour la Suisse viendront d'Italie).
Le système en réseau du F-35 ne fonctionne que si l'ensemble des aéronefs en service reçoit les mêmes mises à jour. Une dégradation de celles-ci et c'est tout le fonctionnement du réseau qui ferait défaut, y compris les F-35 en service aux Etats-Unis ne pouvant plus échanger correctement avec leurs homologues européens.
En conséquence, la dépendance n'est pas à sens unique comme on pourrait le croire. Un blocage européen et c'est toute la chaîne d'assemblage qui s'en trouverait compromise. Nous parlons d'un partenariat USA/Europe indispensable au programme F-35.

Systèmes d'armes complexes et dépendance

Avec l'avènement de systèmes complexes fonctionnant en réseau, la dépendance en matière de logiciels deviendra de plus en plus fréquente à l'avenir. Nombreux sont les systèmes en service qui équipent les avions de combat, peu importe l'origine, les missiles, les sous-marins soumis à une dépendance liée à des codes de fonctionnement. Le GPS militaire, les liaisons de données, les systèmes cryptés de communication fonctionnent grâce à ces codes fournis par les USA. Les avions de combat européens comme le *Rafale* ou l'Eurofighter en font partie et sont dépendants de ces codes. Se doter d'un avion européen ne nous rendrait pas plus indépendant des Etats-Unis, ni des décisions propres à l'avion lui-même. Les prochaines mises en réseau des avions européens (*Rafale* F4/F5, Eurofighter Quadriga) sont autant de dépendances à la fois US et européennes qui vont s'accélérer.

Origine du mythe

Si le « kill switch » n'existe pas, d'où vient la rumeur ? Dans les années 1970, l'Iran a acheté 80 avions de combat Grumman F-14 *Tomcat* aux Etats-Unis. A l'époque, les deux pays étaient de proches partenaires, mais avec la révolution de 1979, tout a basculé. Cet évènement a fait craindre qu'à l'avenir des systèmes de combats américains puissent se retourner contre eux. Sous l'impulsion du chef de la CIA de l'époque, William Joseph Casey, une expérience fut menée afin de tester s'il était possible de d'immobiliser un système (avions, missiles, sous-marins) à distance, une fois dans de mauvaises mains. Non seulement les résultats ne furent pas probants, mais le risque de s'auto-immobiliser et/ou de perdre la confiance des clients a définitivement eu raison du projet, qui fut abandonné assez rapidement. Et c'est bien ce projet abandonné qui alimente depuis le mythe, et ceci tant pour les milieux complotistes que dans l'intérêt de certains concurrents.

P. K.

RMSINT+

Depuis 2023, retrouvez la *Revue militaire suisse internationale* (RMSINT+) en langue anglaise accessible en PDF gratuitement téléchargeable sur le site de la RMS+ https://revuemilitairesuisse.ch/rmsint/

Chaque numéro de RMSINT+ est consacré à un pays et sa politique de sécurité : Géorgie, Japon, Finlande, Belgique, Afghanistan, Russie... Les fichiers/éditions sont régulièrement mis à jour.



RMSINT+ Finland RMSINT+ Belgium RMSINT+ Afghanistan RMSINT+ VDV

RMS+ est sur Youtube

Il existe désormais une chaîne Youtube de la Revue militaire suisse. Vous y trouverez une vingtaine d'entretiens personnels de personnalités militaires et du monde de la sécurité. Les entretiens durent de quelques minutes à une heure. Ils sont des témoignages importants pour ceux qui souhaitent comprendre l'évolution des questions de sécurité de la Suisse à travers ceux qui l'ont vécue.

Les entretiens sont également une occasion de présenter la carrière, les choix personnels, les expériences et les moments marquants de personnalités exemplaires.

Les entretiens sont réalisés par l'of spéc Lena Rey. Abonnez-vous à la chaîne : www.youtube.com



Groupe des 200 : Génial

Le Groupe des 200 recrute ! Si vous aussi souhaitez soutenir la RMS+ en souscrivant un abonnement de soutien, 200 personnes x 200 CHF, annoncez-vous simplement par email à l'adresse suivante :

info@revuemilitairesuisse.ch

Les membres du Groupe des 200 sont invités chaque année à un évènement exclusif. Cette année, une visite auprès du bataillon de Génie 2, le 16 septembre 2025 dans la région de Berne.



F-35 à Payerne lors des essais de 2019.
Photo © DDPS.

Forces aériennes

F-35, pas de changement de cap

Pascal Kümmerling
Journaliste spécialisé, Avia News

Il n'y aura pas de changement de cap pour l'intégration du F-35 au sein des Forces aériennes suisses. Explications et décryptage.

Entre panique et hypocrisie

La vague « trumpiste » semble prendre notre démocratie de court, mais révèle également l'hypocrisie de certains et le manque de conviction, pour ne pas dire la faiblesse des autres. Une situation qui complexifie un monde en difficulté qui évolue vite et qui demande une analyse froide et solide. Nombreux sont les articles parus ces derniers temps sur le fonctionnement du DDPS. Oui, des problèmes subsistent, oui, rien n'est parfait et il est urgent de réagir et de corriger ce qui doit l'être. Mais à condition de ne pas tout mélanger et d'avoir le recul nécessaire. La cacophonie actuelle est loin d'être rassurante.

Panique sur les coûts du F-35

Précisons d'emblée que nous achetons l'avion de gouvernement à gouvernement via un contrat et non à un président, que les coûts de l'inflation ont été pris en compte, ainsi que les variations du taux de change. Tous les avionneurs sont susceptibles d'être confrontés à des variations de l'inflation.

En matière d'achat, l'avion est groupé avec d'autres acheteurs internationaux et ceux acquis pour l'armée américaine. Le calcul est ensuite fait par rapport aux contrats. Aux plus bas pour notre pays (prix pour le standard Block 3, mais nous recevrons le Block 4, d'où le prix fixe). Les clients comme la Grèce, par exemple, paient plein pot pour le standard Block 4, qui fut commandé plus tard avec une liste de prix établie par rapport aux améliorations du nouveau standard.

Lors des négociations entre le gouvernement américain et l'avionneur, il s'agit donc d'équilibrer le prix moyen établi selon les contrats des divers acquéreurs, de tenir compte du nombre d'avions produits et des coûts de production, et bien entendu du potentiel d'inflation.

L'inflation

La problématique de l'inflation est connue depuis la fin du COVID. Elle est due à plusieurs facteurs, tels que le prix de l'acier comme exemple d'un matériau entrant dans la fabrication du F-35, sans oublier les matériaux de type « terres rares » (lanthanides, lanthane, cérium, praséodyme, néodyme, prométhium, samarium, europium, gadolinium, terbium, dysprosium, holmium, erbium, thulium, ytterbium et lutécium) qui sont indispensables dans la fabrication de divers éléments qui composent les capteurs et systèmes de haute technologie.

Chaque année, le gouvernement américain négocie avec Lockheed Martin sous pression du GAO (la Cour des comptes américaine) le meilleur prix pour les lots de F-35 à produire. En ressort un prix fixe. A ce jour, les prix des lots ont toujours baissé, et ce, car Lockheed Martin a cherché de nouveaux moyens d'obtenir des matériaux moins chers, par exemple en recherchant des fournisseurs alternatifs ou en adoptant des techniques d'achat différentes. De fait, ces prix sont restés en-dessous de la barre de l'inflation US, malgré une légère augmentation due à l'intégration des nouveautés pour le Block 4.

Lot 18 & 19

Le lot 18 concerne notre pays, il porte sur un montant de 11,76 milliards de dollars pour construire pas moins de 145 F-35, est techniquement approuvé et va être signé ce printemps. Le lot 19, lui, est déjà sur les rails avec une augmentation de la production à 150 appareils et sera signé cet automne. La question d'une éventuelle augmentation des coûts liée à l'inflation pourrait concerner les lots 20 et 21. Pour autant, ce n'est pas dans l'intérêt du gouvernement US qui pousse à la réduction des coûts en continu.

Trump peut-il influencer les coûts ?

Oui, vers le bas, dans son intérêt en ce qui concerne les prix annuels des lots. Ce qui fait notre affaire.

Les surcoûts peuvent en revanche toucher les pays investisseurs (R&D) dans le programme F-35 (trois cercles). Par exemple, le Canada qui verse en moyenne 700 millions de dollars US par année. L'administration Trump peut, à travers les pressions des taxes douanières, vouloir faire pression pour une augmentation de la participation. La Suisse n'est pas concernée.

Pas d'annulation

Non, il n'y aura pas d'annulation du contrat F-35, pour les raisons suivantes :

- Nous avons versé des acomptes en millions depuis 2022, un revirement nous ferait perdre ces millions définitivement ; de plus une annulation du contrat nous coutera des millions additionnels en pénalités, inacceptable.
- Le projet suit le calendrier prévu tant en Suisse (travaux à Payerne) que le début de l'assemblage des premiers F-35 suisses cette année.
- Choisir un avion européen coûterait 2 milliards de plus, car les essais en Suisse comme en Finlande ont démontré l'incapacité à faire face à des avions de 5e génération russes ou chinois.
- Le retard pris dans un revirement mettrait en danger notre capacité de défense en vue du remplacement des F/A-18 à l'aube de 2030.

A propos de l'incapacité des avions européens

Le plus gros problème, selon une analyse d'experts de l'Institut français des relations internationales (IFRI), est l'absence d'un avion de chasse de cinquième génération. Le *Rafale* français de Dassault, qui fait la fierté de l'armée de l'air française depuis des décennies, tout comme l'Eurofighter d'Airbus, montrent des limites claires par rapport aux modèles concurrents dotés de caractéristiques furtives avancées, tels que les F-35 et F-22 américains, les Su-57 russes et les chasseurs chinois J-20.

« Les pilotes français sur Rafale *affrontant régulièrement des chasseurs de cinquième génération de type F-35 en exercices interalliés constatent que la mission de combat contre des chasseurs furtifs est impossible à gagner en l'état actuel des capteurs. Dans l'hypothèse d'un conflit de haute intensité, la chasse française serait cantonnée au rôle de supplétifs. »* Jean-Dominique Merchet, journaliste français spécialisé dans les questions militaires, stratégiques et internationales.

Question

Nous avons versé plusieurs millions dans le cadre du projet F-35. En matière de taux de change (CHF/US), nous sommes gagnants. Pourquoi cette bonne nouvelle n'est-elle pas relayée dans la presse ?

P. K.

Aviation

Le F-35 au Portugal

Les réseaux sociaux sont devenus un nouveau champ de bataille, où s'affrontent les grandes puissances.

Ces dernières semaines, vous aurez peut-être entendu ou vu des informations selon lesquelles le Portugal aurait renoncé à l'acquisition de F-35 aux USA, en raison d'une suposée dépendance technologique et stratégique.

Au moment où ces messages ont circulé, le contrat d'achat n'était pas signé. De nombreux médias, y compris suisses, n'ont pas hésité à reprendre cette information, techniquement fausse. Car à aucun moment le Portugal n'a rompu ou annulé de contrat.

Il est très parlant de voir quels médias ont répercuté cette information et pour quelles raisons ils l'ont fait: manque de sécurieux ou de précision, ou intérêts de critiquer les exportations et les armements américains?

Le Ministère de la Défense du Portugal a, depuis, réaffirmé son intention d'acquérir 27 F-35A pour remplacer ses anciens F-16. Source : https://www.politico.eu/article/portugal-rules-out-buying-f-35s-because-of-trump/

S'il est vrai que certains pays sont en train de revoir leurs options, à l'instar du Canada, d'autres ont réaffirmé leur confiance et passé de nouvelles commandes, comme la Belgique.

Réd. RMS+

skyguide

beyond horizons

Devenez contrôleur·euse de la circulation aérienne dipl. ES

Inscrivez-vous maintenant à notre formation

Vous pouvez postuler en tout temps.



Plus d'informations: skyguide.ch/futur
#GuardianOfTheSky

Inscrivez-vous pour nos séances d'information: skyguide.ch/events



Nouvelle génération de radar. Toutes les illustrations via l'auteur.

Forces aériennes

AIR2030

Pascal Kümmerling
Journaliste spécialisé, Avia News

Dans le cadre du projet de défense sol-air (DSA-MP) de moyenne portée, armasuisse a testé le nouveau radar qui doit venir équiper le système de missiles Diehl BGT IRIS-SLM. Le système sol-air de moyenne portée doit venir renforcer le système longue portée Raytheon Patriot en remplaçant les actuels canons de 35 mm et conduite de tir Skyguard, ainsi que le système de missiles *Rapier* déjà retiré du service.

DSA-MP

La défense sol-air (DSA) contribue à assurer la sauvegarde de la souveraineté sur l'espace aérien, la défense aérienne et la protection contre les attaques menées avec des armes de longue portée. Comme composante de la défense aérienne intégrée (Integrated Air Defence, IAD), la DSA combattra les menaces à différentes distances et altitudes. Le système de défense sol-air de moyenne portée (DSA-MP) renforce l'effet dans l'espace aérien inférieur, intermédiaire ou supérieur à moyennes distances. L'objectif est d'accroître la liberté d'action dans la défense aérienne intégrée et d'acquérir la capacité de se défendre contre des missiles de croisière dans l'espace concerné.

Un crédit d'engagement de 660 millions de francs a été accordé pour le système DSA-MP dans le programme d'armement 2024. Crédit ajouté suite à l'augmentation du budget.

Cadre des essais

Dans une configuration similaire à ce qui avait été exécuté pour les essais du système américain Patriot face au SAMP-T franco-italien, l'Office fédéral de l'armement armasuisse a testé, en collaboration avec l'armée suisse du 31 mars au 11 avril, le radar TRML-4D de la société allemande Hensoldt pour le nouveau système de défense sol-air de moyenne portée. Les essais ont permis de franchir une nouvelle étape dans le processus d'acquisition. Les caractéristiques du radar ont été testées dans la topographie spécifique de la Suisse et diverses clarifications ont eu lieu quant à la compatibilité des fréquences avec des systèmes civils tels que le radar météorologique. Les essais ont été réalisés en alternance sur le «Homberg», propriété de la Confédération, et sur le terrain de l'aérodrome d'Emmen.

Lors des essais, des vols ont eu lieu avec les aéronefs PC-12, PC-7, F/A-18 et des hélicoptères, majoritairement dans leurs secteurs d'entraînement traditionnels. La proximité du site d'essai n'a généré que peu d'émissions de bruit. Les aéronefs ont volé selon différents scénarios afin de tester la performance et la portée de détection, ainsi que la performance de classification du radar. De plus, un simulateur de cibles radars a été utilisé pour générer des cibles à différentes vitesses, dotées de surfaces équivalentes radar très exigeantes.

Les antennes radar émettent et reçoivent des ondes électromagnétiques de catégorie « rayonnements non ionisants (RNI)». Les valeurs limites d'émission en vigueur n'ont pas été dépassées. En dehors de la zone de sécurité du radar, il ne fallait donc pas s'attendre à des valeurs de rayonnement supérieures aux limites légales. L'Office fédéral de l'armement armasuisse avait obtenu une autorisation d'émettre de l'Office fédéral de la communication OFCOM pour les essais du capteur.

Un contrat encore cette année

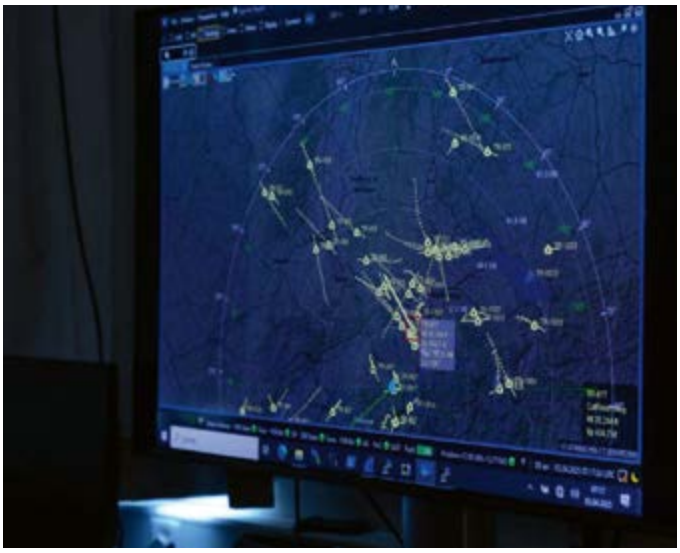
L'Office fédéral de l'armement armasuisse a l'intention d'acquérir pour le système DSA-MP quatre ou cinq systèmes IRIS-T SLM du fabricant allemand Diehl Defence GmbH & Co. KG. Les négociations avec ce dernier sont bien avancées. Le contrat devrait être signé au deuxième trimestre 2025. L'acquisition devrait avoir lieu dans le cadre d'un accord spécifique de l'European Sky Shield Initiative.

HENSOLDT TRML-4D

Ce radar de défense aérienne de type AESA en bande C assure la surveillance et le suivi de plus de 1 500 cibles en parallèle, notamment des avions de chasse (portée de suivi > 120 km) et des missiles supersoniques (portée de suivi > 60 km).

Caractéristiques :

- Installation et démontage en 10 à 15 minutes (selon terrain)
- Autonome
- Fonctionnement télécommandé
- Conteneur ISO compact de 6 mètres pour transport routier
- Surveillance : -2° C à 70° avec inclinaison électronique jusqu'à -10°
- Suivi : jusqu'à 90°
- Portée instrumentée : 250 km
- Altitude instrumentée : 30 km
- Fonctions de recherche avant et arrière
- Suivi en survol
- Suivi de cibles à travers un cône de silence
- Suivi de 1'500 cibles en parallèle



Le système offre de multiples fonctionnalités, notamment la catégorisation des cibles, la recherche et le suivi guidés, le suivi de son arme, l'indication de destruction et le suivi de survol. Ce système de capteurs peut être transporté sur des camions tout-terrain (par exemple, le MAN HX77 ou IVECO *Trakker*) équipés de conteneurs ISO de 20 pieds.

Le lancement rapide du suivi réduit le temps de réaction. Confirmation rapide du suivi pour une affectation rapide des armes. Suivi de votre propre arme. La précision du suivi augmente la probabilité d'impact. Concept unique de multifaisceaux simultanés et traitement Doppler pour des performances fiables de toutes les tâches opérationnelles à des taux de rafraîchissement élevés. Excellentes performances, même dans des environnements complexes et des densités de cibles élevées. Prise en charge des systèmes de missiles sol-air à courte et moyenne portée. pour un fonctionnement continu et hautement disponible. Missions sans maintenance grâce à une dégradation progressive grâce à plusieurs modules d'émission et de réception à semi-conducteurs. Le faible MTTR, la haute fiabilité des composants et l'équipement de test intégré avancé (BITE) interagissent, simplifiant la maintenance et réduisant les coûts du cycle de vie du TRML-4D.

Diehl BGT IRIS SLM

L'unité de lancement IRIS-T SLM est basée sur un châssis de camion avec huit lanceurs en conteneurs de missiles montés à l'arrière du camion. L'agencement des lanceurs de conteneurs de missiles se compose de deux rangées de quatre missiles. En position de tir, les lanceurs de missiles conteneurs sont érigés en position verticale à l'arrière du camion. Le Missile est pulsé à l'éjection.

Le missile IRIS-T SLM est basé sur le missile guidé air-air IRIS-T entré en service dans l'armée de l'air allemande en décembre 2005. L'IRIS-T dispose d'un autodirecteur infrarouge haute résolution avec un large champ de vision permettant l'engagement aéroporté à courte et très courte distance, mais également l'interception à de plus grandes distances. La cible peut être assignée par le radar embarqué ou par la visière du casque du pilote. Les technologies de traitement d'image de pointe garantissent un contrôle précis en temps réel avec une précision optimale ainsi qu'une excellente résistance CEM couvrant également les lasers aveuglants modernes. Simultanément, le contrôle du vecteur de poussée offre une maniabilité inégalée permettant l'engagement de cibles derrière l'avion. La précision exceptionnelle d'IRIS-T associée à une fusée de proximité radar permet également l'interception des missiles adverses.

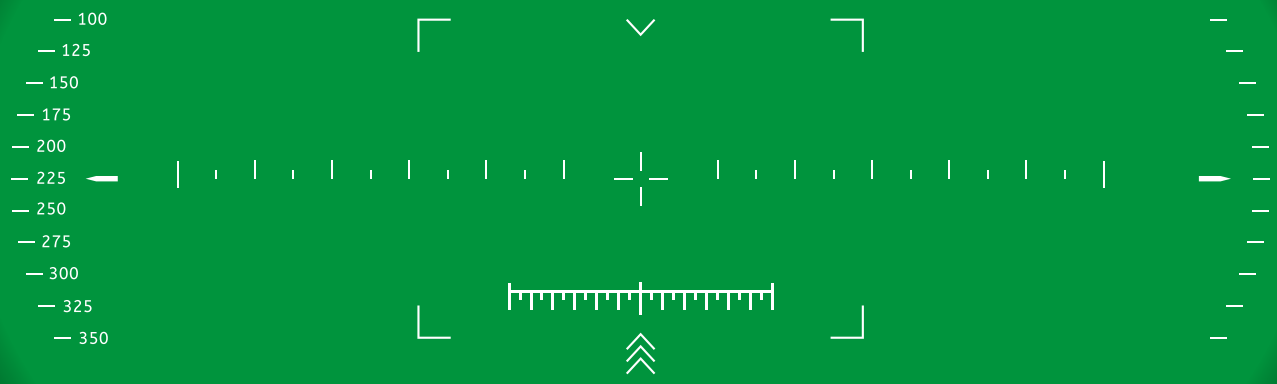
Le missile de l'IRIS-T SLM est équipé d'un moteur plus puissant. Le missile utilise un guidage par commande radio supplémentaire (combiné à une correction inertielle par satellite) dans la section de trajectoire principale avec une acquisition de cible infrarouge de type CNS IIR dans la section finale. Il intègre un chercheur IR d'imagerie, un moteur-fusée optimisé pour le combat aérien, des ailes et un contrôle combiné aérodynamique et vectoriel de poussée. Le fusible de proximité radar assisté par autodirecteur et l'ogive confèrent au missile une capacité antimissile remarquable. Les fonctionnalités de suivi prédictif de la trajectoire de vol et de verrouillage après le lancement permettent au missile d'engager également des cibles dans l'hémisphère arrière. Les capacités IRCCM et DIRCCM d'IRIS-T sont inégalées et le missile ne nécessite littéralement aucun entretien.

Le missile a la capacité de détruire des avions, des hélicoptères, des missiles de croisière, des missiles air-sol, des missiles antinavires, des roquettes antiradars et des roquettes de gros calibre. Il présente également une forte probabilité de tir mortel contre les drones et autres menaces manoeuvrantes. Il a une portée de tir de 40 km à une altitude allant jusqu'à 20 km.

Une batterie d'IRIS-T SLM comprend trois camions lanceurs, un radar AESA multifonctionnel et assurer le suivi des cibles, un camion de poste de commandement. Les premiers tests ont utilisé le radar Saab Giraffe, mais en 2014, un tir de démonstration a été réalisé avec le radar multifonction australien CEA Technologies CEAFAR avec AFAR. Pour l'Ukraine, la batterie IRIS-T SLM a été livrée avec le radar multifonctionnel HENSOLDT TRML-4D et le logiciel de gestion de combat intégré Fire Control (IBMS-FS) pour le centre d'opérations tactiques d'Airbus.

Attention : les chiffres sont théoriques, ne reflétant pas les véritables capacités, généralement supérieures.

P. K.



De la stratégie au terrain le Groupe Bernard Nicod vous offre une position dominante sur le marché immobilier

www.bernard-nicod.ch

Groupe Bernard Nicod

Depuis 1977

Lausanne Genève

Nyon Rolle Morges Yverdon Vevey Montreux Aigle Monthey